

MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES  
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

**BURKINA FASO**  
Unité - Progrès - Justice

# **Annuaire statistique de l'économie et des finances 2021**

**Juin 2022**



# AVANT-PROPOS



Le Ministère de l'économie, des finances et de la prospective a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire. A ce titre, mon département collecte, traite et analyse des données permettant d'orienter le Gouvernement, ses partenaires et autres utilisateurs sur les grands défis et les mesures à prendre pour un développement harmonieux et durable du Burkina Faso.

Élaboré chaque année, l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF) répond aux recommandations de la Charte africaine de la statistique. Par ailleurs, la production et la diffusion régulière de statistiques économiques et sociales de qualité est retenue comme l'un des défis de la Politique du secteur de la gouvernance économique (PSGE 2018-2027).

La production de l'ASEF vise principalement à promouvoir la culture statistique au sein de mon département et à assurer le devoir de redevabilité en mettant à la disposition du public des données fiables du domaine de l'économie et des finances.

Ainsi, mon département a le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs de données, son annuaire statistique de l'économie et des finances de l'année 2021. Cette dixième édition, fournit des statistiques sur la période 2012-2021.

J'exprime ma profonde reconnaissance et mes remerciements à tous les acteurs aussi bien internes qu'externes à mon département, pour leurs contributions indispensables à la réalisation de la présente édition.

Par ailleurs, j'invite l'ensemble des structures à conjuguer davantage leurs efforts afin de relever les défis qui s'imposent au Ministère en matière de production statistique. Je les exhorte également à entretenir des relations de travail et de collaboration, de sorte à favoriser l'amélioration du système d'information du ministère, qui garantissent la production et la publication de données de qualité.

Le Ministre de l'Economie,  
des Finances et de la Prospective



*Seglaro Abel SOME*

*Chevalier de l'Ordre National*



# TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>4</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>5</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>10</b>
<b>DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....</b>	<b>14</b>
<b>PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE.....</b>	<b>16</b>
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE.....	17
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE.....	20
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE.....	21
1.3.1. <i>Ressources humaines du ministère.....</i>	<i>21</i>
1.3.2. <i>Ressources financières du ministère.....</i>	<i>22</i>
<b>DEUXIEME PARTIE : QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES.....</b>	<b>25</b>
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES.....	26
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS.....	27
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX CONSTANTS.....	28
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE.....	29
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION.....	29
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN.....	29
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE.....	30
<b>TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET.....</b>	<b>31</b>
3.1. RECETTES BUDGETAIRES.....	32
3.1.1. Situation globale des recettes.....	32
3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie.....	33
3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts.....	33
3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes.....	36
3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique.....	38
3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR).....	38
3.2. DEPENSES BUDGETAIRES.....	41
3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire.....	41
3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution.....	42
3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution.....	61
<b>QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE.....</b>	<b>82</b>
4.1. ENCOURS DE LA DETTE.....	83
4.2. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	83
4.3. RATIOS D'ENDETTEMENT.....	84
4.4. TIRAGES SUR EMPRUNTS.....	84
4.5. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS.....	85
<b>CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT.....</b>	<b>86</b>
5.1. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR NATURE DE FINANCEMENT.....	87
5.2. PRINCIPAUX RATIOS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT.....	88
5.3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR DONATEUR.....	88
5.4. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SELON LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT.....	89

<b>SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES.....</b>	<b>96</b>
6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ETAT.....	97
6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ETAT.....	98
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES.....	99
<b>SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.....</b>	<b>100</b>
7.1. COMPTE DES REGIONS.....	101
7.2. COMPTES DES COMMUNES.....	102
7.3. RECETTES ET DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PAR NATURE.....	115
<b>HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR.....</b>	<b>106</b>
8.1. SOLDE COMMERCIAL.....	107
8.2. EXPORTATIONS.....	107
8.3. IMPORTATIONS.....	113
<b>NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS.....</b>	<b>119</b>
<b>DIXIEME PARTIE : SITUATION MONETAIRE.....</b>	<b>121</b>
<b>ONZIEME PARTIE : INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE....</b>	<b>130</b>
11.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA.....	131
11.2. CRITERES DE CONVERGENCE CEDEAO.....	131
<b>DOUZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.....</b>	<b>132</b>
12.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS.....	133
12.2. STATISTIQUES DE L'INCLUSION FINANCIERE.....	134
12.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ETAT.....	137
12.4. STATISTIQUES SUR LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE ET AUX DROITS DE L'ENFANT (BSGDE).....	138
<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>139</b>
<b>METADONNEES.....</b>	<b>148</b>

# SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ACDI</b>	: Agence canadienne de développement international
<b>AE</b>	: Autorisation d'engagements
<b>ANDFOP</b>	: Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
<b>APD</b>	: Aide publique au développement
<b>ASEF</b>	: Annuaire statistique de l'économie et des finances
<b>BAD</b>	: Banque africaine de développement
<b>BADEA</b>	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
<b>BAES</b>	: Bureau d'analyse et d'études stratégiques
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CAF</b>	: Coût assurance et fret
<b>CASEM</b>	: Conseil d'administration du secteur ministériel
<b>CCP</b>	: Comptes courants postaux
<b>CEDEAO</b>	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
<b>CENTIF</b>	: Cellule nationale de traitement des informations financières
<b>CID</b>	: Circuit informatisé de la dépense
<b>CMDA</b>	: Cellule ministérielle de déconcentration administrative
<b>CMLS</b>	: Comité ministériel de lutte contre le sida
<b>CNDP</b>	: Comité national de la dette publique
<b>CNE</b>	: Caisse nationale d'épargne
<b>CODEP-MP</b>	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics
<b>COSED</b>	: Comité de suivi de l'économie et du développement
<b>CP</b>	: Crédit de paiements
<b>CPC</b>	: Cadre permanent de concertation
<b>CSEBT</b>	: Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
<b>CTCI</b>	: Classification type du commerce international
<b>DAB</b>	: Distributeurs automatiques de billets
<b>DAF</b>	: Direction de l'administration des finances
<b>DDII</b>	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
<b>DDP</b>	: Direction de la dette publique
<b>DGAIE</b>	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
<b>DGB</b>	: Direction générale du budget
<b>DG-CMEF</b>	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

<b>DGCOOP</b>	: Direction générale de la coopération
<b>DGCT</b>	: Direction générale des collectivités territoriales
<b>DGD</b>	: Direction générale des douanes
<b>DGDT</b>	: Direction générale du développement territorial
<b>DGEP</b>	: Direction générale de l'économie et de la planification
<b>DGESS</b>	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
<b>DGF</b>	: Dotations globales de fonctionnement
<b>DGI</b>	: Direction générale des impôts
<b>DGTCP</b>	: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
<b>DTS</b>	: Droit de tirage spécial
<b>EPE</b>	: Etablissement public de l'Etat
<b>FAD</b>	: Fonds africain de développement
<b>FBCF</b>	: Formation brute de capital fixe
<b>FBDES</b>	: Fonds burkinabè de développement économique et social
<b>FCFA</b>	: Franc de la communauté financière africaine
<b>FMI</b>	: Fonds monétaire international
<b>FOB</b>	: Free on board (sans frais à bord)
<b>GAB</b>	: Guichets automatiques de billets
<b>GIZ</b>	: Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
<b>IAP</b>	: Instrument automatisé de prévision
<b>IARD</b>	: Incendies, accidents et risques divers
<b>IDH</b>	: Indice de développement humain
<b>IGF</b>	: Inspection générale des finances
<b>IHPC</b>	: Indice harmonisé des prix à la consommation
<b>INS</b>	: Institut national de la statistique et de la démographie
<b>KfW</b>	: Kreditanstalt für wiederaufbau
<b>LONAB</b>	: Loterie nationale burkinabè
<b>MBP6</b>	: Manuel de balance des paiements 6e édition
<b>ME</b>	: Monnaie étrangère
<b>MEFP</b>	: Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
<b>MINEFID</b>	: Ministère de l'économie, des finances et du développement
<b>na</b>	: Non applicable
<b>nd</b>	: Non disponible
<b>nda</b>	: Non déclaré ailleurs
<b>OFID</b>	: Fonds de l'OPEP pour le développement international
<b>ODD</b>	: Objectif du développement durable
<b>ONG</b>	: Organisation non gouvernementale
<b>OPEP</b>	: Organisation des pays exportateurs de pétrole

<b>PAP</b>	: Plan d'action prioritaire
<b>PIB</b>	: Produit intérieur brut
<b>PNDES</b>	: Plan national de développement économique et social
<b>PNUD</b>	: Programme des nations unies pour le développement
<b>PPTÉ</b>	: Pays pauvres très endettés
<b>PS</b>	: Perceptions spécialisées
<b>PSGE</b>	: Politique du secteur de la gouvernance économique
<b>PTF</b>	: Partenaires techniques et financiers
<b>REV</b>	: Revenu
<b>RGPH</b>	: Recensement général de la population et de l'habitation
<b>SFD</b>	: Système financier décentralisé
<b>SIGASPE</b>	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
<b>SONABEL</b>	: Société nationale d'électricité du Burkina
<b>SP-CNPE</b>	: Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
<b>SP-CPF</b>	: Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
<b>SP-ITIE</b>	: Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
<b>SP-PIF</b>	: Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière
<b>TAF</b>	: Taxe sur les activités financières
<b>TBS</b>	: Taux de bancarisation strict
<b>TGUSF</b>	: Taux global d'utilisation des services financiers
<b>TINc</b>	: Taux d'intérêt nominal des crédits
<b>TINd</b>	: Taux d'intérêt nominal des dépôts
<b>TMDC</b>	: Trésoreries des missions diplomatique et consulaire
<b>TOFE</b>	: Tableau des opérations financières de l'Etat
<b>TPP</b>	: Taxe sur les produits pétroliers
<b>TUSM</b>	: Taux d'utilisation des services de microfinance
<b>TUSME</b>	: Taux d'utilisation des services de monnaie électronique
<b>TVA</b>	: Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UEMOA</b>	: Union économique et monétaire ouest africaine
<b>UR</b>	: Unité de recouvrement
<b>VA</b>	: Valeur ajoutée
<b>VAN</b>	: Valeur actualisée nette
<b>XBs</b>	: Exportation des biens et services

# LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires.....	21
Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut.....	21
Tableau N°1.3 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région.....	21
Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge.....	22
Tableau N°1.5 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté.....	22
Tableau N°1.6 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	22
Tableau N°1.7 : Prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	23
Tableau N°1.7 : Prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -suite.....	23
Tableau N°1.8 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA).....	23
Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA).....	24
Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et par sexe.....	26
Tableau N°2.2 : Situation de l'effectif de la population par région et par sexe des IV <sup>ème</sup> et VI <sup>ème</sup> recensements.....	26
Tableau N°2.3 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %).....	27
Tableau N°2.4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA).....	27
Tableau N°2.5 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA).....	27
Tableau N°2.6 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA).....	28
Tableau N°2.7 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA).....	28
Tableau N°2.8 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant aux prix constants de 2015.....	29
Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de l'inflation.....	29
Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de développement humain.....	29
Tableau N°2.11 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années).....	29
Tableau N°2.12 : Evolution des indices de pauvreté.....	30
Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA).....	32
Tableau N°3.2 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA).....	32
Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA).....	32
Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA).....	33
Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA).....	33
Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA).....	33
Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA).....	34
Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA).....	34
Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA).....	35
Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA).....	37
Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA).....	37
Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA).....	38

Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA).....	38
Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA).....	38
Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA).....	39
Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA).....	40
Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA).....	41
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA).....	41
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (suite).....	42
Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA).....	42
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA).....	44
Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA).....	61
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA).....	61
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite).....	61
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA).....	61
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite).....	62
Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA).....	62
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA).....	64
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite).....	65
Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA).....	67
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite).....	68
Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA).....	71
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA).....	73
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite).....	74
Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA).....	76
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA).....	77
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (suite).....	79
Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA).....	80
Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA).....	80
Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite).....	81
Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA).....	83
Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA).....	83
Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA).....	83

Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement.....	84
Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA).....	84
Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA).....	85
Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US).....	85
Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions \$US).....	85
Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD).....	88
Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US).....	88
Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement .....	88
Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions \$US).....	89
Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions \$US).....	93
Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US).....	94
Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions \$US).....	95
Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA).....	97
Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA) .....	97
Tableau N°6.3 : Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA).....	98
Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA).....	98
Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA).....	99
Tableau N°7.1 : Evolution des recettes totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA).....	101
Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA).....	101
Tableau N°7.3 : Evolution des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA) .....	102
Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses totales par communes urbaines (en millions FCFA).....	103
Tableau N°7.5 : Recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA).....	104
Tableau N°7.6 : Dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA).....	104
Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA).....	105
Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA).....	105
Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA).....	107
Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA).....	107
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA).....	108
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)-suite.....	110
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) -suite.....	110
Tableau N° 8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) -suite.....	110
Tableau N° 8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)- fin.....	112
Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA).....	112
Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA).....	113
Tableau N°8.6 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCI de 2012 à 2019 (en milliards FCFA).....	114
Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA).....	115
Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA).....	116
Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)-fin.....	116
Tableau N°8.8 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA).....	117
Tableau N°8.9 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA).....	118
Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA).....	120
Tableau N°10.1 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA).....	122

Tableau N°10.2 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA).....	123
Tableau N°10.3 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA) .....	124
Tableau N°10.4 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA).....	125
Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA).....	126
Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)-suite.....	126
Tableau N°10.6 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA).....	127
Tableau N°11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA).....	130
Tableau N°11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA).....	130
Tableau N°11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang CEDEAO).....	130
Tableau N°11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang CEDEAO).....	130
Tableau N°12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre).....	132
Tableau N°12.2 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes en 2020 (en nombre).....	132
Tableau N°12.3 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA).....	132
Tableau N°12.4 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes (en milliards FCFA).....	133
Tableau N°12.5 : Nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés et répartition du membership.....	133
Tableau N°12.6 : Données d'intermédiation financière (en milliards FCFA).....	133
Tableau N°12.7 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre).....	133
Tableau N° 12.8 : Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers.....	134
Tableau N° 12.9 : Situation des indicateurs des banques .....	135
Tableau N° 12.10 : Evolution du nombre de compagnies d'assurances.....	135
Tableau N° 12.11 : Evolution du nombre des intermédiaires.....	135
Tableau N° 12.12 : Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre).....	135
Tableau N°12.13 : Evolution des nombres de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus.....	136
Tableau N°12.14 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA).....	136
Tableau N°12.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA).....	137
Tableau N°12.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)-suite.....	137

## DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique décrit les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2021 et les changements majeurs intervenus.

### 1- Processus de production de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2021 s'est appuyé sur une démarche intégrée et itérative à travers le recours aux structures internes et externes pour la collecte des données nécessaires. Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, le MEFP s'appuie sur un réseau de correspondants statistiques désignés par chaque structure concernée. Ces derniers participent à toutes les étapes du processus qui se résument en trois phases : (i) collecte des données statistiques, (ii) mise à jour de la base de données et (iii) validation des données et production de l'annuaire.

#### 1.1-La phase de collecte des données

La collecte des données s'est déroulée au cours du mois de mai 2022. Cette phase a consisté à la mise à jour et à la transmission des fiches de collecte par courrier ordinaire aux structures puis par voie électronique aux correspondants statistiques. Ces derniers se sont chargés de leur remplissage et de leur transmission à la DGESS.

#### 1.2-La phase de mise à jour de la base de données

La mise à jour a consisté essentiellement à examiner les tableaux de données transmis par les structures, à identifier les nouvelles rubriques, les éventuels changements majeurs de nomenclatures et de méthodologies et à alimenter la base de données de la période 2004-2021.

#### 1.3- La phase de validation des données et de production de l'annuaire

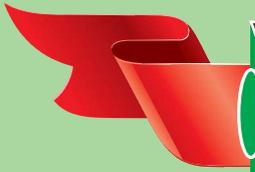
Cette phase, qui constitue l'étape ultime du processus d'élaboration de l'annuaire, a été marquée par l'organisation et la tenue de l'atelier d'élaboration de l'ASEF 2021. Elle a permis de réunir l'ensemble des correspondants statistiques pour examiner les données, les valider et élaborer l'annuaire.

### 2- Les principaux changements

L'ASEF 2021 est caractérisé par quelques changements par rapport à l'édition précédente. Ces changements portent principalement sur :

- la distinction entre les agents de catégories « A et assimilées » et ceux de « P », par la DRH. A partir de 2020, il a été retenu de décliner la présentation des effectifs du personnel en fonction de ceux en activité au sein du ministère et de ceux en position de disponibilité, de détachement, de mise à disposition et de mise en position de stage ;

- l'insertion de la situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes ( en nombre et en valeur) en 2020 ;
- l'ajout de « la valeur du patrimoine non financier de l'Etat » comme indicateur au niveau des autres statistiques des affaires immobilières, par la DGAIE ;
- l'ajout d'un nouveau tableau sur la situation d'exécution des allocations budgétaires consolidées pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères (2019-2021);
- l'insertion des données sur les indicateurs des prestataires des services financiers ( banques, assurances et Emetteurs de Monnaie Electronique) par le SP-PIF ;
- l'ajout de tableaux sur les résultats des RGPH de 2006 et de 2019;
- l'insertion de nouvelles rubriques dans les statistiques de la DGI au niveau des tableaux sur l'évolution des impôts directs par type d'impôt (Taxe sur les Plus Values de cession de titres miniers (TPVCTM), Taxe sur les Plus Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS) et Autres impôts directs), sur l'évolution des taxes sur biens et services par type (Taxe sur les Activités Financières (TAF), Taxe sur les Emballages et Sachets Plastiques (TESPB&NB) et la Contribution du Secteur Elevage (CSE) ) et sur l'évolution des recettes minières mobilisées par la DGI (Taxe sur les Plus Values de cession de titres miniers (TPVCTM), Taxe sur les Plus Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS), Ventes d'Imprimés d'ASF (ASF), Prestations des Services des impôts (PSI), Contribution des Micro Entreprises, Taxe de résidence, Pénalités, Autres, Taxe sur les Armes) ;
- L'ajout de l'UEMOA au niveau des tableaux sur l'évolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de \$US) et sur l'évolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US) ;
- La suppression de bailleurs dans le tableau sur l'évolution de l'aide projet par agence donatrice (Self Help Africa - Programme de l'Afrique de l'Ouest, Service Allemand de Développement, Marie Stopes International Burkina Faso, Fonds français pour l'environnement mondial, Coopération norvégienne, Coopération technique belge, Diakonia et Coopération espagnole) ;
- L'ajout d'un bailleur (Lux-développement) dans les tableaux sur l'évolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US) et sur l'évolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de \$US) ;
- Le changement de nom de bailleurs (Agence Canadienne pour le Développement International devient Affaires Mondiales Canada et Coopération italienne devient Agence Italienne de Coopération) dans le tableau sur l'évolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de \$US) ;
- Les données des comptes nationaux de 2020 sont semi-définitives et celles de 2021 provisoires ;
- L'ajout de nouvelles rubriques au niveau des tableaux sur l'encours de la dette extérieure et sur les tirages ;
- La modification apportée aux rubriques du tableau sur l'encours de la dette intérieure publique ;
- la révision des données de 2020 de la balance des paiements pour prendre en compte les données définitives ;



# **PREMIERE PARTIE**



## **PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE**

## 1.1. Organisation du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

Aux termes de l'article 8 du décret n°2022-0026/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 31 mars 2022 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministre de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP) a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire.

Pour prendre en charge sa mission, le Ministère en charge de l'économie et des finances est organisé, conformément au décret n°2022-0767/PRES-TRANS/PM/MEFP du 10 août 2022, comme suit :

- le Cabinet du Ministre de l'économie, des finances et de la prospective, Chef de département ;
- le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et de la prospective, chargé du budget ;
- le Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre de l'économie, des finances et de la prospective comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- les Chargés de mission ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- le Service de sécurité du Ministre ;
- les structures de mission ;
- les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre.

Les structures de missions sont :

- l'Agence judiciaire de l'Etat (AJE) ;
- l'Agence nationale du domaine foncier des organismes publics (ANDFOP) ;
- la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) ;
- le Secrétariat exécutif national de la Politique nationale de développement (SEN/PND) ;
- le Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP/ITIE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité national de politique économique (SP/CNPE) ;
- le Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière (ST/PIF) ;
- l'Unité de partenariat public-privé (UPPP).

Les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre sont :

- la Direction de la communication et des relations presses (DCRP) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF) ;
- l'Inspection générale des finances (IGF).

Le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget comprend :

- le Chef de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Service de sécurité.

Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures rattachées.

Les structures centrales du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective comprennent les directions générales spécifiques et les structures transversales rattachées au Secrétariat général.

Les directions générales spécifiques sont les suivantes :

- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOOP) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) ;
- la Direction générale du développement territorial (DGDT) ;
- la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP)

Certaines directions générales spécifiques disposent de services déconcentrés. Il s'agit de :

- la Direction générale des douanes (DGD) avec les Directions régionales des douanes (DRD) ,
- la Direction générale des impôts (DGI) avec les Directions régionales des impôts (DRI) et les Directions provinciales des impôts (DPI) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) avec les Trésoreries régionales (TR), la Trésorerie des missions diplomatique et consulaire (), les Trésoreries principales, les perceptions, les trésoreries auprès des ambassades et des missions permanentes du Burkina Faso à l'étranger, les perceptions auprès des consulats généraux du Burkina Faso à l'étranger, et les perceptions spécialisées auprès des ministères et institutions ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) avec les Directions régionales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DR-CMEF), les Directions provinciales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DP-CMEF) et les Directions du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (D-CMEF) auprès des ministères et institutions ainsi que des EPE ;
- la Direction générale du Budget (DGB) avec les Directions régionales du budget (DRB) ;

- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) avec les Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP).

Les structures transversales rattachées au Secrétariat général sont les suivantes :

- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction générale des systèmes d'information (DGSII) ;
- la Trésorerie ministérielle (TM).

Les structures rattachées sont celles sous tutelle du ministère et sont les suivantes :

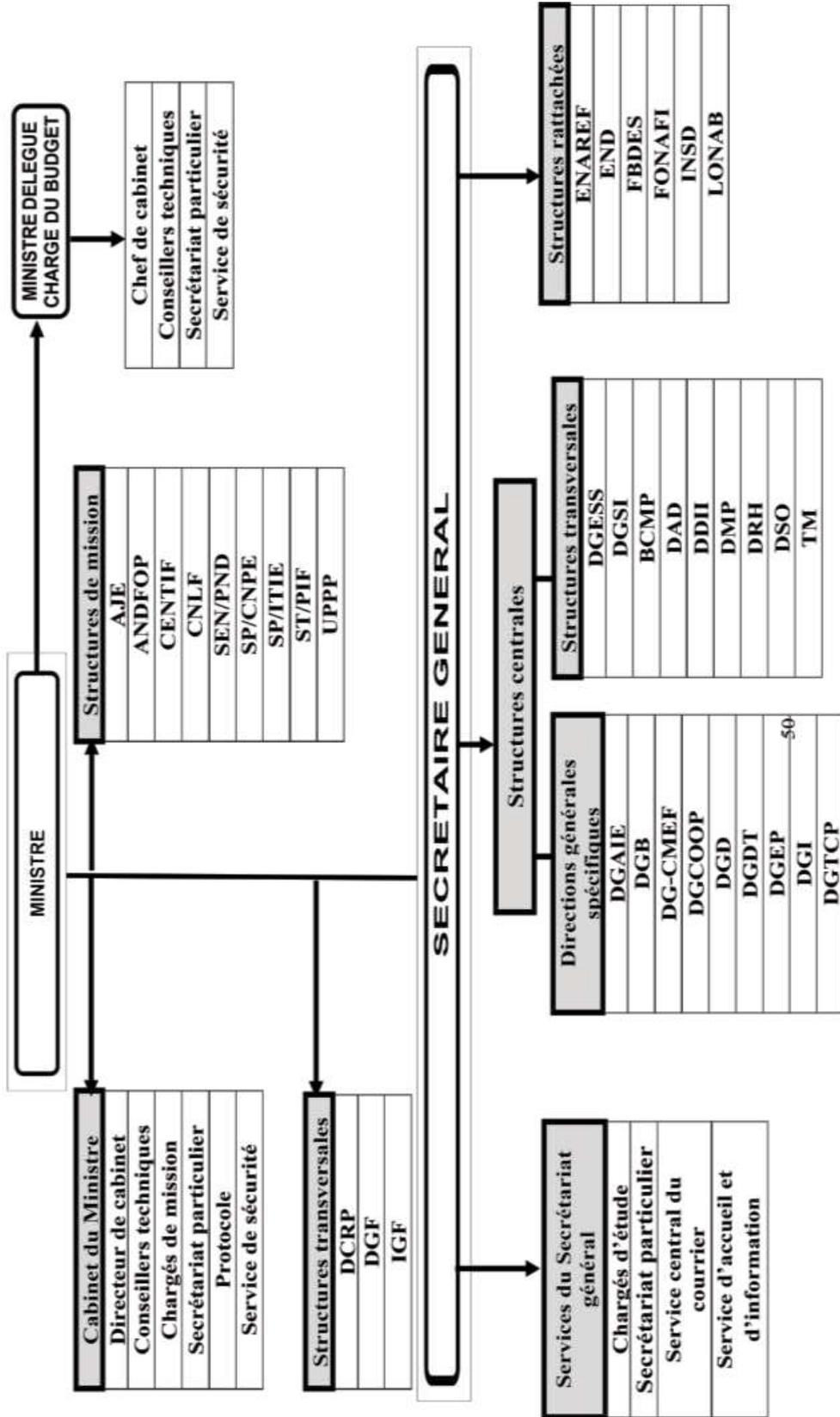
- l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- l'Ecole nationale des douanes (END) ;
- le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) ;
- le Fonds national de la finance inclusive (FONAFI) ;
- l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ;
- la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

Pour ce qui est des structures de missions, elles sont composées des projets et programmes sous-tutelle technique du MEFP. En 2022, le portefeuille est constitué de quatre (4) projets et programmes en phase de clôture, un (1) en démarrage et onze (11) en exécution.

Par ailleurs, pour assurer la coordination des activités et des missions spécifiques, les principaux cadres de concertation suivants ont été créés :

- le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- le Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics (CODEP-MP) ;
- le Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- le Cadre permanent de concertation (CPC) ;
- le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ;
- le Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- la Cellule genre ;
- la Cellule environnementale ;
- la Cellule ministérielle de déconcentration administrative (CMDA).

## 1.2. Organigramme du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective



## 1.3. Moyens du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

### 1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires

	2020	2021
En activité au sein du MEFP	8 122	8 178
Mise à disposition	391	321
Mise en position de stage	253	221
Détachement	339	357
Disponibilité	124	124
<b>Ensemble</b>	<b>9 229</b>	<b>9 201</b>

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021
<b>Effectif total</b>	<b>7 385</b>	<b>7 648</b>	<b>7 849</b>	<b>7 983</b>	<b>8 368</b>	<b>8 538</b>	<b>9 312</b>	<b>9 411</b>	<b>8 122</b>	<b>8 178</b>
<b>Catégorie</b>										
P	nd	nd	nd	nd	nd	3	3	3	3	5
A et assimilés	2 253	2 241	2 302	2 414	2 480	2 841	3 367	3 382	2 643	2 731
B et assimilés	1 942	1 951	1 932	2 179	2 258	2 248	2 518	2 566	2 253	2 280
C et assimilés	1 813	1 874	2 025	1 987	2 253	2 049	2 158	2 185	2 665	2 612
D et assimilés	922	1 152	1 268	1 069	1 050	1 052	928	934	261	255
E et assimilés	455	430	322	334	327	345	338	341	297	295
<b>Sexe</b>										
Hommes	5 966	6 168	6 288	6 395	6 750	6 845	7 486	7 569	6 602	6 676
Femmes	1 419	1 480	1 561	1 588	1 618	1 693	1 826	1 842	1 520	1 502
<b>Statut</b>										
Fonctionnaires	6 157	6 384	6 382	6 491	8 113	8 323	9 202	9 327	8 082	8 159
Contractuels**	1 228	1 264	1 467	1 492	255	215	110	84	40	19

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(\*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

(\*\*) Il s'agit des contractuels de l'Etat non encore reversés selon la loi 081

Tableau N°1.3 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021
Boucle du Mouhoun	217	213	219	223	251	235	208	214	159	194
Cascades	207	190	225	229	214	230	228	237	123	186
Centre	4 284	4 672	4 714	4 794	5 058	5 183	6 361	6 372	5 146	5 284
Centre-Est	413	356	409	416	428	366	361	367	343	342
Centre-Nord	173	171	182	185	192	266	182	188	142	149
Centre-Ouest	224	251	262	266	270	287	273	281	219	234
Centre-Sud	231	237	232	236	231	209	212	218	259	251
Est	337	310	333	339	345	327	321	327	306	295
Hauts-Bassins	535	526	525	534	586	649	413	421	724	588
Nord	214	213	214	218	223	226	222	228	227	202
Plateau Central	116	122	127	129	136	148	133	143	141	132
Sahel	211	206	227	231	238	216	202	208	127	119
Sud-Ouest	223	181	180	183	196	196	196	207	206	202
<b>Total</b>	<b>7 385</b>	<b>7 648</b>	<b>7 849</b>	<b>7 983</b>	<b>8 368</b>	<b>8 538</b>	<b>9 312</b>	<b>9 411</b>	<b>8 122</b>	<b>8 178</b>

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(\*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

**Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021
Moins de 20 ans	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	165	106	58	67	72	120	131	131	41	4
25 à 29 ans	1 308	928	800	804	843	724	790	817	687	216
30 à 39 ans	3 185	3 586	3 780	4 000	4 192	3 911	4 269	4 304	3 688	3 716
40 à 49 ans	1 791	1 976	2 097	2 018	2 115	2 315	2 520	2 565	2 407	3 119
50 à 59 ans	935	1 029	1 114	1 094	1 146	1 433	1 564	1 594	1 299	1 123
60 ans et plus	-	23	-	-	-	35	38	-	-	-
<b>Total</b>	<b>7 385</b>	<b>7 648</b>	<b>7 849</b>	<b>7 983</b>	<b>8 368</b>	<b>8 538</b>	<b>9 312</b>	<b>9 411</b>	<b>8 122</b>	<b>8 178</b>

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(\*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

**Tableau N°1.5 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021
Moins de 5 ans	2 729	2 740	2 363	2 489	2 609	1 809	1 974	2 064	1 552	777
5 à 9 ans	1 679	1 846	2 255	2 347	2 460	2 744	2 988	3 048	3 272	2 026
10 à 14 ans	766	737	883	909	966	1 390	1 517	1 577	1 138	2 570
15 à 19 ans	718	788	829	782	820	755	824	867	751	1 091
20 à 24 ans	519	654	681	613	643	699	763	812	524	773
25 à 29 ans	554	510	390	469	492	526	574	612	482	505
30 à 34 ans	364	320	388	276	289	430	469	377	261	326
35 ans et plus	56	53	60	98	89	185	202	54	142	110
<b>Total</b>	<b>7 385</b>	<b>7 648</b>	<b>7 849</b>	<b>7 983</b>	<b>8 368</b>	<b>8 538</b>	<b>9 312</b>	<b>9 411</b>	<b>8 122</b>	<b>8 178</b>

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(\*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

## 1.3.2. Ressources financières du ministère

Les données de 2012 à 2016 et de 2017 à 2021 sont présentées séparément du fait de l'adaptation des indications au contexte du budget programme entré en vigueur à partir de 2017

**Tableau N°1. 6 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Dépenses courantes</b>	<b>42 828,00</b>	<b>45 878,30</b>	<b>46 949,20</b>	<b>39 600,40</b>	<b>43 516,50</b>
Personnel	15 894,00	15 980,40	18 221,70	19 830,10	26 506,60
Fonctionnement	3 216,00	2 746,00	4 917,50	5 617,10	5 566,90
Transferts courants	23 718,00	27 151,90	23 810,00	14 153,20	11 443,00
<b>Dépenses en capital</b>	<b>45 280,70</b>	<b>47 597,40</b>	<b>61 787,30</b>	<b>39 960,70</b>	<b>40 742,10</b>
Equipements & Investissements	45 280,70	47 597,40	61 787,30	39 960,70	40 742,10
Ressources nationales	36 207,50	41 089,20	47 220,40	32 981,90	35 272,20
Ressources extérieures	9 073,20	6 508,20	14 566,90	6 978,90	5 469,90
Subventions	8 950,80	6 334,40	14 566,90	6 978,90	4 469,90
Prêts	122,40	173,80	-	-	1 000,00
<b>Total</b>	<b>88 108,70</b>	<b>93 475,70</b>	<b>108 736,50</b>	<b>79 561,10</b>	<b>84 258,60</b>

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

**Tableau N°1.7 : Prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)**

	2017		2018		2019	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>85 275,30</b>		<b>109 892,34</b>		<b>109 596,54</b>
Dépenses de personnel		28 279,70		28 157,42		35 177,50
Dépenses d'acquisitions de biens et services		45 119,60		60 235,75		42 095,22
Dépenses de transferts courants		11 876,00		21 499,17		32 323,82
<b>Dépenses en capital</b>	<b>58 209,37</b>	<b>28 231,20</b>	<b>13 380,74</b>	<b>18 324,23</b>	<b>21 800,77</b>	<b>16 873,13</b>
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	58 209,37	28 231,20	13 380,74	18 324,23	21 800,77	16 873,13
Financement sur budget national (ressources propres)	57 886,76	26 165,10	12 819,57	12 092,15	21 734,32	12 470,53
Financement sur ressources Extérieures	322,61	2 066,10	561,17	6 232,08	66,45	4 402,60
Subventions	322,61	2 066,10	561,17	4 524,23	66,45	3 622,02
Prêts	-	-	-	1 707,85	-	780,58
<b>Total</b>	<b>58 209,37</b>	<b>113 506,50</b>	<b>13 380,74</b>	<b>128 216,57</b>	<b>21 800,77</b>	<b>126 469,67</b>

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

(\*) Il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

**Tableau N°1.7 : Prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) –suite**

	2020		2021	
	AE*	CP	AE	CP
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>87 180,45</b>		<b>100 282,10</b>
Dépenses de personnel		34 733,29		39 753,94
Dépenses d'acquisitions de biens et services		26 912,85		30 300,78
Dépenses de transferts courants		25 534,31		30 227,38
<b>Dépenses en capital</b>	<b>28 436,45</b>	<b>43 339,76</b>	<b>42 165,86</b>	<b>47 563,04</b>
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	28 436,45	43 339,76	42 165,86	47 563,04
Financement sur budget national (ressources propres)	12 894,55	15 388,75	21 044,08	20 838,09
Financement sur ressources Extérieures	15 541,90	27 951,01	21 121,78	26 724,95
Subventions	1 201,87	10 504,94	40,63	3 107,20
Prêts	14 340,03	17 446,07	21 081,15	23 617,75
<b>Total</b>	<b>28 436,45</b>	<b>130 520,21</b>	<b>42 165,86</b>	<b>147 845,14</b>

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

(\*) Il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

**Tableau N°1.8 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Dépenses courantes</b>	<b>40 767,90</b>	<b>40 767,90</b>	<b>38 930,10</b>	<b>38 664,80</b>	<b>43 500,20</b>
Personnel	14 030,50	14 030,50	16 766,80	19 185,10	26 506,60
Fonctionnement	3 192,30	3 192,30	4 548,40	5 508,60	5 550,70
Transferts courants	23 545,10	23 545,10	17 614,90	13 971,10	11 442,90
<b>Dépenses en capital</b>	<b>36 109,40</b>	<b>40 485,20</b>	<b>39 075,60</b>	<b>32 737,90</b>	<b>35 022,20</b>
<b>Total</b>	<b>76 877,30</b>	<b>81 253,10</b>	<b>78 005,70</b>	<b>71 402,70</b>	<b>78 522,40</b>

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

**Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)**

	2017		2018		2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>83 830,20</b>		<b>102 297,10</b>		<b>107 200,95</b>
Dépenses de personnel		27 470,00		24 602,94		34 533,03
Dépenses d'acquisitions de biens et services		44 800,10		59 383,21		41 791,60
Dépenses de transferts courants		11 560,10		18 310,95		30 876,32
<b>Dépenses en capital</b>	<b>26 701,51</b>	<b>26 996,50</b>	<b>1 303,70</b>	<b>12 557,70</b>	<b>8 970,04</b>	<b>13 736,50</b>
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	26 701,51	25 060,63	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>26 701,51</b>	<b>110 826,70</b>	<b>1 303,70</b>	<b>114 854,80</b>	<b>8 970,04</b>	<b>120 937,45</b>

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

(\*) Montant engagé visé et ordonnancé

**Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite**

	2020		2021	
	AE	CP	AE	CP*
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>69 015,68</b>		<b>94 603,56</b>
Dépenses de personnel		17 397,94		34 652,03
Dépenses d'acquisitions de biens et services		26 772,57		29 891,58
Dépenses de transferts courants		24 845,17		30 059,95
<b>Dépenses en capital</b>	<b>28 436,44</b>	<b>35 956,97</b>	<b>36 030,18</b>	<b>39 961,11</b>
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	28 436,44	35 956,97	36 030,18	39 961,11
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	-	-
<b>Total</b>	<b>28 436,44</b>	<b>104 972,65</b>	<b>36 030,18</b>	<b>134 564,67</b>

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

(\*) Montant engagé visé et ordonnancé



## DEUXIEME PARTIE



## QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES

## 2.1. Données démographiques

**Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et par sexe**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Région</b>										
B. du Mouhoun	1 677 018	1 723 830	1 771 896	1 821 059	1 871 492	1 923 192	1 976 217	2 030 595	2 086 333	2 143 410
Cascades	661 936	687 170	713 059	739 497	766 540	794 192	822 445	851 276	880 686	910 641
Centre	2 231 807	2 329 499	2 429 718	2 532 311	2 637 303	2 744 666	2 854 356	2 966 307	3 080 375	3 196 432
Centre-Est	1 343 079	1 384 663	1 427 320	1 470 903	1 515 518	1 561 208	1 607 993	1 655 846	1 704 810	1 754 832
Centre-Nord	1 416 895	1 459 402	1 502 994	1 547 565	1 593 214	1 639 966	1 687 858	1 736 887	1 787 082	1 838 390
Centre-Ouest	1 387 860	1 427 894	1 468 966	1 510 975	1 554 040	1 598 159	1 643 388	1 689 721	1 737 197	1 785 762
Centre-Sud	742 378	762 632	783 430	804 709	826 548	848 940	871 927	895 498	919 681	944 460
Est	1 464 366	1 513 642	1 564 144	1 615 740	1 668 520	1 722 513	1 777 738	1 834 166	1 891 813	1 950 630
Hauts-Bassins	1 776 803	1 836 838	1 898 361	1 961 204	2 025 513	2 091 282	2 158 541	2 227 277	2 297 496	2 369 121
Nord	1 382 111	1 421 253	1 461 430	1 502 527	1 544 677	1 587 866	1 632 149	1 677 542	1 724 065	1 771 688
Plateau Central	807 444	829 692	852 536	875 910	899 884	924 474	949 697	975 568	1 002 106	1 029 278
Sahel	1 158 147	1 195 388	1 233 559	1 272 545	1 312 463	1 353 307	1 395 109	1 437 848	1 481 543	1 526 160
Sud-Ouest	729 362	750 893	772 973	795 549	818 685	842 382	866 662	891 529	916 994	943 033
<b>Burkina Faso</b>	<b>16 779 206</b>	<b>17 322 796</b>	<b>17 880 386</b>	<b>18 450 494</b>	<b>19 034 397</b>	<b>19 632 147</b>	<b>20 244 080</b>	<b>20 870 060</b>	<b>21 510 181</b>	<b>22 163 838</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	8 095 324	8 357 967	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	10 082 776	10 395 705	10 715 597
Femmes	8 683 882	8 964 829	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 787 284	11 114 476	11 448 241

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Projections démographiques de 2012 à 2020 effectuées à partir du RGPH 2006 et celles de 2021 effectuées à partir du RGPH 2019

**Tableau N°2.2 : Situation de l'effectif de la population par région et par sexe des IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> recensements**

	2006	2019
<b>Région</b>		
B. du Mouhoun	1 442 749	1 901 269
Cascades	531 808	812 466
Centre	1 727 390	3 030 384
Centre-Est	1 132 016	1 580 508
Centre-Nord	1 202 025	1 874 669
Centre-Ouest	1 186 566	1 660 135
Centre-Sud	641 443	788 731
Est	1 212 284	1 942 805
Hauts-Bassins	1 469 604	2 239 840
Nord	1 185 796	1 722 115
Plateau Central	696 372	978 614
Sahel	968 442	1 098 177
Sud-Ouest	620 767	875 442
<b>Burkina Faso</b>	<b>14 017 262</b>	<b>20 505 155</b>
<b>Sexe</b>		
Hommes	6 768 739	9 900 847
Femmes	7 248 523	10 604 308

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, RGPH 2006 et RGPH 2019

**Tableau N°2.3 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %)**

	1960	1975	1985	1991	1996	2006	2019
Taux d'accroissement naturel	1,8	2,2	3,2	2,9	3,1	3,4	2,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique 1991 et recensements de 1985, 1996, 2006 et 2019

## 2.2. Eléments de comptabilité nationale aux prix courants

**Tableau N°2.4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016*	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur primaire	1 523,50	1 569,80	1 631,19	1 583,25	1 651,43	1 686,23	2 057,90	1 890,11	2 046,69	1 915,09
Secteur secondaire	1 723,04	1 599,99	1 716,27	1 703,42	1 892,27	2 059,31	2 186,76	2 396,61	3 000,73	3 278,26
Secteur tertiaire	2 585,69	2 759,57	2 925,62	3 083,66	3 331,49	3 601,55	3 786,02	4 171,95	4 158,33	4 564,82
Impôts et taxes	580,88	710,78	611,39	624,98	729,94	844,21	889,74	910,52	947,89	1 044,28
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>6 413,11</b>	<b>6 640,13</b>	<b>6 884,47</b>	<b>6 995,31</b>	<b>7 605,12</b>	<b>8 191,30</b>	<b>8 920,42</b>	<b>9 369,19</b>	<b>10 153,62</b>	<b>10 802,45</b>

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(\*) A partir de 2016, les données sont issues de la DGEPIAP de juin 2022.

**Tableau N°2.5 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Consommation Finale</b>	<b>5 347,85</b>	<b>5 721,93</b>	<b>5 899,80</b>	<b>6 118,60</b>	<b>6 484,56</b>	<b>6 905,44</b>	<b>7 299,06</b>	<b>7 699,16</b>	nd	nd
Ménage	4 237,98	4 531,31	4 594,18	4 737,99	4 938,58	5 152,00	5 369,18	5 444,49	nd	nd
Administration Publique	914,16	973,15	1 065,36	1 115,34	1 255,39	1 453,08	1 625,71	1 918,87	nd	nd
ISBSLM	195,71	217,48	240,27	265,28	290,59	300,37	304,17	335,80	nd	nd
<b>Formation Brute de Capital</b>	<b>1 581,02</b>	<b>1 574,37</b>	<b>1 326,10</b>	<b>1 357,56</b>	<b>1 581,53</b>	<b>1 807,15</b>	<b>1 918,71</b>	<b>2 105,12</b>	nd	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 420,83	1 559,28	1 284,73	1 339,41	1 539,67	1 710,63	1 778,66	2 028,53	nd	nd
Variation des Stocks	160,20	15,10	41,37	17,15	40,78	95,30	138,63	74,96	nd	nd
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-	-	-	1,00	1,08	1,22	1,42	1,63	nd	nd
<b>Exportations nettes</b>	<b>-515,77</b>	<b>-656,17</b>	<b>-341,44</b>	<b>-480,85</b>	<b>-460,97</b>	<b>-521,30</b>	<b>-391,69</b>	<b>-325,31</b>	nd	nd
Exportations	1 705,76	1 797,95	1 854,12	1 826,31	1 970,94	2 166,79	2 478,27	2 617,72	nd	nd
Biens	1 527,92	1 586,04	1 674,24	1 636,68	1 762,62	1 953,63	2 272,61	2 383,94	nd	nd
Services	177,84	211,91	179,88	189,63	208,33	213,17	205,65	233,78	nd	nd
Importations	2 221,53	2 454,12	2 195,56	2 307,16	2 431,91	2 688,09	2 869,95	2 943,03	nd	nd
Biens	1 954,54	2 180,27	1 917,06	1 991,18	2 073,81	2 311,19	2 491,34	2 558,32	nd	nd
Services	266,99	273,85	278,50	315,98	358,10	376,90	378,62	384,71	nd	nd
<b>PIB</b>	<b>6 413,11</b>	<b>6 640,13</b>	<b>6 884,47</b>	<b>6 995,31</b>	<b>7 605,12</b>	<b>8 191,30</b>	<b>8 826,08</b>	<b>9 478,96</b>	nd	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

## 2.3. Éléments de comptabilité nationale aux prix constants

**Tableau N°2.6 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur primaire	1 475,42	1 567,01	1 636,01	1 583,25	1 650,16	1 646,75	1 787,70	1 805,30	1 897,04	1 786,36
Secteur secondaire	1 384,98	1 449,38	1 599,97	1 703,42	1 789,35	1 894,88	2 075,35	2 124,71	2 384,12	2 592,28
Secteur tertiaire	2 636,46	2 779,54	2 920,26	3 083,66	3 289,56	3 492,95	3 670,68	3 958,36	3 740,44	4 135,30
Impôts et taxes	603,19	661,83	580,10	624,98	683,04	830,51	847,52	972,94	988,36	1 087,91
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>6 098,90</b>	<b>6 452,18</b>	<b>6 731,36</b>	<b>6 995,31</b>	<b>7 412,09</b>	<b>7 871,90</b>	<b>8 391,80</b>	<b>8 869,14</b>	<b>9 040,34</b>	<b>9 664,70</b>

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

NB : Les données de 2020 et 2021 sont provisoires

**Tableau N°2.7 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Consommation Finale</b>	<b>5 360,19</b>	<b>5 696,78</b>	<b>5 818,53</b>	<b>6 118,60</b>	<b>6 449,90</b>	<b>6 800,58</b>	<b>7 041,30</b>	<b>7 431,17</b>	nd	nd
Ménage	4 270,81	4 534,64	4 580,42	4 737,99	4 929,90	5 110,16	5 236,96	5 369,02	nd	nd
Administration Publique	886,07	939,60	997,47	1 115,34	1 233,83	1 398,39	1 509,33	1 729,61	nd	nd
ISBSLM	207,33	227,23	244,57	265,28	286,17	290,65	291,92	322,14	nd	nd
<b>Formation Brute de Capital</b>	<b>1 367,48</b>	<b>1 339,47</b>	<b>1 193,56</b>	<b>1 357,56</b>	<b>1 564,18</b>	<b>1 758,61</b>	<b>1 949,13</b>	<b>2 347,75</b>	nd	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 224,30	1 325,56	1 154,44	1 339,41	1 518,13	1 654,52	1 796,41	2 224,06	nd	nd
Variation des Stocks	222,17	14,28	42,45	17,15	45,03	109,20	165,25	128,28	nd	nd
Aquisitions moins cessions d'objets de valeur				1,00	1,01	1,16	1,32	1,31	nd	nd
<b>Exportations nettes</b>	<b>-695,84</b>	<b>-604,03</b>	<b>-294,25</b>	<b>-480,85</b>	<b>-601,98</b>	<b>-703,02</b>	<b>-567,11</b>	<b>-993,50</b>	nd	nd
Exportations	1 412,86	1 687,69	1 798,45	1 826,31	1 874,10	2 034,24	2 343,40	2 298,25	nd	nd
Biens	1 230,12	1 472,60	1 616,94	1 636,68	1 666,80	1 821,42	2 134,64	2 063,58	nd	nd
Services	187,86	220,22	181,28	189,63	207,30	212,18	205,56	233,46	nd	nd
Importations	2 036,43	2 278,21	2 075,34	2 307,16	2 476,08	2 726,33	2 958,11	3 212,43	nd	nd
Biens	1 761,73	1 991,87	1 797,56	1 991,18	2 125,75	2 361,01	2 592,70	2 843,16	nd	nd
Services	274,76	283,43	277,37	315,98	350,33	366,26	367,92	373,83	nd	nd
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6 098,90</b>	<b>6 452,18</b>	<b>6 731,36</b>	<b>6 995,31</b>	<b>7 412,09</b>	<b>7 871,90</b>	<b>8 391,80</b>	<b>8 869,14</b>	nd	nd
Ecart statistique (écart de chaînage)	67,08	19,97	13,53	-	-0,00	15,74	-31,52	83,72	nd	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

## 2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

**Tableau N°2.8 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant aux prix constants de 2015**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel (%)	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,6	5,7	1,9	6,9
Taux de croissance de la consommation finale des ménages (%)	9,2	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6	nd	nd
PIB réel / habitant (en milliers FCFA)	382,2	383,3	385,0	379,1	399,5	417,2	440,6	448,9	420,3	436,1

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

## 2.5. Indicateurs de l'inflation

**Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de l'inflation**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Déflateur annuel du PIB base 100 de 2015	105,2	102,9	102,3	100,0	102,6	104,1	105,1	106,9	114,2	113,2
Déflateur de la consommation finale des ménages base 100 de 2015	99,2	99,9	100,3	100,0	100,2	100,8	102,1	100,8	nd	nd
Taux d'inflation annuel (%)	3,8	0,5	-0,3	0,9	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

## 2.6. Indice de développement humain

**Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de développement humain**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Indice du développement humain	0,343	0,388	0,402	0,402	0,420	0,423	0,434	0,45	nd	nd
Rang	183	181	183	185	182	183	182	182	nd	nd
Nombre de pays classés	187	187	188	188	189	189	189	189	nd	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD

**Tableau N°2.11 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)**

	1985	1991	1996	2006	2019
Hommes	48,2	50,7	53,5	55,8	60,0
Femmes	48,8	53,2	54,1	57,5	64,0
<b>Ensemble</b>	48,5	52,2	53,8	56,7	61,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et recensements (1985, 1996, 2006 et 2019)

## 2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau N°2.12 : Evolution des indices de pauvreté

	1994	1998	2003	2009*	2014*	2018*
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099,00	72 690,00	82 672,00	130 735,00	153 530,00	164 955,00
Incidence P0 (%)	44,50	45,30	46,40	46,70	40,10	36,20
Profondeur P1 (%)	13,90	13,70	15,60	15,10	9,70	12,30
Sévérité P2 (%)	6,00	5,90	7,10	6,70	3,30	5,00

Source : Institut national de la statistique et de la démographie.

(\*) Changement d'approche méthodologique.



**TROISIEME PARTIE**



**SITUATION D'EXECUTION  
DU BUDGET**

### 3.1. Recettes budgétaires

#### 3.1.1. Situation globale des recettes

Les données de 2012 à 2016 et de 2017 à 2021 sont présentées séparément du fait de l'adaptation des indications au contexte du budget programme entre en vigueur à partir de 2017

Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>997,76</b>	<b>1 096,46</b>	<b>1 051,23</b>	<b>1 033,40</b>	<b>1 201,79</b>
Recettes fiscales	885,39	971,26	927,91	913,66	1 040,29
Recettes non fiscales	106,78	121,53	121,51	115,34	160,05
Recettes en capital	5,59	3,67	1,81	4,39	1,45
<b>Recettes extraordinaires</b>	<b>328,49</b>	<b>378,42</b>	<b>269,04</b>	<b>403,13</b>	<b>465,89</b>
Dons	187,75	203,98	134,6	229,78	170,09
Emprunts	140,73	174,44	134,44	173,36	295,8
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>1 326,24</b>	<b>1 474,88</b>	<b>1 320,28</b>	<b>1 436,53</b>	<b>1 667,68</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.2. : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>1 355,60</b>	<b>1 439,91</b>	<b>1 660,19</b>	<b>1 566,98</b>	<b>1 974,01</b>
Vente de produits		3,21	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 191,24	1 252,64	1 355,77	1 288,58	1 733,35
Recettes non fiscales	122,23	144,81	293,50	265,37	240,66
Produits financiers	27,76	2,63	2,55	3,30	0,00
Recettes exceptionnelles	14,37	36,62	8,38	9,72	0,00
<b>Recettes extraordinaires</b>	<b>122,17</b>	<b>151,55</b>	<b>144,97</b>	<b>291,24</b>	<b>276,83</b>
Dons programmes	60,99	78,59	102,43	157,92	97,53
Dons projets et legs	61,18	72,95	42,53	133,32	179,30
<b>Recettes totales</b>	<b>1 477,77</b>	<b>1 591,45</b>	<b>1 805,16</b>	<b>1 858,22</b>	<b>2 250,84</b>

Source : Direction générale du budget ; Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DG Douanes	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06
DG Impôts	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,90
DG Trésor	106,57	121,38	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94
<b>Ensemble</b>	<b>1 012,36</b>	<b>1 119,02</b>	<b>1 072,49</b>	<b>1 060,72</b>	<b>1 232,00</b>	<b>1 397,71</b>	<b>1 540,66</b>	<b>1 806,00</b>	<b>1 752,81</b>	<b>2 002,90</b>

Source : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes

### 3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie

#### 3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

**Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Total Budget Etat</b>	<b>464,73</b>	<b>521,54</b>	<b>521,89</b>	<b>503,54</b>	<b>595,02</b>	<b>673,37</b>	<b>723,48</b>	<b>844,64</b>	<b>861,92</b>	<b>1 052,93</b>
Recettes fiscales	464,59	521,40	521,88	503,54	594,99	673,37	723,48	844,64	861,26	1 052,22
Recettes non fiscales	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,66	0,71
Recettes en capital	0,14	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes recouvrées au profit des collectivités</b>	<b>16,35</b>	<b>19,41</b>	<b>20,21</b>	<b>19,10</b>	<b>22,83</b>	<b>22,30</b>	<b>27,63</b>	<b>29,92</b>	<b>31,61</b>	<b>48,34</b>
<b>Ensemble</b>	<b>481,08</b>	<b>540,95</b>	<b>542,10</b>	<b>522,64</b>	<b>617,85</b>	<b>695,67</b>	<b>751,11</b>	<b>874,57</b>	<b>893,53</b>	<b>1 101,27</b>

Source : Direction générale des impôts

**Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Impôts directs	261,93	284,49	270,02	242,44	295,16	334,10	387,71	461,67	469,68	590,67
Impôts sur la propriété	5,77	7,15	9,43	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92
Taxes sur les biens et services	196,71	229,32	242,18	253,31	288,47	330,19	327,23	373,66	381,01	448,60
Autres taxes	0,32	0,57	0,26	0,26	0,70	0,65	0,74	0,73	0,99	0,74
<b>Total</b>	<b>464,73</b>	<b>521,54</b>	<b>521,89</b>	<b>503,54</b>	<b>595,02</b>	<b>673,37</b>	<b>723,48</b>	<b>844,64</b>	<b>861,92</b>	<b>1 052,93</b>

Source : Direction générale des impôts

**Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Impôt sur les sociétés	156,89	169,84	162,67	132,05	163,45	173,79	209,66	249,43	225,53	327,37
Impôt progressif sur les revenus	0,13	0,04	0,02	0,02	0,01	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôt unique sur les traitements et salaires	67,94	73,66	63,48	65,65	78,32	89,66	101,50	113,74	134,78	131,07
Reversement des honoraires des greffiers notaires	0,09	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	na
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	4,63	4,77	4,24	4,83	4,88	19,74	16,13	26,25	30,09	34,68
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	3,00	3,88	3,96	4,81	6,05	6,67	8,01	9,48	7,54	12,67
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	17,44	17,48	21,38	18,93	23,81	22,75	30,12	na	na	na
Impôts sur les revenus des créances	3,14	4,23	3,75	4,70	5,46	6,15	4,71	na	na	na
IRCM	na	43,92	51,06	61,26						
Impôt sur les revenus fonciers	2,34	2,89	2,92	3,21	3,67	4,14	4,81	4,87	4,96	6,17
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,44	0,40	0,19	0,37	0,73	1,18	0,35	0,76	1,08	0,87
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	0,00	0,35							

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	0,00	0,00							
Taxe patronale d'apprentissage	5,90	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,21	14,65	16,23
Autres impôts directs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Ensemble</b>	<b>261,93</b>	<b>284,49</b>	<b>270,02</b>	<b>242,44</b>	<b>295,16</b>	<b>334,95</b>	<b>387,71</b>	<b>461,67</b>	<b>469,68</b>	<b>590,67</b>

Source : Direction générale des impôts

(\*) Depuis 2018, cet impôt est pris en compte dans l'IUTS ;

(\*\*) à compter de 2019, l'IRC et l'IRVM ont été fusionnés pour donner l'IRCM

**Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	1,24	1,45	1,60	1,16	1,67	1,62	1,82	2,49	2,69	4,02
Droits de mutation	4,29	5,57	7,67	6,16	8,84	6,70	5,81	5,78	7,24	8,60
Droits de succession	0,22	0,12	0,13	0,18	0,17	0,10	0,16	0,27	0,25	0,26
Droits de donation	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,05	0,06	0,04
<b>Impôts sur la propriété</b>	<b>5,78</b>	<b>7,16</b>	<b>9,42</b>	<b>7,52</b>	<b>10,69</b>	<b>8,42</b>	<b>7,81</b>	<b>8,59</b>	<b>10,24</b>	<b>12,92</b>

Source : Direction générale des impôts

**Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxes sur la valeur ajoutée	142,43	166,27	169,24	178,48	201,85	228,04	222,16	269,60	272,41	305,02
Taxe sur les Activités Financières (TAF)	na	20,02								
Taxes sur les boissons	11,53	13,74	15,49	16,63	19,55	23,79	24,26	27,56	31,43	37,17
Taxes sur les tabacs	9,55	10,91	11,83	15,21	17,67	18,36	22,27	24,16	22,65	23,68
Contribution du secteur boisson	5,42	6,55	7,54	8,21	9,46	10,48	10,61	1,08	0,01	0,01
Taxe sur les jeux de hasard	na	na	na	na	na	na	1,34	0,85	0,64	0,74
Taxe sur les contrats d'assurances	3,06	3,14	3,78	3,81	4,37	4,34	4,01	4,40	na	na
Taxe unique sur les contrats d'assurances	na	4,97	5,64							
Taxe sur les Emballages et Sachets Plastiques (TESPB&NB)	na	0,00								
Contribution du Secteur Elevage (CSE)	na	0,00								
Licences	0,28	0,22	0,02	0,02	0,06	0,02	na	na	na	na
Autres droits d'enregistrement	18,61	22,25	24,69	21,31	24,41	30,87	29,29	32,21	35,10	36,94
Droits de timbre	5,19	5,52	6,86	6,54	7,99	10,19	9,79	9,96	7,97	10,45
Taxes pour le développement touristique	0,64	0,72	0,75	0,72	0,68	0,81	0,87	0,87	0,32	0,54
Taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication	na	na	1,98	2,39	2,43	2,45	2,63	2,76	5,45	8,32
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	na	0,20	0,05	0,08						
<b>Taxes sur biens et services</b>	<b>196,71</b>	<b>229,32</b>	<b>242,18</b>	<b>253,31</b>	<b>288,47</b>	<b>329,34</b>	<b>327,23</b>	<b>373,66</b>	<b>381,01</b>	<b>448,60</b>

Source : Direction générale des impôts

(\*) La taxe sur les licences n'est plus comptabilisée au budget de l'Etat. Elle est versée aux collectivités territoriales à partir de 2018.

(\*\*) La taxe sur les contrats d'assurances devient la taxe unique sur les contrats d'assurance à partir de 2020

**Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total recettes budget national	106,27	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35
Total Recettes Fiscales	106,27	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35
Autres droits d'enregistrement (ADE)	0,00	0,05	0,02	0,02	0,04	0,01	0,02	0,01	0,01	0,05
Impôt sur les sociétés (IS)	57,39	49,40	41,55	20,66	26,41	38,82	48,99	53,08	50,84	135,35
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	0,00	1,01	0,18	0,16	0,18	2,58	5,63	4,61	na	na
Impôt sur les Revenus des créances et des valeurs Mobilières(IRCM)	na	na	na	na	na	na	na	na	10,61	17,85
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	4,19	1,49	2,18	3,34	6,33	1,47	0,00	0,00	na	na
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	17,25	14,76	13,94	16,02	19,04	21,29	22,36	22,90	26,53	27,92
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques / Minimum forfaitaire de perception (BIC-PP/MFP)	0,09	0,12	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,13	0,05	0,01
Retenues à la source / Impôts sur les revenus fonciers (RET/IRF)	0,08	0,08	0,14	0,11	0,10	0,10	0,11	0,13	0,13	0,13
Retenues intérieures (RET/INT)	7,85	4,35	3,84	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Retenues extérieures (RET/EXT)	2,56	1,99	1,70	4,96	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	0,31	0,51	0,62	0,97	0,88	2,03	1,84	2,23	2,90	3,42
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	16,56	13,94	9,39	15,27	15,42	20,34	18,13	20,65	25,63	43,08
Taxe sur la plus-value immobilière (TPVI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,46	0,47	0,01	0,06	0,93	0,00
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)		na	na	0,44						
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)		na	na	0,10						
Produits divers et accidentels (PDA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	na
Ventes d'Imprimés d'Attestation de situation fiscale (ASF)		na	na	0,00						
Prestations des Services des impôts (PSI)		na	na	0,00						
Impôts sur les bénéfices non commerciaux								0,01	0,02	0,02
Droits de timbre								0,00		0,00
Total recettes hors budget de l'Etat	nd	nd	0,09	0,71	0,54	0,97	1,69	1,83	2,48	4,99
Patente	nd	nd	0,07	0,08	0,40	0,82	1,54	1,68	2,47	3,93
Contribution des Micro Entreprises		na	na	0,00						
Taxe de résidence		na	na	0,00						
Pénalités/Assiette	nd	nd	0,01	0,40	0,07	0,06	0,01	0,00	0,00	na
Pénalités/Recouvrement	nd	nd	0,01	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na
Frais de poursuite	nd	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na
Pénalités		na	na	0,43						

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Autres		na	na	0,00						
Taxes sur la voirie	nd	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,24
Taxe sur les Armes		na	na	0,00						
Taxes sur les biens de mainmorte	nd	nd	0,00	0,00	0,06	0,08	0,12	0,14	0,00	0,38
Taxe sur les véhicules à moteurs	na	na	na	na	na	na	na	0,01	0,01	0,01
Taxe sur les propriétés bâties et non bâties								0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes minières</b>	<b>106,27</b>	<b>87,70</b>	<b>73,65</b>	<b>62,23</b>	<b>69,39</b>	<b>88,06</b>	<b>98,78</b>	<b>105,64</b>	<b>120,16</b>	<b>233,34</b>

Source : Direction générale des impôts

### 3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes

**Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales	430,43	464,37	422,47	430,81	476,04	561,64	625,60	624,70	598,31	682,33
Recettes non fiscales	10,63	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74
<b>Total</b>	<b>441,06</b>	<b>476,10</b>	<b>431,35</b>	<b>440,46</b>	<b>488,17</b>	<b>575,21</b>	<b>639,18</b>	<b>638,29</b>	<b>611,30</b>	<b>696,06</b>

Source : Direction générale des douanes

**Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxes sur biens et services	278,93	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30
Commerce International	133,49	149,47	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	175,07	163,93	191,37
Autres recettes fiscales	18,01	19,16	16,53	17,79	19,93	21,68	21,74	20,81	21,36	23,66
Autres recettes non fiscales	10,63	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74
<b>Total</b>	<b>441,06</b>	<b>476,10</b>	<b>431,34</b>	<b>440,46</b>	<b>488,17</b>	<b>575,21</b>	<b>639,18</b>	<b>638,29</b>	<b>611,30</b>	<b>696,06</b>

Source : Direction générale des douanes

(\*) Les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales à partir de 2018.

**Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxe sur la valeur ajoutée	226,86	256,99	220,71	214,68	238,73	283,89	315,56	317,06	295,82	327,99
Taxe boissons	2,49	1,87	1,42	1,36	1,59	1,45	1,83	1,46	2,18	4,37
Colas	0,08	0,09	0,11	0,13	0,14	0,13	0,07	0,08	0,14	0,19
Tabacs/allumettes	0,52	0,78	0,69	0,79	1,19	1,28	1,84	1,71	1,50	1,06
Café/Thé	0,82	1,10	0,99	1,48	1,28	1,25	1,43	1,75	1,51	1,82
Taxes sur les produits pétroliers	46,34	33,02	50,99	65,27	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,26	0,24	0,26	0,25	0,32	0,24	0,27	0,35	0,36	0,61

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Redevance informatique	1,56	1,65	1,63	1,77	1,88	2,04	2,08	2,33	3,62	3,72
Taxe sur les emballages plastiques						0,00	0,12	0,56	0,49	1,01
Taxe sur les véhicules de Tourisme						0,00	0,20	0,60	0,53	0,75
<b>Total</b>	<b>278,93</b>	<b>295,74</b>	<b>276,80</b>	<b>285,72</b>	<b>316,94</b>	<b>380,45</b>	<b>423,44</b>	<b>428,82</b>	<b>413,02</b>	<b>467,30</b>

Source : Direction générale des douanes

**Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019	2020	2021
Droit de douanes	118,04	132,03	114,65	112,25	123,15	140,24	159,78	154,22	144,16	169,38
Redevance statistique	14,58	16,80	13,81	14,45	15,60	18,82	20,19	20,25	19,43	21,67
Contribution du secteur élevage	0,64	0,63	0,68	0,60	0,42	0,45	0,45	0,42	0,34	0,31
Amendes	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	0,16	0,32	0,20
<b>Total</b>	<b>133,49</b>	<b>149,46</b>	<b>129,14</b>	<b>127,30</b>	<b>139,17</b>	<b>159,51</b>	<b>180,42</b>	<b>175,07</b>	<b>164,25</b>	<b>191,56</b>

Source : Direction générale des douanes

(\*) A partir de 2018, les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales

**Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Acompte Impôt sur le Bénéfice (AIB)	184,86	91,26	91,79	131,77	72,18	155,55	157,11	67,72	60,40	108,50
Contribution pour le programme de vérification des importations (CPVI)	1 913,37	2 096,45	1 019,29	1 473,07	1 464,90	2 203,18	2 018,55	2 091,37	1 757,98	1 544,02
Droit de douanes (DD)	12 045,11	17 071,32	11 044,60	11 611,89	11 461,78	13 246,11	15 750,84	16 085,69	15 920,09	14 511,51
Intérêt de retard (IDR)	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement communautaire (CEDEAO)	1 501,17	1 759,05	1 118,39	1 299,44	1 242,83	1 747,40	1 770,24	1 906,48	1 698,23	1 478,82
Prélèvement communautaire de solidarité (UEMOA)	2 140,01	2 366,37	1 165,02	1 685,58	1 668,35	2 313,72	1 896,27	1 915,95	1 622,07	1 442,89
Péage (PEA)	38,39	45,96	29,58	38,15	34,74	43,95	46,15	48,27	48,07	44,77
RRO/RCP (*)	20,51	13,43	6,92	22,00	15,92	65,45	59,05	88,76	41,26	46,96
Redevance informatique (RI)	154,51	78,31	60,61	64,39	70,95	91,55	98,88	115,10	190,87	172,94
Redevance statistique (RS)	3 002,33	3 518,10	2 236,78	2 598,88	2 485,65	3 494,77	3 540,47	3 812,94	3 396,44	2 957,62
Remise spéciale (RSP)	175,97	81,22	58,03	64,77	65,51	78,55	90,00	92,99	76,96	51,05
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	0,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques (TPPC)	0,78	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,13

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	0,00	1 161,10	6 375,22	7 691,69	8 401,04	10 435,28	11 968,23	12 803,88	13 425,95	11 931,08
Taxe sur les boissons (TSB)	0,06	0,63	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les emballages plastiques (TEP)	na	3,38	1,49	2,59						
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	41 601,06	60 158,61	36 711,97	39 567,38	40 126,04	46 675,54	55 403,16	56 270,49	43 222,03	26 928,16
<b>Total</b>	<b>62 779,02</b>	<b>88 441,93</b>	<b>59 918,27</b>	<b>66 249,21</b>	<b>67 109,88</b>	<b>80 551,05</b>	<b>92 798,97</b>	<b>95 303,04</b>	<b>81 464,87</b>	<b>61 221,03</b>

Source : Direction générale des douanes

(\*) RRO/RCP : Rémunération pour la reprographie des œuvres littéraires et artistiques sur les supports graphiques et analogues (RRO)/Rémunération pour copie privée (RCP).

### 3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes courantes	101,37	119,67	117,28	112,73	147,28	135,57	168,50	314,30	270,12	245,46
Recettes fiscales	3,66	4,39	1,94	3,69	4,33	3,25	5,19	5,12	2,02	1,89
Recettes non fiscales	97,71	115,28	115,34	109,04	142,96	132,33	163,31	309,18	268,11	243,56
Recettes en capital	5,20	1,71	1,97	4,00	1,53	13,55	9,50	8,77	9,47	8,48
<b>Total</b>	<b>106,57</b>	<b>121,38</b>	<b>119,25</b>	<b>116,73</b>	<b>148,81</b>	<b>149,13</b>	<b>178,00</b>	<b>323,07</b>	<b>279,60</b>	<b>253,94</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Royalties ou redevances proportionnelles	37,45	33,64	30,89	31,14	38,64	42,56	51,60	59,19	91,24	73,95
Taxes superficielles part Etat	3,34	3,59	2,98	6,36	5,06	8,11	8,86	6,91	9,98	4,32
Taxes superficielles part collectivités	0,84	0,90	0,75	1,59	1,26	2,03	2,22	1,73	2,50	2,88
Droits fixes/titre minier	0,74	0,39	0,46	0,40	0,27	1,14	1,60	0,92	1,01	0,59
Frais de dossier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00
Pénalités	0,63	0,11	0,01	0,10	0,02	0,10	0,16	0,19	0,48	0,11
<b>Total</b>	<b>43,00</b>	<b>38,64</b>	<b>35,10</b>	<b>39,59</b>	<b>45,26</b>	<b>53,93</b>	<b>64,45</b>	<b>68,94</b>	<b>105,21</b>	<b>81,86</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

### 3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)

Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DGE	384,42	424,00	426,23	406,62	497,01	564,03	603,42	715,78	726,55	886,60
DME-C I	39,47	49,52	44,05	41,58	38,08	35,85	38,38	44,63	40,44	42,15
DME-C II	0,00	0,00	0,00	0,00	9,42	25,31	30,49	29,70	28,10	39,09

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DME-C III	na	6,92	12,91							
DME-HBS	3,20	3,74	2,94	2,96	3,50	3,88	4,02	4,23	4,51	4,77
DGUF-O	3,64	4,55	5,81	4,69	6,12	5,05	4,03	4,79	5,73	7,18
DGUF-B	0,80	1,02	1,29	0,98	1,60	1,09	1,34	1,10	1,36	1,64
DRI-C	21,83	25,70	28,14	34,65	25,92	22,68	24,76	27,93	29,84	37,52
DRI-PC	0,73	0,92	0,94	0,77	1,02	1,03	1,24	1,33	1,40	2,05
DRI-CS	0,44	0,51	0,50	0,49	0,56	0,58	0,57	0,63	0,69	0,92
DRI-HBS	2,14	2,56	2,82	2,48	2,20	2,71	2,96	2,85	2,98	3,20
DRI-CSC	0,68	0,80	0,81	0,80	0,87	1,03	1,07	1,10	1,20	1,34
DRI-SO	0,40	0,47	0,46	0,39	0,48	0,52	0,59	0,61	0,80	1,06
DRI-CO	1,57	1,38	1,42	1,28	1,51	1,71	1,92	2,07	2,24	2,35
DRI-BMH	0,89	1,03	1,08	0,96	1,04	1,41	1,77	1,68	1,65	1,86
DRI-CN	0,76	0,95	1,02	0,96	1,24	1,55	1,49	1,25	1,35	1,57
DRI-SHL	0,47	0,69	0,78	0,60	0,72	0,74	0,98	0,86	1,16	1,41
DRI-N	1,23	1,39	1,28	1,08	1,24	1,50	1,46	1,27	1,61	1,76
DRI-E	1,10	1,32	1,24	1,19	1,30	1,35	1,34	1,27	1,57	1,75
DRI-CE	0,96	1,01	1,07	1,04	1,18	1,35	1,65	1,47	1,81	1,81
BRIGADE Mixte	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na
<b>Ensemble</b>	<b>464,73</b>	<b>521,54</b>	<b>521,89</b>	<b>503,54</b>	<b>595,02</b>	<b>673,37</b>	<b>723,48</b>	<b>844,53</b>	<b>861,92</b>	<b>1 052,93</b>

Source : Direction générale des impôts

**Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DR Centre	360,40	386,47	333,64	344,64	387,81	449,21	500,39	497,98	483,54	537,08
DR Centre-Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,05	7,42	6,89	6,57	10,55
DR Ouest	69,06	82,89	90,81	87,62	92,24	110,61	120,65	124,01	112,88	137,34
DR Centre-Est	7,88	3,59	3,82	4,78	5,03	6,28	6,60	6,40	5,63	7,64
DR Est	2,04	1,71	1,60	1,63	1,77	1,93	2,35	1,42	1,27	0,95
DR Sud-Ouest	1,01	0,75	0,77	0,79	0,25	0,76	0,84	0,85	0,94	1,83
DR Nord	0,67	0,70	0,72	1,00	1,07	1,37	0,93	0,73	0,47	0,67
<b>Total</b>	<b>441,06</b>	<b>476,10</b>	<b>431,35</b>	<b>440,46</b>	<b>488,17</b>	<b>575,21</b>	<b>639,18</b>	<b>638,29</b>	<b>611,30</b>	<b>696,06</b>

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Groupe RG</b>	<b>103,01</b>	<b>117,60</b>	<b>115,55</b>	<b>113,19</b>	<b>145,18</b>	<b>145,22</b>	<b>178,00</b>	<b>323,07</b>	<b>279,60</b>	<b>253,94</b>
Recette Générale	13,05	30,03	9,23	12,57	19,17	15,74	28,36	151,39	70,03	73,48
DAMOF	19,80	22,13	38,35	24,48	32,62	33,23	43,08	60,84	66,01	57,21
DDP	8,67	4,66	5,54	6,53	2,31	14,89	13,93	10,86	11,73	10,16
TMDC	2,57	2,92	2,78	2,82	2,90	3,32	3,17	3,10	2,05	2,37
SCSP	2,79	3,06	2,85	2,89	2,82	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00
AJT	0,79	1,90	3,40	6,13	1,40	0,77	0,47	0,74	0,68	0,11
PS/MINEFID	1,17	1,30	1,32	1,06	2,05	1,93	1,92	1,29	1,68	2,77
PS/MTMUSR	2,45	2,55	2,71	2,89	3,10	3,26	3,82	4,75	5,85	7,03
PS/MCIA	1,04	1,00	0,92	0,19	14,99	0,36	0,40	1,01	1,02	1,14
PS/MATDSI	2,45	2,92	4,11	3,94	4,59	4,23	3,95	4,32	2,56	3,58
PS/MEEVCC	1,50	1,41	1,70	1,72	1,84	1,56	1,62	1,23	1,17	1,20
PS/MCAT	0,12	0,08	0,12	0,05	0,13	0,08	0,16	0,06	0,11	0,08
PS/MESRSI	0,49	0,75	0,79	0,82	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,07
PS/MMC	44,07	40,11	36,78	40,15	48,04	55,76	67,66	73,10	106,41	82,91
PS/MAAH	0,46	0,52	0,56	0,60	0,60	0,68	0,68	0,63	0,74	0,68
PS/MJDHPDC	0,52	0,89	1,44	2,04	1,15	1,23	2,70	3,28	1,45	2,39
PS/MUH	0,24	0,23	0,27	0,18	0,22	0,25	0,55	0,31	0,47	0,56
PS/MFSNF	0,14	0,16	0,11	0,09	0,08	0,02	0,04	0,02	0,02	0,02
PS/MFPTPS	0,29	0,38	0,46	0,44	0,56	0,78	0,91	0,80	2,42	2,77
PS/MSANTE	0,20	0,29	0,41	0,40	0,45	0,43	0,55	0,54	0,35	1,58
PS/MENA	0,09	0,12	0,13	0,14	1,01	1,14	1,39	1,48	1,54	1,36
PS/MRAH	0,08	0,14	0,16	0,16	0,30	0,20	0,17	0,18	0,42	0,51
PS/MJFIP	0,05	0,05	0,04	0,04	0,07	0,09	0,03	0,04	0,06	0,07
PS/MAECBE			0,11	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,05	0,09
PS/MDENP			0,03	0,01	0,00	0,02	0,06	0,04	0,04	0,06
PS/MDNAC			1,23	2,79	4,62	2,35	2,26	2,87	2,71	1,77
<b>Groupe TR*</b>	<b>3,57</b>	<b>3,78</b>	<b>3,70</b>	<b>3,54</b>	<b>3,63</b>	<b>3,91</b>	<b>0,00</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
TRHB	0,97	1,00	1,05	1,04	1,06	1,09	na	na	na	na
TRCas	0,19	0,21	0,22	0,23	0,21	0,20	na	na	na	na
TRBM	0,13	0,13	0,13	0,11	0,13	0,14	na	na	na	na
TRCO	0,08	0,13	0,09	0,10	0,12	0,11	na	na	na	na
TRSO	0,08	0,09	0,09	0,10	0,11	0,14	na	na	na	na
TRE	0,67	0,70	0,69	0,61	0,56	0,63	na	na	na	na
TRCE	0,95	0,92	0,91	0,85	0,82	0,85	na	na	na	na
TRN	0,11	0,13	0,12	0,12	0,13	0,13	na	na	na	na
TRPC	0,02	0,04	0,01	0,01	0,07	0,17	na	na	na	na
TRCS	0,19	0,20	0,20	0,19	0,22	0,21	na	na	na	na
TRSAhel	0,10	0,14	0,12	0,11	0,12	0,14	na	na	na	na
TRCN	0,09	0,10	0,08	0,08	0,09	0,09	na	na	na	na
<b>Total</b>	<b>106,57</b>	<b>121,38</b>	<b>119,25</b>	<b>116,73</b>	<b>148,81</b>	<b>149,13</b>	<b>178,00</b>	<b>323,07</b>	<b>279,60</b>	<b>253,94</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale,

(\*) Avec l'effectivité du transfert du péage au Fond spécial routier, les autres recettes recouvrées par les TR au profit du budget de l'Etat sont prises en compte directement dans la situation de la Recette générale.

## 3.2. Dépenses budgétaires

Les données de 2012 à 2016 et de 2017 à 2021 sont présentées séparément du fait de l'adaptation des indications au contexte du budget programme entre en vigueur à partir de 2017

### 3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>907,81</b>	<b>907,03</b>	<b>1 037,43</b>	<b>1 100,33</b>	<b>1 279,07</b>
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	93,14	105,10	159,55	194,17	229,10
Titre 2 : Dépenses de personnel	333,69	353,67	436,08	467,47	556,88
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	120,69	118,10	101,68	117,79	127,20
Titre 4 : Transferts courants	360,28	330,16	340,12	320,90	365,89
<b>Dépenses en capital</b>	<b>654,65</b>	<b>761,88</b>	<b>520,46</b>	<b>441,89</b>	<b>535,88</b>
Titre 5 : Dépenses d'investissements	649,15	722,23	511,34	437,21	528,89
Etat	374,90	475,16	290,13	281,89	319,45
Subventions	133,80	186,82	163,01	105,90	100,85
Prêts	140,46	60,25	58,19	49,42	108,58
Titre 6 : Transferts en capital	5,50	39,65	9,12	4,68	6,99
<b>Total dépenses budgétaires</b>	<b>1 562,46</b>	<b>1 668,91</b>	<b>1 557,89</b>	<b>1 542,22</b>	<b>1 814,95</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

La nomenclature budgétaire en 2017 a changé en tenant compte de l'opérationnalisation du Budget Programme.

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 311,88</b>	<b>1 299,24</b>		<b>1 413,47</b>	<b>1 382,70</b>		<b>1 650,35</b>	<b>1 612,32</b>	
Charges financières de la dette		67,69	69,63		99,71	95,77		100,00	116,77
Dépenses de personnel		620,89	619,31		705,52	695,70		845,90	844,24
Dépenses d'acquisition de biens et services		180,34	173,91		198,55	192,47		209,96	201,10
Dépenses de transferts courants		442,46	436,34		409,19	398,33		493,98	449,86
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,05		0,50	0,42		0,50	0,36
<b>Dépenses en capital</b>	<b>2 270,97</b>	<b>985,91</b>	<b>673,37</b>	<b>1 222,77</b>	<b>778,47</b>	<b>564,76</b>	<b>780,54</b>	<b>716,32</b>	<b>525,31</b>
Investissements exécutés par l'Etat	2 250,78	965,71	656,85	1 190,27	752,97	542,53	775,48	711,26	524,00
Etat	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63
Subventions	209,36	261,44	61,18	100,41	174,21	49,95	92,48	171,26	44,08
Prêts	596,68	126,62	40,39	240,54	134,44	60,13	273,51	130,65	86,28
Transferts en capital	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31
<b>Total</b>	<b>2 270,97</b>	<b>2 297,78</b>	<b>1 972,61</b>	<b>1 222,77</b>	<b>2 191,93</b>	<b>1 947,45</b>	<b>780,54</b>	<b>2 366,67</b>	<b>2 137,63</b>

Source : Direction générale du budget, /Projets de lois de règlements

**Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (suite)**

	2020			2021*		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>1 677,95</b>	<b>1 665,87</b>	<b>1 771,57</b>	<b>1 778,07</b>	
Charges financières de la dette		113,38	139,91	173,60	191,84	
Dépenses de personnel		898,01	897,20	950,00	949,55	
Dépenses d'acquisition de biens et services		186,20	175,82	199,95	196,73	
Dépenses de transferts courants		479,87	452,48	447,20	439,13	
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,46	0,82	0,82	
<b>Dépenses en capital</b>	<b>695,49</b>	<b>854,81</b>	<b>737,04</b>	<b>643,64</b>	<b>901,22</b>	<b>810,98</b>
Investissements exécutés par l'Etat	630,49	789,81	675,35	623,64	891,67	801,43
Etat	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	497,63
Subventions	116,99	208,80	141,70	135,22	221,09	179,30
Prêts	189,73	143,46	121,80	109,66	124,49	124,49
Transferts en capital	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55
<b>Total</b>	<b>695,49</b>	<b>2 532,76</b>	<b>2 402,91</b>	<b>643,64</b>	<b>2 672,78</b>	<b>2 589,05</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

### 3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

**Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA)**

Ministère et institution	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	8,93	17,93	18,37	15,29	19,06
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	1,07	0,53	0,59	0,59	0,61
Premier Ministère	4,15	15,37	14,87	24,91	21,14
Parlement	10,09	10,77	11,65	0,00	na
Assemblée Nationale				8,16	12,66
Conseil Economique et Social	0,55	0,59	0,66	0,65	0,79
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	3,32	0,40	na	na	na
Min. Relat° avec les institutions et des Réf Pol	na	na	0,44	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	60,12	42,35	na	na	na
Min. Admin.Territ. et de la Sécurité	na	17,84	51,94	88,14	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	87,29
Ministère de la Justice	na	15,38	13,93	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	11,20	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	15,80	18,85
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	85,22	103,71	86,70	87,53	95,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	22,66	29,31	25,01	37,09	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	35,33
Ministère de l'Economie et des Finances	170,96	187,72	239,74	250,39	na

Ministère et institution	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	306,91
Ministère de la Culture et du Tourisme	4,16	4,31	4,94	5,18	4,56
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	0,00	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na	0,00	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	0,00	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na	0,00	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	6,91	7,80	7,01	8,37	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	0,00	9,12
Ministère de l'Information	na	na	na	0,00	na
Ministère de la Communication	3,13	10,68	8,88	0,00	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	9,15	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	8,36
Ministère de la Promotion de la Femme	1,76	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	1,42	1,36	1,34	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	13,58
Ministère des Sports et des Loisirs	2,79	2,68	2,55	3,08	7,46
Ministère de la Santé	89,97	102,98	93,03	110,97	146,71
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	18,50	14,62	10,69	11,37	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	128,76	143,42	180,24	183,36	266,24
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	78,35	97,84	92,11	91,45	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	123,13
Min. de l'Industrie Commerce & Artisanat	5,94	4,21	5,48	3,27	4,28
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	15,36	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	33,60	4,12	9,09	9,58
Min. de l'Agriculture & de l'Hydrauliq.	73,73	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	45,79	35,51	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	70,54	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	48,56
Ministère des Ressources Animales	15,69	na	na	7,60	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	13,24	12,84	na	9,93
Ministère Environnement et du Développement Durable	4,96	5,75	7,82	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	8,82	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	11,21
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	52,48	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du désenclavement et des Transports	na	64,40	34,57	37,23	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	61,24
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	3,94	0,44	na	na	na
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	0,45
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	3,59	4,45	2,46	3,18
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	0,75	1,49	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	20,33	11,41	17,27	11,32	na

Ministère et institution	2012	2013	2014	2015	2016
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	13,74
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	10,62	8,55	7,45	5,35	6,22
Ministère RechScientifq et Innovation	4,93	5,83	6,55	6,35	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	13,70	8,95	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	34,77	27,70	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	25,32
Grande Chancellerie	0,70	1,37	0,73	0,45	0,51
Conseil Supérieur de la communication	0,75	0,53	0,49	0,86	0,64
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,65	1,10	1,02	0,79	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	0,80
Conseil Constitutionnel	0,52	0,58	0,60	0,89	0,79
Conseil d'Etat	0,45	0,43	0,47	0,57	0,63
Cour des Comptes	0,78	0,80	0,82	0,83	1,00
Cour de Cassation	0,55	0,67	0,70	0,69	1,07
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	na	0,48	0,46	0,48	0,43
Transferts Ressources Collectivités Territoriales	14,34	23,88	21,84	11,22	15,05
Dépenses Communes Interministérielles	348,69	317,72	269,93	254,79	213,99
<b>Total</b>	<b>1 288,20</b>	<b>1 421,84</b>	<b>1 336,24</b>	<b>1 386,90</b>	<b>1 606,40</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)**

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
<b>01</b>		<b>Présidence du Faso</b>	16,94	40,55	27,47	32,49	34,07	20,81	34,29	37,52	36,88
	001	Pilotage de l'action présidentielle	12,75	20,78	18,55	24,73	14,93	14,78	26,11	30,61	30,98
	002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,64	0,30	0,00	0,79	0,32	0,00	1,34	0,61
	003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4,20	19,13	8,62	7,76	18,35	5,72	8,17	5,57	5,29
<b>02</b>		<b>Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres</b>	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
	004	Organisation du travail gouvernemental	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
<b>03</b>		<b>Primature</b>	187,68	59,61	37,15	111,55	48,92	24,86	109,94	33,84	25,68
	005	Soutien à l'action du Premier Ministre ( ex Coordination de	1,07	2,98	2,99	0,62	2,57	3,10	1,25	3,06	2,24

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	006	l'action gouvernementale) Appui à la gouvernance	-	2,10	2,06	0,00	2,46	2,32	0,00	2,57	2,59
	007	Pilotage des projets stratégiques	186,61	47,71	25,30	110,93	38,34	13,94	108,69	26,69	19,08
	008	Promotion du capital humain	-	6,83	6,80	0,00	5,54	5,50	0,00	1,53	1,77
<b>04</b>		<b>Parlement</b>	<b>3,25</b>	<b>15,42</b>	<b>15,42</b>	<b>3,50</b>	<b>16,67</b>	<b>16,67</b>	<b>0,00</b>	<b>20,87</b>	<b>20,87</b>
	134	Fonction parlementaire	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	0,00	20,87	20,87
<b>05</b>		<b>Conseil Economique et Social</b>	<b>-</b>	<b>0,84</b>	<b>0,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,79</b>	<b>0,79</b>	<b>0,00</b>	<b>0,83</b>	<b>0,82</b>
	009	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	0,00	0,79	0,79	0,00	0,83	0,82
<b>08</b>		<b>Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur</b>				<b>0,10</b>	<b>0,75</b>	<b>0,71</b>	<b>0,18</b>	<b>2,68</b>	<b>2,53</b>
	029	Intégration africaine				0,00	0,51	0,49	0,18	2,32	2,17
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur									
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE				0,10	0,23	0,22	0,00	0,37	0,36
<b>09</b>		<b>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)</b>	<b>17,24</b>	<b>109,75</b>	<b>97,05</b>	<b>33,43</b>	<b>37,73</b>	<b>35,38</b>	<b>3,14</b>	<b>45,38</b>	<b>36,10</b>
	010	Sureté de l'Etat	0,27	0,27	0,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	011	Administration du territoire	2,96	14,50	15,22	3,48	8,83	9,46	1,02	11,98	13,60
	012	Sécurité intérieure	0,46	2,70	40,22	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00
	013	Protection civile	0,99	2,52	2,04	24,09	2,05	1,82	0,66	3,60	3,29
	014	Décentralisation	11,84	33,58	23,12	3,24	22,53	18,29	1,20	23,46	13,30
	015	Etat civil	0,08	0,89	0,56	1,02	0,42	0,12	0,16	0,38	0,20
	016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,64	55,30	15,62	1,61	3,90	5,60	0,10	5,96	5,71
<b>10</b>		<b>Ministère de la Justice (ex Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)</b>	<b>11,02</b>	<b>27,15</b>	<b>24,10</b>	<b>9,34</b>	<b>31,28</b>	<b>28,00</b>	<b>6,48</b>	<b>32,19</b>	<b>30,33</b>
	017	Administration judiciaire	7,38	11,10	9,46	6,06	12,99	12,14	3,82	14,58	11,27
	018	Administration pénitentiaire	2,81	9,08	8,11	3,01	9,90	8,40	2,66	11,27	11,91
	019	Droits humains	0,47	1,49	0,32	0,00	2,50	0,42	0,00	1,60	0,00
	020	Civisme et citoyenneté	-	0,34	0,20	0,00	0,47	0,21	0,00	0,28	0,00
	021	Pilotage et soutien	0,35	5,13	6,01	0,27	5,41	6,83	0,00	4,47	7,15
<b>11</b>		<b>Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>13,00</b>	<b>114,10</b>	<b>114,06</b>	<b>67,93</b>	<b>169,94</b>	<b>169,94</b>	<b>67,95</b>	<b>209,73</b>	<b>209,73</b>
	022	Défense	6,27	8,89	8,90	38,40	40,71	40,73	29,25	33,57	33,57
	023	Préparation et emploi des forces	1,32	54,45	54,43	4,00	63,51	63,48	2,00	80,21	80,21

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	024	Equiperment des forces	3,27	3,74	3,74	15,59	15,99	15,99	15,75	16,28	16,28
	025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,44	26,61	26,60	0,43	25,19	25,19	0,52	34,56	34,56
	026	Renforcement du lien Armée-Nation	0,13	1,24	1,24	0,00	1,03	1,03	0,00	1,27	1,27
	027	Pilotage et soutien	1,58	19,15	19,14	9,52	23,52	23,51	20,43	43,84	43,84
<b>12</b>		<b>Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur)</b>	<b>13,60</b>	<b>38,16</b>	<b>37,93</b>	<b>12,60</b>	<b>46,60</b>	<b>35,98</b>	<b>5,22</b>	<b>41,86</b>	<b>40,93</b>
	028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	12,60	33,72	33,24	12,41	35,21	24,42	5,22	38,39	37,60
	029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	0,51	0,77	0,00	2,09	2,41	0,00	0,00	0,00
	030	Pilotage et soutien aux services du Ministère 137-Gestion des Burkinabè de l'extérieur	1,00	3,92	3,92	0,19	9,30	9,15	0,00	3,47	3,34
<b>13</b>		<b>Ministère de la Sécurité</b>	<b>12,58</b>	<b>21,31</b>	<b>20,96</b>	<b>13,89</b>	<b>71,23</b>	<b>72,01</b>	<b>14,75</b>	<b>107,01</b>	<b>102,12</b>
	010	Sureté de l'Etat	-	0,07	0,07	0,27	0,34	0,34	1,06	4,82	0,94
	012	Sécurité intérieure	12,37	19,82	19,53	13,33	62,61	66,92	13,17	83,90	82,50
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,22	1,41	1,36	0,29	8,27	4,74	0,53	18,30	18,67
<b>14</b>		<b>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</b>	<b>58,21</b>	<b>181,20</b>	<b>179,30</b>	<b>13,38</b>	<b>227,93</b>	<b>225,46</b>	<b>21,80</b>	<b>226,47</b>	<b>238,34</b>
	031	Charge de la dette	-	67,69	69,63	0,00	99,71	95,77	0,00	100,00	116,77
	032	Pilotage de l'Economie et du développement	17,28	17,92	17,70	6,55	11,71	9,86	14,31	9,41	9,20
	033	Mobilisation des ressources	11,79	43,08	38,99	1,05	59,76	57,90	0,00	26,01	19,89
	034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1,10	4,36	4,96	0,00	4,05	4,64	0,00	4,73	5,20
	035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,30	0,91	3,58	0,00	4,92	7,86	0,00	4,49	5,49
	036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,69	0,87	1,30	0,00	1,18	1,57	0,00	3,91	1,87
	037	Relations économiques et financières internationales	0,11	7,02	6,09	0,03	6,70	3,75	0,00	17,18	16,98

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	038	Pilotage et soutien des services du ministère	26,94	39,35	37,06	5,75	39,89	44,11	7,49	60,74	62,94
<b>15</b>		<b>Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme</b>	8,04	6,13	5,60	9,41	7,17	7,38	0,41	8,13	8,06
	039	Culture	6,75	3,05	3,12	7,00	4,38	4,82	0,00	4,02	4,00
	040	Tourisme	1,29	1,41	0,94	2,36	1,08	0,80	0,41	2,22	1,85
	041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	-	1,67	1,55	0,05	1,70	1,76	0,00	1,88	2,20
<b>17</b>		<b>Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	2,19	11,68	11,35	5,21	12,43	11,99	1,72	12,48	12,32
	042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,85	5,79	5,48	1,05	5,15	4,79	1,16	5,51	4,93
	043	Réforme de l'administration	0,05	0,23	0,25	0,00	0,17	0,26	0,00	0,20	0,03
	044	Travail décent	1,28	2,92	2,70	4,16	3,76	3,92	0,56	3,48	3,06
	045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,01	2,75	2,91	0,00	3,36	3,02	0,00	3,28	4,30
<b>18</b>		<b>Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement</b>	5,74	11,04	10,25	2,59	13,06	13,04	1,40	11,56	11,26
	046	Communication	5,74	9,09	8,55	1,75	11,09	10,89	1,32	9,12	8,70
	047	Pilotage et soutien	-	1,87	1,68	0,84	1,84	2,09	0,08	2,34	2,49
	124	Relations avec le Parlement	-	0,08	0,02	0,00	0,13	0,06	0,00	0,09	0,07
<b>20</b>		<b>Ministère des Sports et des Loisirs</b>	3,25	8,79	8,26	2,92	7,60	7,50	1,43	8,99	8,89
	052	Sport et activités physiques	3,25	3,45	3,47	2,57	5,26	5,59	1,29	6,31	6,68
	053	Loisirs	-	0,38	0,09	0,07	0,42	0,13	0,11	0,58	0,25
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	-	4,96	4,70	0,28	1,92	1,79	0,03	2,11	1,96
<b>21</b>		<b>Ministère de la Santé</b>	98,45	219,56	192,58	58,72	207,27	196,76	46,54	238,29	218,59
	055	Offre de soin ( ex Accès aux services de santé)	73,00	99,00	119,20	46,98	72,83	119,13	41,65	77,53	116,93
	056	Santé publique ( ex Prestation des services de santé)	23,14	97,69	54,22	9,18	104,42	52,25	3,73	124,73	73,29
	057	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Santé	2,31	22,87	19,16	2,55	30,02	25,38	1,16	36,02	28,37
	146	Accès aux produits de santé									
<b>22</b>		<b>Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (ex Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille)</b>	2,93	17,00	14,80	3,17	17,72	16,13	1,48	22,14	18,86
	048	Femme et du genre	0,69	3,22	1,30	0,60	2,31	0,52	0,60	3,25	1,53

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	049	Enfance et famille	1,93	4,20	1,85	1,67	6,32	2,02	0,75	6,59	1,72
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,31	5,23	6,95	0,90	7,18	9,42	0,13	9,74	11,45
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,34	4,70	0,00	1,90	4,17	0,00	2,56	4,15
<b>23</b>		<b>Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation)</b>	<b>35,36</b>	<b>348,43</b>	<b>331,78</b>	<b>34,31</b>	<b>353,82</b>	<b>385,12</b>	<b>21,93</b>	<b>465,89</b>	<b>451,07</b>
	058	Accès à l'éducation formelle	31,80	105,46	288,24	31,51	189,30	336,79	18,66	332,06	210,18
	059	Qualité de l'éducation formelle	3,06	122,56	25,47	1,60	127,06	26,61	3,27	76,75	42,06
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	2,30	2,02	0,02	2,23	2,03	0,00	2,48	2,02
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,50	118,12	16,06	1,18	35,23	19,68	0,00	54,60	196,81
<b>24</b>		<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation</b>	<b>118,82</b>	<b>110,51</b>	<b>105,63</b>	<b>33,18</b>	<b>88,89</b>	<b>88,40</b>	<b>59,24</b>	<b>99,20</b>	<b>95,84</b>
	062	Enseignement supérieur	49,64	47,57	61,74	22,09	42,77	44,50	25,31	49,33	48,91
	063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	42,26	28,55	25,81	1,60	29,25	26,05	29,60	32,35	30,47
	064	Recherche scientifique et technologique	0,42	8,41	7,88	1,82	9,98	9,74	2,44	11,42	8,95
	065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	22,83	23,00	9,32	1,22	4,81	6,30	0,70	4,55	6,08
	066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	3,67	2,98	0,87	6,45	2,08	1,81	1,20	1,54	1,43
<b>25</b>		<b>Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat</b>	<b>12,72</b>	<b>16,84</b>	<b>14,94</b>	<b>7,86</b>	<b>20,36</b>	<b>16,75</b>	<b>4,12</b>	<b>11,85</b>	<b>11,46</b>
	067	Industrie	10,73	6,12	4,70	5,32	5,46	5,07	3,97	7,14	6,74
	068	Commerce	0,03	8,30	7,77	0,73	11,33	8,00	0,00	1,17	1,01
	069	Artisanat	1,78	0,61	0,36	1,70	1,26	1,02	0,15	0,52	0,45
	070	Secteur privé	-	0,45	0,28	0,00	0,79	0,65	0,00	1,16	0,84
	071	Pilotage et soutien	0,18	1,36	1,82	0,11	1,52	2,02	0,00	1,86	2,41
<b>26</b>		<b>Ministère des Mines et des carrières</b>	<b>-</b>	<b>7,42</b>	<b>4,28</b>	<b>4,34</b>	<b>2,73</b>	<b>2,83</b>	<b>0,48</b>	<b>6,06</b>	<b>5,84</b>

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	072	Mines ( ex Mines et carrières)	0,00	6,49	3,19	2,42	2,22	2,10	0,26	5,27	5,14
	073	Energie	-	0,00	0,19	0,00	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00
	074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,93	0,90	1,92	0,52	0,66	0,22	0,79	0,70
	138	Carrières									
<b>27</b>		<b>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (ex Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques)</b>	<b>92,82</b>	<b>129,69</b>	<b>86,49</b>	<b>134,39</b>	<b>135,68</b>	<b>85,63</b>	<b>69,88</b>	<b>99,58</b>	<b>70,40</b>
	075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	44,24	40,65	24,38	63,52	41,81	30,21	45,29	38,36	28,68
	076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	26,11	25,25	22,51	22,22	40,00	14,64	6,77	11,85	8,83
	077	Economie agricole	5,99	8,27	2,02	15,01	10,31	4,19	5,86	12,06	2,83
	078	Développement durable des productions agricoles	5,09	17,69	16,82	22,47	11,40	11,14	4,53	13,32	13,06
	079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	9,17	16,04	10,24	3,89	12,25	11,19	6,81	9,18	7,45
	080	Pilotage et soutien	2,21	21,80	10,53	7,28	19,91	14,26	0,61	14,81	9,55
<b>28</b>		<b>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</b>	<b>107,99</b>	<b>20,73</b>	<b>16,31</b>	<b>55,71</b>	<b>24,67</b>	<b>17,45</b>	<b>27,71</b>	<b>26,21</b>	<b>24,17</b>
	081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	29,44	5,44	5,20	12,83	8,01	9,03	3,58	5,40	6,09
	082	Productivité et compétitivité des productions animales	52,06	7,86	5,36	19,70	10,49	4,21	22,37	13,04	12,19
	083	Santé animale et santé publique vétérinaire	12,23	2,08	0,99	5,68	1,53	0,33	0,77	1,75	0,57
	084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	9,33	0,85	0,51	11,67	1,47	0,83	0,08	1,76	0,61
	085	Pilotage et soutien	4,93	4,49	4,26	5,83	3,17	3,06	0,91	4,26	4,71
<b>29</b>		<b>Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique</b>	<b>9,61</b>	<b>35,41</b>	<b>19,70</b>	<b>6,41</b>	<b>21,61</b>	<b>15,74</b>	<b>9,41</b>	<b>22,13</b>	<b>17,68</b>
	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,37	9,73	12,06	1,71	7,72	8,28	7,28	13,31	11,16
	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,65	2,38	0,92	0,27	1,57	0,46	0,11	1,56	0,53
	088	Gouvernance environnementale et	4,23	13,52	1,65	3,34	4,97	0,47	0,45	1,23	0,39

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
		développement durable									
	089	Economie verte et changement climatique	2,35	3,30	1,09	0,89	3,41	1,21	1,57	2,64	1,24
	090	Pilotage et soutien	-	6,46	3,98	0,20	3,94	5,33	0,00	3,39	4,36
<b>30</b>		<b>Ministère des Infrastructures</b>	<b>1 046,12</b>	<b>211,00</b>	<b>135,48</b>	<b>175,62</b>	<b>123,41</b>	<b>106,34</b>	<b>119,49</b>	<b>166,36</b>	<b>99,30</b>
	091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 040,32	206,15	130,70	171,62	119,33	101,73	119,41	162,79	94,89
	092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5,80	0,34	0,02	3,00	0,13	0,06	0,00	0,19	0,17
	093	Développement de réseau de pistes rurales	-	1,01	1,01	0,00	0,67	0,62	0,00	0,15	0,15
	094	Pilotage et soutien	-	3,49	3,75	1,00	3,29	3,94	0,08	3,23	4,09
<b>31</b>		<b>Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes</b>	<b>30,42</b>	<b>21,39</b>	<b>5,37</b>	<b>49,22</b>	<b>23,80</b>	<b>13,56</b>	<b>19,92</b>	<b>17,16</b>	<b>16,05</b>
	095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	30,15	19,39	3,38	48,92	21,65	11,52	19,92	15,06	14,00
	096	Appui au sous-secteur postal	0,15	0,03	0,02	0,22	0,02	0,01	0,00	0,23	0,23
	097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,11	1,98	1,97	0,08	2,13	2,03	0,00	1,88	1,82
	136	Transformation et écosystème numérique									
<b>32</b>		<b>Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière</b>	<b>2,72</b>	<b>1,93</b>	<b>1,87</b>	<b>17,49</b>	<b>7,17</b>	<b>6,84</b>	<b>7,38</b>	<b>10,19</b>	<b>9,52</b>
	098	Transports et météorologie	1,07	0,72	0,64	16,07	4,63	4,27	5,87	7,38	7,19
	099	Mobilité et sécurité routière	1,65	0,73	0,73	1,42	1,89	1,59	1,47	1,43	1,06
	100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	0,48	0,50	0,00	0,65	0,98	0,03	1,38	1,27
<b>35</b>		<b>Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique</b>							<b>0,00</b>	<b>1,59</b>	<b>0,72</b>
	019	Droits humains							0,00	1,20	0,35
	020	Citoyenneté et paix ( ex Civisme et citoyenneté)							0,00	0,26	0,25
	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et							0,00	0,13	0,12

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
		de la Promotion Civique									
<b>37</b>		<b>Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ex Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles)</b>	7,16	20,11	18,52	4,80	20,47	17,29	1,09	11,63	11,42
	101	Jeunesse	0,54	1,32	2,54	0,10	2,18	3,42	0,00	2,62	2,68
	102	Formation professionnelle	0,90	3,21	3,04	2,76	6,19	2,65	0,79	4,97	4,79
	103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	5,72	11,46	10,08	1,95	9,21	8,73	0,00	2,67	1,83
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,12	2,86	0,00	2,88	2,50	0,30	1,37	2,12
<b>38</b>		<b>Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (ex Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)</b>	22,66	9,29	7,24	8,93	5,94	4,02	6,99	8,18	5,72
	105	Planification et aménagement urbain	3,18	2,05	1,91	4,32	0,86	0,92	2,63	2,27	0,81
	106	Architecture et construction	2,00	1,41	1,41	1,74	1,33	1,22	3,37	3,81	2,93
	107	Accès aux logements décents	16,81	3,75	2,22	2,70	2,51	0,61	0,97	1,05	0,88
	108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,67	2,08	1,70	0,17	1,24	1,28	0,03	1,05	1,10
<b>42</b>		<b>Ministère de l'Eau et de l'Assainissement</b>	84,18	87,48	78,02	90,30	66,28	51,20	27,43	42,86	39,34
	109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	53,79	55,43	50,97	72,14	44,71	34,45	17,29	26,17	24,35
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	4,67	4,20	2,41	3,57	5,54	2,86	1,54	4,08	3,41
	111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	16,44	17,02	15,75	11,78	10,14	8,78	6,83	8,74	8,26
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	8,54	6,97	5,25	2,09	4,17	3,13	1,25	1,38	1,20
	113	Pilotage et soutien	0,73	3,85	3,63	0,72	1,72	1,98	0,52	2,49	2,12
<b>43</b>		<b>Ministère de l'Energie</b>	176,30	44,94	15,11	132,46	34,84	23,94	67,28	27,18	22,61
	073	Energie	173,30	41,71	11,89	131,96	34,54	23,41	67,20	26,34	21,95
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	3,00	3,23	3,22	0,50	0,30	0,53	0,08	0,84	0,66
<b>50</b>		<b>Grande Chancellerie</b>	0,21	0,90	0,89	0,00	0,61	0,66	0,00	0,72	0,72
	114	Ordres burkinabè	0,21	0,90	0,89	0,00	0,61	0,66	0,00	0,72	0,72
<b>51</b>		<b>Conseil Supérieur de la Communication</b>	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
	115	Régulation du secteur de la communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
<b>52</b>		<b>Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et</b>	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
		<b>de Lutte contre la Corruption</b>									
	116	Contrôle d'Etat	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
<b>54</b>		<b>Conseil Constitutionnel</b>	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	0,00	0,81	0,80
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	0,00	0,81	0,80
<b>55</b>		<b>Conseil d'Etat</b>	0,00	0,74	0,74	0,00	0,75	0,75	0,00	0,78	0,78
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	0,74	0,74	0,00	0,75	0,75	0,00	0,78	0,78
<b>56</b>		<b>Cour des Comptes</b>		1,13	1,13	0,00	1,06	1,12	0,00	1,13	1,13
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,13	1,13	0,00	1,06	1,12	0,00	1,13	1,13
<b>57</b>		<b>Cour de Cassation</b>	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
<b>58</b>		<b>Commission Electorale Nationale Indépendante</b>		0,27	0,27	0,00	1,25	1,25	0,00	0,38	0,37
	121	Elections	-	0,27	0,27	0,00	1,25	1,25	0,00	0,38	0,37
<b>59</b>		<b>Commission de l'Informatique et des Libertés</b>	0,04	0,39	0,39	0,00	0,38	0,38	0,00	0,37	0,37
	122	Protection des données à caractère personnel	0,04	0,39	0,39	0,00	0,38	0,38	0,00	0,37	0,37
<b>60</b>		<b>Médiateur du Faso</b>		0,43	0,43	0,00	0,43	0,43	0,00	0,58	0,58
	123	Médiateur du Faso	-	0,43	0,43	0,00	0,43	0,43	0,00	0,58	0,58
<b>98</b>		<b>Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales</b>	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
<b>99</b>		<b>Dépenses Communes Interministérielles</b>	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
	133	Dépenses communes interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
<b>Total général</b>			<b>2 270,97</b>	<b>2 297,78</b>	<b>1 972,61</b>	<b>1 222,77</b>	<b>2 191,93</b>	<b>1 947,45</b>	<b>780,542</b>	<b>366,672</b>	<b>2 137,63</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (suite)

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
<b>01</b>		<b>Présidence du Faso</b>	27,41	31,19	29,57	25,75	36,66	36,53
	001	Pilotage de l'action présidentielle	27,41	23,55	23,76	25,75	28,76	29,24
	002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	0,00	0,67	0,51	0,00	0,75	0,59
	003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	0,00	6,97	5,30	0,00	7,15	6,70
<b>02</b>		<b>Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres</b>	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12
	004	Organisation du travail gouvernemental	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12
<b>03</b>		<b>Primature</b>	93,07	39,71	33,69	24,25	29,99	25,22
	005	Soutien à l'action du Premier Ministre ( ex Coordination de l'action gouvernementale)	0,70	2,73	2,04	0,49	2,99	1,88
	006	Appui à la gouvernance	0,00	5,97	6,15	0,07	1,47	1,56
	007	Pilotage des projets stratégiques	92,37	29,17	23,47	23,69	23,64	19,63
	008	Promotion du capital humain	0,00	1,83	2,03	0,00	1,89	2,14
<b>04</b>		<b>Parlement</b>	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79
	134	Fonction parlementaire	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79
<b>05</b>		<b>Conseil Economique et Social</b>	0,00	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87
	009	Conseil Economique et Social	0,00	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87
<b>08</b>		<b>Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur</b>	0,08	2,68	2,67	0,00	0,25	0,25
	029	Intégration africaine	0,00	1,88	1,88	0,00	0,09	0,03
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	0,00	0,21	0,14	0,00	0,11	0,00
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE	0,08	0,58	0,65	0,00	0,05	0,22
<b>09</b>		<b>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)</b>	9,48	57,51	48,29	7,69	79,02	58,11
	010	Sureté de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	011	Administration du territoire	0,13	8,89	11,91	1,92	11,07	13,75
	012	Sécurité intérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	013	Protection civile	0,80	4,34	4,04	3,55	8,08	5,41
	014	Décentralisation	8,50	39,37	27,90	1,93	55,39	34,34
	015	Etat civil	0,00	0,24	0,07	0,30	0,67	0,26

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,05	4,69	4,37	0,00	3,80	4,35
<b>10</b>		<b>Ministère de la Justice (ex Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)</b>	<b>0,82</b>	<b>25,40</b>	<b>25,06</b>	<b>2,69</b>	<b>33,23</b>	<b>32,38</b>
	017	Administration judiciaire	0,39	11,65	9,92	1,31	14,49	12,91
	018	Administration pénitentiaire	0,43	10,90	9,65	1,38	12,02	11,65
	019	Droits humains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,82	0,82
	020	Civisme et citoyenneté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	0,20
	021	Pilotage et soutien	0,00	2,85	5,49	0,01	5,69	6,80
<b>11</b>		<b>Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>78,34</b>	<b>223,17</b>	<b>223,17</b>	<b>90,46</b>	<b>254,61</b>	<b>254,61</b>
	022	Défense	18,54	19,99	19,99	61,56	64,05	64,05
	023	Préparation et emploi des forces	9,31	90,26	90,27	2,89	100,36	100,37
	024	Equipement des forces	19,52	20,32	20,08	8,40	8,95	8,97
	025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,92	34,96	34,96	0,83	35,85	35,85
	026	Renforcement du lien Armée-Nation	0,00	1,27	1,27	0,06	1,35	1,35
	027	Pilotage et soutien	30,05	56,36	56,60	16,73	44,05	44,01
<b>12</b>		<b>Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur)</b>	<b>2,44</b>	<b>44,51</b>	<b>44,39</b>	<b>8,02</b>	<b>50,74</b>	<b>49,58</b>
	028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	2,43	40,61	40,63	6,10	42,72	42,60
	029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	0,00	0,00	0,00	0,00	1,33	1,33
	030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,01	3,90	3,76	1,83	6,37	5,43
		137-Gestion des Burkinabè de l'extérieur				0,09	0,33	0,22
<b>13</b>		<b>Ministère de la Sécurité</b>	<b>19,28</b>	<b>115,36</b>	<b>114,21</b>	<b>23,83</b>	<b>120,44</b>	<b>116,10</b>
	010	Sureté de l'Etat	0,75	1,00	1,00	0,75	1,10	1,00
	012	Sécurité intérieure	17,97	95,64	79,48	22,50	108,68	79,42
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,56	18,72	33,73	0,58	10,66	35,68
<b>14</b>		<b>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</b>	<b>28,44</b>	<b>243,90</b>	<b>262,22</b>	<b>42,17</b>	<b>316,37</b>	<b>326,40</b>
	031	Charge de la dette	0,00	113,38	139,91	0,00	173,60	191,76
	032	Pilotage de l'Economie et du développement	26,03	49,27	46,55	31,55	58,48	52,65

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	033	Mobilisation des ressources	1,09	27,97	27,16	3,66	27,59	29,28
	034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	0,21	14,53	11,09	0,04	13,13	10,80
	035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,00	2,77	1,46	0,08	1,99	2,22
	037	Relations économiques et financières internationales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	038	Pilotage et soutien des services du ministère	1,11	35,98	36,05	6,83	41,59	39,69
<b>15</b>		<b>Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme</b>	<b>0,32</b>	<b>8,49</b>	<b>8,49</b>	<b>1,46</b>	<b>10,16</b>	<b>8,29</b>
	039	Culture	0,15	4,50	4,30	0,21	3,48	3,51
	040	Tourisme	0,11	1,84	1,72	0,73	2,21	1,64
	041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	0,05	2,16	2,47	0,52	4,46	3,14
<b>17</b>		<b>Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	<b>1,68</b>	<b>9,76</b>	<b>9,71</b>	<b>1,78</b>	<b>13,46</b>	<b>13,41</b>
	042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,42	4,09	3,97	0,61	5,37	4,76
	043	Réforme de l'administration	0,00	0,22	0,02	0,00	0,31	0,08
	044	Travail décent	1,26	2,00	1,63	1,07	4,50	3,45
	045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,00	3,45	4,09	0,10	3,29	5,12
<b>18</b>		<b>Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement</b>	<b>2,06</b>	<b>15,64</b>	<b>15,63</b>	<b>3,08</b>	<b>14,78</b>	<b>14,63</b>
	046	Communication	2,06	13,13	13,14	3,00	12,47	12,24
	047	Pilotage et soutien	0,00	2,37	2,42	0,05	2,14	2,28
	124	Relations avec le Parlement	0,00	0,14	0,07	0,03	0,16	0,11
<b>20</b>		<b>Ministère des Sports et des Loisirs</b>	<b>2,28</b>	<b>8,23</b>	<b>8,16</b>	<b>18,61</b>	<b>14,97</b>	<b>14,70</b>
	052	Sport et activités physiques	2,19	5,58	5,98	18,61	12,57	12,38
	053	Loisirs	0,08	0,71	0,21	0,00	0,18	0,17

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	0,01	1,94	1,97	0,00	2,23	2,14
<b>21</b>		<b>Ministère de la Santé</b>	<b>54,27</b>	<b>280,72</b>	<b>271,04</b>	<b>34,29</b>	<b>291,38</b>	<b>286,69</b>
	055	Offre de soin ( ex Accès aux services de santé)	29,48	58,32	129,62	30,88	81,17	147,94
	056	Santé publique ( ex Prestation des services de santé)	24,54	171,34	116,27	1,97	146,57	82,83
	057	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Santé	0,25	51,06	25,15	0,25	49,57	43,51
	146	Accès aux produits de santé				1,20	14,08	12,41
<b>22</b>		<b>Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (ex Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille)</b>	<b>0,35</b>	<b>42,78</b>	<b>33,80</b>	<b>2,41</b>	<b>39,52</b>	<b>37,73</b>
	048	Femme et du genre	0,00	7,39	5,68	0,80	2,50	1,14
	049	Enfance et famille	0,30	4,21	1,41	1,14	7,77	3,84
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,05	28,67	22,50	0,40	26,63	28,32
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	0,00	2,52	4,21	0,07	2,62	4,43
<b>23</b>		<b>Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)</b>	<b>12,46</b>	<b>499,25</b>	<b>495,19</b>	<b>39,39</b>	<b>516,92</b>	<b>527,43</b>
	058	Accès à l'éducation formelle	11,52	382,13	263,11	35,84	399,03	272,22
	059	Qualité de l'éducation formelle	0,49	62,28	48,17	1,95	69,52	52,23
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	0,00	10,51	1,54	0,00	16,36	2,23
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,46	44,33	182,37	1,60	32,01	200,75
<b>24</b>		<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation</b>	<b>17,64</b>	<b>95,81</b>	<b>92,30</b>	<b>41,33</b>	<b>123,99</b>	<b>122,01</b>
	062	Enseignement supérieur	11,61	47,25	44,11	34,56	74,30	71,69
	063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	2,03	26,33	26,91	4,92	29,63	30,85
	064	Recherche scientifique et technologique	2,61	15,12	14,28	0,86	10,34	10,79

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	0,11	5,49	6,14	0,80	8,37	7,68
	066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1,28	1,62	0,86	0,20	1,36	0,99
<b>25</b>		<b>Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat</b>	<b>2,08</b>	<b>19,45</b>	<b>6,41</b>	<b>2,56</b>	<b>12,37</b>	<b>10,36</b>
	067	Industrie	0,93	2,44	1,70	0,82	1,54	1,16
	068	Commerce	0,58	13,71	0,86	0,47	5,38	4,44
	069	Artisanat	0,39	1,26	0,64	1,17	2,11	0,74
	070	Secteur privé	0,10	0,81	0,58	0,10	1,94	1,23
	071	Pilotage et soutien	0,09	1,24	2,63	0,00	1,41	2,79
<b>26</b>		<b>Ministère des Mines et des Carrières</b>	<b>0,00</b>	<b>5,07</b>	<b>5,03</b>	<b>14,02</b>	<b>30,82</b>	<b>23,65</b>
	072	Mines ( ex Mines et carrières)	0,00	4,13	4,02	0,00	4,73	4,78
	073	Energie	0,00	0,00	0,00	14,02	24,22	17,18
	074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	0,00	0,66	0,83	0,00	1,46	1,30
	138	Carrières	0,00	0,28	0,18	0,00	0,41	0,39
<b>27</b>		<b>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (ex Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques)</b>	<b>57,38</b>	<b>95,52</b>	<b>72,04</b>	<b>68,94</b>	<b>134,36</b>	<b>110,94</b>
	075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	33,56	19,67	18,43	33,73	49,14	46,31
	076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3,86	12,51	10,36	2,31	7,54	5,57
	077	Economie agricole	5,88	14,67	7,53	8,94	29,70	20,02
	078	Développement durable des productions agricoles	13,05	30,13	23,23	21,81	33,16	25,93
	079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	0,68	3,47	2,96	0,91	5,43	3,69
	080	Pilotage et soutien	0,35	15,07	9,52	1,23	9,38	9,41
<b>28</b>		<b>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</b>	<b>25,87</b>	<b>35,74</b>	<b>32,64</b>	<b>18,95</b>	<b>30,69</b>	<b>26,53</b>
	081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	3,11	6,50	7,01	9,09	16,07	15,82
	082	Productivité et compétitivité des productions animales	21,93	23,39	21,98	8,66	7,96	5,98
	083	Santé animale et santé publique vétérinaire	0,04	1,72	0,31	0,82	2,30	0,99

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	0,03	1,84	0,51	0,26	1,97	0,67
	085	Pilotage et soutien	0,75	2,28	2,83	0,12	2,38	3,06
<b>29</b>		<b>Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique</b>	<b>4,82</b>	<b>24,22</b>	<b>22,75</b>	<b>5,25</b>	<b>27,14</b>	<b>24,40</b>
	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,06	9,21	10,49	3,02	12,36	11,51
	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,39	2,00	0,70	0,06	1,83	0,50
	088	Gouvernance environnementale et développement durable	0,84	1,89	1,06	0,74	2,17	0,39
	089	Economie verte et changement climatique	0,83	2,45	1,65	0,72	2,18	1,69
	090	Pilotage et soutien	0,70	8,67	8,85	0,72	8,61	10,31
<b>30</b>		<b>Ministère des Infrastructures</b>	<b>108,29</b>	<b>104,30</b>	<b>91,43</b>	<b>78,17</b>	<b>118,14</b>	<b>103,86</b>
	091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	55,24	49,92	37,15	57,48	56,60	43,89
	092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	21,13	41,06	40,33	20,20	42,46	40,47
	093	Développement de réseau de pistes rurales	31,77	9,82	9,33	0,50	16,62	15,40
	094	Pilotage et soutien	0,15	3,50	4,62	0,00	2,47	4,11
<b>31</b>		<b>Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes</b>	<b>28,08</b>	<b>32,06</b>	<b>31,96</b>	<b>7,33</b>	<b>11,30</b>	<b>9,32</b>
	095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	27,80	30,46	30,60	5,89	8,23	6,70
	096	Appui au sous-secteur postal	0,00	0,08	0,09	0,47	0,58	0,48
	097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,18	1,00	0,90	0,17	1,12	1,06
	136	Transformation et écosystème numérique	0,09	0,51	0,38	0,80	1,36	1,08
<b>32</b>		<b>Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière</b>	<b>2,61</b>	<b>9,46</b>	<b>9,31</b>	<b>2,72</b>	<b>13,64</b>	<b>11,52</b>
	098	Transports et météorologie	2,40	7,43	7,21	0,00	7,29	6,13

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	099	Mobilité et sécurité routière	0,21	0,92	0,88	2,72	4,56	3,44
	100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	0,00	1,11	1,23	0,00	1,79	1,95
<b>35</b>		<b>Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique</b>	0,08	2,02	1,68	0,00	1,11	1,11
	019	Droits humains	0,00	1,16	0,42	0,00	0,46	0,00
	020	Citoyenneté et paix ( ex Civisme et citoyenneté)	0,00	0,41	0,15	0,00	0,27	0,00
	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,45	1,12	0,00	0,39	1,11
<b>37</b>		<b>Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ex Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles)</b>	0,51	15,89	14,63	3,23	16,08	14,55
	101	Jeunesse	0,00	2,00	2,40	0,00	2,45	2,74
	102	Formation professionnelle	0,45	3,92	3,19	1,24	6,87	5,50
	103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	0,06	8,55	7,18	1,92	4,89	3,94
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère	0,00	1,41	1,86	0,07	1,87	2,37
<b>38</b>		<b>Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville ( ex Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)</b>	4,87	6,33	4,43	7,35	10,34	9,76
	105	Planification et aménagement urbain	2,86	2,47	0,53	2,57	3,19	2,93
	106	Architecture et construction	1,89	2,68	2,48	3,10	4,18	4,04
	107	Accès aux logements décents	0,11	0,35	0,23	1,68	2,21	1,56
	108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,00	0,82	1,18	0,00	0,77	1,23
<b>42</b>		<b>Ministère de l'Eau et de l'Assainissement</b>	26,23	43,29	35,86	27,09	54,57	46,12
	109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	11,42	18,77	18,04	10,93	22,37	20,98
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	3,10	5,08	1,81	3,02	6,28	3,81
	111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	9,31	13,73	11,02	9,34	17,24	13,67
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	2,34	2,75	2,40	2,90	4,37	4,08

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	113	Pilotage et soutien	0,06	2,96	2,58	0,90	4,31	3,57
<b>43</b>		<b>Ministère de l'Energie</b>	4,27	37,66	36,03	0,00	0,38	0,38
	073	Energie	4,27	36,97	35,42	0,00	0,17	0,15
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	0,00	0,69	0,62	0,00	0,22	0,23
<b>50</b>		<b>Grande Chancellerie</b>	0,00	0,74	0,74	0,00	0,84	0,84
	114	Ordres burkinabè	0,00	0,74	0,74	0,00	0,84	0,84
<b>51</b>		<b>Conseil Supérieur de la Communication</b>	0,00	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97
	115	Régulation du secteur de la communication	0,00	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97
<b>52</b>		<b>Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption</b>	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94
	116	Contrôle d'Etat	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94
<b>54</b>		<b>Conseil Constitutionnel</b>	0,00	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	0,00	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88
<b>55</b>		<b>Conseil d'Etat</b>	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93
<b>56</b>		<b>Cour des Comptes</b>	0,00	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	0,00	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46
<b>57</b>		<b>Cour de Cassation</b>	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67
<b>58</b>		<b>Commission Electorale Nationale Indépendante</b>	0,00	0,34	0,34	0,00	0,43	0,43
	121	Elections	0,00	0,34	0,34	0,00	0,43	0,43
<b>59</b>		<b>Commission de l'Informatique et des Libertés</b>	0,00	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45
	122	Protection des données à caractère personnel	0,00	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45
<b>60</b>		<b>Médiateur du Faso</b>	0,00	0,57	0,57	0,00	0,66	0,66
	123	Médiateur du Faso	0,00	0,57	0,57	0,00	0,66	0,66
<b>98</b>		<b>Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales</b>	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	30,60
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	30,60
<b>99</b>		<b>Dépenses Communes Interministérielles</b>	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,60

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2020			2021*		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	133	Dépenses communes interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,60
<b>Total général</b>			<b>695,49</b>	<b>2 532,76</b>	<b>2 402,91</b>	<b>643,64</b>	<b>2 672,78</b>	<b>2 565,77</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

### 3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

**Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Economie et des Finances	92,69	104,65	158,56	177,20	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	228,39
Dépenses Communes Interministérielles	0,46	0,45	0,98	16,97	0,70
<b>Total</b>	<b>93,14</b>	<b>105,10</b>	<b>159,55</b>	<b>194,17</b>	<b>229,10</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)**

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses communes interministérielles	0,50	0,05	0,50	0,42	0,50	0,36

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

**Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite)**

	2020		2021*	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses communes interministérielles	0,50	0,46	0,82	0,82

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

**Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)**

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie, des finances et du développement	67,69	69,63	99,71	95,77	100,00	116,77

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

**Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite)**

	2020		2021*	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie, des finances et du développement	113,38	139,91	173,60	191,84

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

**Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	1,20	1,21	1,26	1,00	1,37
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,25	0,29	0,29	0,28	0,38
Premier Ministère	0,43	0,46	0,58	0,70	0,87
Conseil Economique et Social	0,13	0,14	0,17	0,16	0,20
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	0,17	0,19	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	0,24	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	25,15	27,40	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	na	32,32	29,39	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	51,09
Ministère de la Justice	na	7,75	8,00	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	6,47	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	10,10	13,85
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	64,67	63,50	65,72	70,24	63,19
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	7,04	12,49	13,31	12,22	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	16,27
Ministère de l'Economie et des Finances	15,69	16,46	20,38	22,37	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	26,51
Ministère de la Culture et du Tourisme	1,63	1,72	2,06	1,86	2,17
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	1,97	2,01	2,44	2,77	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale					3,25
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	0,61	1,02	1,50	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	1,91	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	2,17
Ministère de la Promotion de la Femme	0,52	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du genre	na	0,51	0,67	0,74	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,95	1,02	1,25	0,77	1,76

	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Santé	34,84	38,64	48,67	46,72	67,83
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4,76	4,88	6,12	5,92	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	8,36
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	93,64	98,39	139,60	128,72	198,95
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	29,86	33,75	43,53	48,96	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artisanat	0,93	0,96	1,16	1,10	1,44
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,37	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	0,42	0,49	0,54	0,63
Min. de l'Agriculture & de l'Hydrauliq.	6,33	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	6,39	6,76	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	8,23	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	11,46
Ministère des Ressources Animales	2,65	na	na	3,79	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutique	na	2,92	3,43	na	4,73
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	3,13	3,63	4,55	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	4,48	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	6,26
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	1,66	2,22	2,38	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	2,88
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	1,45	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	0,62	0,44	na	na	na
Min. Dév. Eco. Numérique et des Postes	na	na	0,43	0,34	0,55
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	0,33	0,67	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	0,85	1,03	1,43	1,55	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	2,61
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,65	0,66	0,81	0,63	0,99
Ministère RechScientifq et Innovation	0,18	0,43	0,95	0,83	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	58,47
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	1,30	na	na
Grande Chancellerie	0,03	0,04	0,05	0,06	0,06
Conseil Supérieur de la communication	0,12	0,13	0,16	0,19	0,28
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,29	0,34	0,33	0,27	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	0,41
Conseil Constitutionnel	0,29	0,28	0,34	0,43	0,53
Conseil d'Etat	0,29	0,26	0,29	0,27	0,45
Cour des Comptes	0,39	0,44	0,50	0,51	0,69
Cour de Cassation	0,42	0,45	0,52	0,45	0,78
Médiateur du Faso	na	0,24	na	na	na

	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses Communes Interministérielles	24,73	20,80	20,87	56,61	6,33
<b>Total</b>	<b>333,69</b>	<b>353,67</b>	<b>436,08</b>	<b>467,47</b>	<b>557,77</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2017		2018		2019	
	CP	Ordo.	CP	Ordo.	CP	Ordo.
Présidence du Faso	1,68	1,68	2,03	3,37	3,80	3,78
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,43	0,43	0,44	0,52	0,63	0,62
Premier Ministère	0,89	0,89	0,95	1,38	1,30	1,29
Conseil Economique et Social	0,18	0,18	0,20	0,21	0,18	0,18
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,27	0,26
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	60,32	60,31	10,74	11,44	11,05	11,03
Ministère de la Justice	15,07	16,06	18,07	17,24	20,52	20,46
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,63	78,60	83,58	83,58	117,61	117,61
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	19,56	19,46	26,77	17,38	18,95	18,44
Ministère de la Sécurité			48,25	49,21	77,99	77,78
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	28,28	28,27	28,16	38,53	35,18	35,16
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	2,30	2,30	2,58	2,85	3,07	3,06
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,31	3,28	3,99	3,71	3,69	3,69
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,37	2,37	2,37	2,38	2,13	2,09
Ministère des Sports et des Loisirs	1,81	1,82	1,86	1,90	2,02	2,02
Ministère de la Santé	71,70	71,69	75,89	78,71		102,24
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	8,61	8,60	7,94	8,31	8,08	8,04
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	262,82	262,79	272,07	322,83	385,99	385,93
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	19,83	19,81	5,25	8,26	6,31	6,18
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	1,55	1,55	1,68	1,66	2,04	2,03
Ministère des Mines et des Carrières	0,81	0,81	0,48	0,66	0,70	0,70
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	10,81	10,81	10,61	11,28	11,03	10,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4,94	4,93	5,22	5,46	5,53	5,51
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	9,49	9,55	8,56	9,79	10,28	10,23
Ministère des Infrastructures	2,98	2,98	2,43	2,57	2,45	2,44
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,58	0,58	0,73	0,63	0,68	0,68

	2017		2018		2019	
	CP	Ordo.	CP	Ordo.	CP	Ordo.
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,24	0,24	0,48	0,89	1,11	1,04
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique						
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	2,71	2,71	2,17	3,12	3,00	2,99
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1,11	1,11	1,17	1,22	1,34	1,31
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1,84	1,84	2,04	2,32	2,17	2,15
Ministère de l'Energie	na	na	0,26	0,48	0,62	0,62
Grande Chancellerie	0,06	0,06	0,06	0,12	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,31	0,31	0,35	0,33	0,38	0,37
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,45	0,45	0,51	0,49	0,47	0,47
Conseil Constitutionnel	0,45	0,45	0,62	0,58	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,55	0,55	0,54	0,54	0,56	0,56
Cour des Comptes	0,83	0,83	0,76	0,82	0,77	0,77
Cour de Cassation	0,98	0,98	0,94	0,95	1,02	0,95
Dépenses Communes Interministérielles	2,40	0,02	74,73	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>620,89</b>	<b>619,31</b>	<b>705,52</b>	<b>695,70</b>	<b>743,53</b>	<b>844,24</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)**

	2020		2021*	
	CP	Ordo.	CP	Ordo.
Présidence du Faso	4,80	4,80	5,11	5,11
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,58	0,58	0,56	0,56
Premier Ministère	1,50	1,50	1,52	1,52
Conseil Economique et Social	0,20	0,20	0,18	0,18
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,55	0,55	0,25	0,25
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	11,26	11,26	11,30	11,30
Ministère de la Justice	19,96	19,96	22,52	22,52
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	119,37	119,37	136,29	136,29
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	24,67	24,66	19,90	19,90
Ministère de la Sécurité	82,98	82,98	82,89	82,89
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	34,73	34,73	34,68	34,68
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	3,32	3,32	3,47	3,47
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,67	3,67	3,79	3,79
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,22	2,22	1,73	1,73
Ministère des Sports et des Loisirs	2,34	2,34	2,26	2,26
Ministère de la Santé	121,14	121,13	131,96	131,96
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	8,46	8,46	8,32	8,32
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	396,27	395,48	421,01	420,57
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	8,28	8,56	8,56
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	2,30	2,30	2,40	2,40
Ministère des Mines et des Carrières	1,01	1,01	1,45	1,45
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	12,27	12,27	11,95	11,95
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6,19	6,19	6,14	6,14
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	11,44	11,44	12,86	12,86
Ministère des Infrastructures	2,73	2,73	2,80	2,80
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,76	0,76	0,94	0,94

	2020		2021*	
	CP	Ordo.	CP	Ordo.
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,26	1,26	1,35	1,35
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,90	0,90	1,11	1,11
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	3,22	3,22	3,25	3,25
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1,36	1,36	1,58	1,58
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	2,71	2,71	2,89	2,89
Ministère de l'Énergie	0,71	0,71	0,38	0,38
Grande Chancellerie	0,14	0,14	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,37	0,37	0,38	0,38
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,49	0,49	0,65	0,65
Conseil Constitutionnel	0,47	0,47	0,52	0,52
Conseil d'Etat	0,85	0,85	0,66	0,66
Cour des Comptes	1,16	1,16	1,06	1,06
Cour de Cassation	1,35	1,35	1,16	1,16
Dépenses Communes Interministérielles	0,02	0,02	0,02	0,00
<b>Total</b>	<b>898,01</b>	<b>897,20</b>	<b>950,00</b>	<b>949,55</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

**Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	3,56	4,59	5,02	5,64	6,19
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,32	0,20	0,26	0,27	0,23
Premier Ministère	0,56	0,67	0,57	0,66	0,84
Conseil Economique et Social	0,41	0,44	0,48	0,47	0,59
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	0,15	0,21	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	0,20	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	7,04	14,95	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	na	7,07	7,41	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	8,66
Ministère de la Justice	0,00	2,35	2,83	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	1,44	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	3,56	3,26
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	5,56	6,83	6,50	10,60	18,24
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	9,57	11,66	10,70	11,74	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	13,10
Ministère de l'Economie et des Finances et du Développement	3,12	2,71	4,49	5,47	0,00
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	5,55
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,10	0,23	0,39	0,48	0,35
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	1,68	2,10	1,89	2,05	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	2,40
Ministère de la Communication	0,33	0,45	0,90	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	1,06	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	0,99
Ministère de la Promotion de la Femme	0,11	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	0,18	0,25	0,35	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,44	0,53	0,54	0,65	3,92
Ministère de la Santé	10,25	9,15	9,85	12,44	11,49
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	0,36	0,51	0,64	0,68	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	0,59
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	7,34	7,33	7,27	6,95	18,20
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	1,58	2,03	1,90	2,58	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	0,07	0,20	0,36	0,44	0,38
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,07	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	0,14	0,22	0,28	0,18
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	0,57	0,92	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	1,64	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	0,44
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	0,94
Ministère des Ressources Animales	0,29	na	na	0,72	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	0,60	0,73	na	0,62
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,46	0,72	0,57	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	0,95	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	0,80
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	1,23	1,89	2,05	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	1,42
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	0,24
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	0,85	na	na	na	na

	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	0,94	1,19	1,23	1,34
Min. Transports Postes & Eco. Numérique.	0,19	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	0,24	0,20	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	0,15	0,20	0,21	0,28	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,11	0,19	0,45	0,50	0,46
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	0,06	0,33	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	0,41	0,17	na	na
Ministère RechScientifq et Innovation	0,31	0,28	0,65	0,48	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	2,11
Grande Chancellerie	0,33	0,27	0,24	0,29	0,45
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,22	0,24	0,17	0,54	0,25
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,36	0,46	0,40	0,42	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	0,27
Conseil Constitutionnel	0,23	0,30	0,25	0,48	0,22
Conseil d'Etat	0,16	0,17	0,18	0,28	0,19
Cour des Comptes	0,32	0,36	0,31	0,35	0,31
Cour de Cassation	0,12	0,20	0,14	0,20	0,19
Médiateur du Faso	na	0,22	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	1,83	3,82	3,32	4,13	4,80
Dépenses Communes Interministérielles	59,97	39,14	27,03	29,48	16,78
<b>Total</b>	<b>120,69</b>	<b>118,10</b>	<b>101,68</b>	<b>117,79</b>	<b>127,20</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	6,96	6,70	6,27	5,20	10,56	9,95
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,32	0,31	0,28	0,27	0,35	0,34
Premier Ministère	1,14	1,10	1,32	1,28	1,24	1,17
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,58	0,58	0,64	0,64
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,50	0,46	0,82	0,70
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	3,55	3,45	3,52	3,29	2,90	2,72
Ministère de la Justice	3,44	3,31	3,90	3,80	3,32	3,21
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	17,70	17,70	19,54	19,54	18,95	18,95
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	13,35	13,24	14,40	13,34	19,28	18,94
Ministère de la Sécurité	4,47	4,43	5,08	4,99	7,32	6,89
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	45,12	44,78	60,24	59,34	42,10	41,79
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	0,50	0,46	0,66	0,63	0,69	0,66
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,42	3,35	2,98	2,83	2,87	2,72

	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,03	2,01	1,79	1,78	2,49	2,42
Ministère des Sports et des Loisirs	4,27	4,25	4,08	4,03	5,15	5,06
Ministère de la Santé	14,26	13,83	15,54	15,37	19,10	18,92
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	1,01	0,89	1,44	1,26	0,91	0,88
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,61	21,09	22,10	21,71	24,82	24,29
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,53	2,51	1,95	1,92	2,27	2,25
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	0,43	0,41	0,46	0,43	0,51	0,48
Ministère des Mines et des carrières	0,34	0,33	0,29	0,22	0,36	0,30
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	1,25	1,22	1,29	1,24	1,35	1,31
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,67	0,61	0,59	0,57	0,75	0,72
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	1,18	0,99	1,32	1,07	1,39	1,31
Ministère des Infrastructures	1,76	1,69	2,08	1,85	1,91	1,82
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	1,47	1,46	1,61	1,58	1,39	1,38
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,44	0,42	0,49	0,46	0,64	0,62
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,36	0,33
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	0,31	0,29	0,34	0,32	0,50	0,50
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,59	0,51	0,22	0,17	0,26	0,23
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0,57	0,55	0,53	0,51	0,69	0,66
Ministère de l'Energie	0,24	0,23	0,25	0,20	0,29	0,26
Grande Chancellerie	0,62	0,61	0,52	0,52	0,58	0,58
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,31	0,48	0,39	0,42	0,35
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,53	0,53	0,69	0,69	0,77	0,71
Conseil Constitutionnel	0,32	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Conseil d'Etat	0,19	0,19	0,21	0,21	0,22	0,22
Cour des Comptes	0,29	0,29	0,29	0,29	0,35	0,35
Cour de Cassation	0,22	0,22	0,19	0,18	0,21	0,21
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,08	0,08	0,06	0,06	0,16	0,16
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,02	0,02	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,01	0,01	0,17	0,17
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	17,05	13,60	15,13	14,58	25,61	20,63
<b>Total général</b>	<b>180,34</b>	<b>173,91</b>	<b>198,55</b>	<b>192,47</b>	<b>209,96</b>	<b>201,10</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)**

	2020		2021*	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	5,78	5,67	7,88	7,79
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,28	0,28	0,36	0,36
Premier Ministère	1,15	1,15	1,56	1,53
Conseil Economique et Social	0,57	0,57	0,59	0,58
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,37	0,36	0,00	0,00
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	3,10	2,89	3,79	3,71
Ministère de la Justice	3,00	2,98	3,98	3,88
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	19,98	19,98	20,73	20,73
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	17,06	16,95	20,79	20,60
Ministère de la Sécurité	6,58	5,95	6,99	6,88
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	26,91	26,77	30,30	29,89
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	0,58	0,58	0,61	0,60
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,09	2,05	2,94	2,92
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	1,54	1,54	1,47	1,34
Ministère des Sports et des Loisirs	3,35	3,31	6,50	6,45
Ministère de la Santé	18,53	18,32	19,28	19,04
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	1,11	1,03	1,40	1,33
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	24,05	23,73	28,61	28,34
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,03	1,99	2,56	2,49
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	0,45	0,44	0,57	0,55
Ministère des Mines et des Carrières	0,27	0,23	0,51	0,39
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	1,24	1,22	1,48	1,47
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,68	0,64	0,87	0,86
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	1,18	1,16	1,31	1,27
Ministère des Infrastructures	1,66	1,59	1,91	1,88
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	1,14	1,14	1,10	1,07
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,52	0,51	1,32	1,31
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,26	0,25	0,00	0,00
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	0,33	0,33	0,40	0,38
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,46	0,46	0,44	0,40
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0,55	0,52	0,72	0,67
Ministère de l'Energie	0,21	0,20	0,00	0,00
Grande Chancellerie	0,60	0,60	0,69	0,69
Conseil Supérieur de la Communication	0,34	0,34	0,47	0,47
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,69	0,68	0,82	0,81
Conseil Constitutionnel	0,29	0,29	0,32	0,32
Conseil d'Etat	0,20	0,20	0,22	0,22
Cour des Comptes	0,31	0,31	0,33	0,33
Cour de Cassation	0,21	0,21	0,22	0,21

	2020		2021*	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,14	0,14	0,21	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,03	0,03	0,04	0,04
Médiateur du Faso	0,15	0,15	0,25	0,25
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	31,25	23,13	20,47	19,49
<b>Total général</b>	<b>186,20</b>	<b>175,82</b>	<b>199,95</b>	<b>196,73</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

**Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	0,70	1,45	0,32	0,59	1,69
Premier Ministère	2,26	2,24	2,83	2,31	2,61
Parlement	9,39	10,43	9,48	8,16	na
Assemblée Nationale	na	na	na	na	12,66
Min. Admin. Territoriale et de la Sécurité	na	4,80	4,52	14,80	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	12,78	na	na	na	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	11,18
Ministère de la Justice	0,00	1,03	0,76	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotions des Droits Humains	0,31	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	1,14	0,93
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	1,12	1,39	2,22	2,63	2,31
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	0,83	0,58	0,55	0,69	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,46
Ministère de l'Economie et des Finances	23,45	23,41	17,51	13,94	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	11,44
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	1,63
Ministère de la Culture et du Tourisme	1,81	1,74	1,41	1,58	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	1,96	2,26	2,08	2,66	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	2,73
Ministère de la Communication	1,73	4,90	3,55	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	1,81	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	4,56
Ministère de la Promotion de la Femme	0,50	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	0,29	0,39	0,26	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,71	0,73	0,73	0,68	0,57
Ministère de la Santé	30,02	33,28	26,22	29,48	43,73
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	11,14	2,16	2,04	2,13	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	2,35
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	11,85	26,66	20,03	12,03	31,67
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	36,39	42,83	38,75	42,02	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	53,71
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1,69	1,33	1,43	1,20	1,60
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	2,49	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	2,87	2,73	3,04	2,62
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	3,96	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	2,27	1,28	na	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	2,30
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	2,35	na
Ministère des Ressources Animales	0,80	na	na	1,03	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	1,15	1,47	na	0,94

	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	1,60
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,74	0,70	0,64	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	0,95	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	0,88	0,56	0,72	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	0,93
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	0,21
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	0,24	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	0,31	0,19	0,34	0,31
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique	0,85	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	0,03	0,32	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	3,26	3,33	3,57	3,33	na
Min. Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	2,93
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,05	0,04	0,01	0,01	0,01
Ministère des Recherches Scientifique et Innovation	3,82	4,31	4,23	4,06	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	7,63	7,40	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	0,36	0,22	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	0,17
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	0,05
Conseil Supérieur de la communication	0,15	0,15	0,15	0,11	0,11
Cour de Cassation	na	na	na	na	0,10
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission Informatique et des Libertés	na	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	na	0,02	0,46	0,48	0,43
Dépenses Communes Interministérielles	195,08	143,98	181,37	165,88	166,79
<b>Total</b>	<b>360,28</b>	<b>330,16</b>	<b>340,12</b>	<b>320,90</b>	<b>365,89</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	3,67	3,21	3,67	2,83	6,58	6,58
Premier Ministère	2,89	2,87	4,24	4,13	4,45	4,42
Parlement	12,17	12,17	13,17	13,17	15,63	15,63
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,25	0,25	1,43	1,43
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	12,70	11,95	14,44	14,16	14,95	14,94
Ministère de la Justice	1,31	1,14	1,14	1,14	1,35	1,35
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	0,52	0,52	2,52	2,52	0,83	0,82
Ministère de la Sécurité	2,41	2,22	3,88	3,80	3,79	3,42
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	11,88	11,56	21,50	17,59	32,32	30,88
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	2,36	2,31	3,86	3,83	4,05	4,02
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,13	3,13	4,57	4,57	5,15	5,14
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,18	4,48	7,43	7,43	5,78	5,78
Ministère des Sports et des Loisirs	0,46	0,40	0,43	0,43	0,63	0,63
Ministère de la Santé	49,83	49,74	63,88	63,88	63,89	63,88
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	2,37	2,17	2,34	2,32	3,76	3,73
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	19,24	19,20	23,45	22,11	24,81	24,18
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	63,02	63,01	64,39	64,39	70,75	70,75
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	8,24	8,23	11,55	8,55	2,39	2,36
Ministère des Mines et des Carrières	2,75	2,37	1,96	1,96	4,73	4,73
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	3,65	3,62	2,45	2,45	6,95	6,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94	0,92	1,01	0,98	1,07	1,05
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	1,64	1,63	2,21	2,19	2,74	2,74
Ministère des Infrastructures	0,33	0,33	0,44	0,44	0,30	0,30
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,32	0,32	0,31	0,31	0,44	0,44
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,05	1,05	1,04	1,04	0,60	0,60
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,26	0,26
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	3,23	3,07	3,45	3,43	5,83	5,82
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,03	0,00	0,03	0,02	0,02	0,02
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1,04	1,01	0,98	0,97	0,98	0,95
Ministère de l'Energie	2,78	2,78	1,29	1,29	2,37	2,37
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,07	0,07	0,11	0,06
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,19	0,18	0,21	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,19	1,19	1,19	0,22	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33	0,33	0,35	0,35	0,35	0,35
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,42	0,42	0,41	0,41
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	200,77	198,40	123,78	122,66	182,54	141,20
<b>Total</b>	<b>442,46</b>	<b>436,34</b>	<b>409,19</b>	<b>398,33</b>	<b>493,98</b>	<b>449,86</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)**

	2020		2021*	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	4,59	4,59	5,00	5,00
Premier Ministère	9,06	9,06	4,66	4,61
Parlement	17,44	17,44	19,39	17,39
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	1,67	1,67	0,00	0,00
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	13,02	13,02	15,10	14,62
Ministère de la Justice	1,30	1,29	2,53	2,53
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	5,18	5,18	5,59	5,59
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	0,34	0,34	2,22	2,22
Ministère de la Sécurité	3,91	3,87	3,96	3,95
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	25,53	24,85	30,23	30,06
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	4,49	4,49	3,11	3,11
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,55	3,55	5,67	5,66
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	9,51	9,51	8,51	8,48
Ministère des Sports et des Loisirs	0,44	0,44	0,63	0,63
Ministère de la Santé	68,24	68,24	74,84	74,73
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	17,19	17,18	7,49	7,48
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,97	21,83	29,70	28,67
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	65,22	65,22	71,29	71,29
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	14,15	2,14	6,06	6,02
Ministère des Mines et des Carrières	3,79	3,79	11,02	8,76
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	2,39	2,37	3,39	2,31
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,91	0,91	0,94	0,94
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	2,08	2,07	2,50	2,50
Ministère des Infrastructures	0,56	0,56	0,35	0,35

	2020		2021*	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,32	0,32	0,61	0,51
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,67	0,67	1,30	1,20
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,31	0,31	0,00	0,00
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	9,10	9,10	6,28	6,28
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,00	0,00	0,03	0,03
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	4,25	4,24	3,19	3,17
Ministère de l'Energie	12,96	12,96	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,11	0,11
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,01	0,01	0,01	0,01
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,17	0,17	0,21	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,20	0,23	0,23
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,34	0,34	0,36	0,36
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,41	0,41
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,98	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	135,57	121,14	101,29	100,82
<b>Total</b>	<b>479,87</b>	<b>452,48</b>	<b>447,20</b>	<b>439,13</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

**Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	3,47	10,68	11,77	7,81	9,81
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,50	0,05	0,04	na	na
Premier Ministère	0,91	12,00	10,89	21,26	16,82
Parlement	0,70	0,35	2,18	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques	3,00	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale & de la Sécurité	na	13,04	8,04	31,10	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	15,15	na	na	na	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	16,36
Ministère de la Justice	na	4,26	2,33	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	2,97	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	1,65	0,82
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	13,88	32,00	12,26	4,00	11,70
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	5,22	4,58	0,45	12,03	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	5,50
Ministère de l'Economie et des Finances	36,01	40,49	38,80	32,72	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	35,02
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,62	0,62	1,07	1,20	0,41
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	1,29	1,43	0,61	0,97	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale				na	0,73
Ministère de la Communication	0,46	4,31	2,93	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	4,50	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	0,64
Ministère de la Promotion de la Femme	0,63	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	0,43	0,06	na	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,70	0,41	0,03	0,39	1,21
Ministère de la Santé	14,87	21,90	8,28	17,14	23,66
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2,23	7,07	1,89	2,49	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	2,28
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	15,93	11,04	13,34	7,81	17,42
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	10,54	19,23	7,93	1,01	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	8,84
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	3,24	1,71	2,53	0,48	0,86
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	12,43	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	30,16	0,69	5,26	6,15
Min. de l'Agriculture & de l'Hydraulique	62,68	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	36,57	26,56	na	na
Min Agri RessHydrAss & Séc Alimentaire	na	na	na	57,80	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	34,36
Ministère des Ressources Animales	11,96	na	na	2,12	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	8,57	7,21	na	3,64
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,64	0,70	2,05	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	1,98	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	2,55
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	49,94	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	60,64	29,90	32,17	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	56,01
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	2,34	2,64	0,39	0,97
Min. Transports Postes & Eco. Numérique	2,28	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	0,15	0,30	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	16,08	6,85	12,06	6,05	na

	2012	2013	2014	2015	2016
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	7,99
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	9,81	7,66	6,17	4,01	4,76
Ministère RechScientif et Innovation	0,63	0,81	0,71	0,36	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	6,00	0,53	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	33,99	26,01	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	24,20
Grande Chancellerie	0,34	1,07	0,44	0,10	na
Conseil Supérieur de la communication	0,25	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat		0,30	0,29	0,03	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	0,06
Conseil Constitutionnel	na	na	na	na	0,04
Cour des Comptes	0,06	na	na	na	na
Cour de Cassation		0,03	0,04	0,06	na
Transferts Ressources Collectivités T.	12,51	20,06	18,53	7,08	10,25
Dépenses Communes Interministérielles	62,97	73,71	30,56	17,93	16,41
<b>Total</b>	<b>374,90</b>	<b>475,17</b>	<b>290,13</b>	<b>281,89</b>	<b>319,45</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Présidence du Faso	13,24	18,23	15,87	29,78	9,60	9,42	34,29	16,58	16,58
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,24	0,12	0,12
Primature	24,23	19,85	19,85	11,47	8,17	8,17	12,49	11,19	11,16
Parlement	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	0,00	5,24	5,24
CES									
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,18	0,17	0,15
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	7,23	16,49	15,19	31,77	6,53	6,33	1,94	7,47	7,42
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	10,19	5,01	3,10	9,07	5,02	5,01	6,48	6,80	5,11
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	15,42	15,42	67,93	64,47	64,47	67,95	70,82	70,82
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	13,60	4,73	4,72	12,60	2,92	2,74	5,22	2,80	2,72
Ministère de la Sécurité	12,58	14,43	14,30	13,89	14,01	14,00	14,20	14,04	14,02
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	57,89	26,17	24,93	12,82	12,09	12,00	21,73	12,47	12,42
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	8,04	0,96	0,53	9,41	0,06	0,06	0,41	0,32	0,32

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	1,81	1,59	5,21	0,88	0,88	1,72	0,78	0,78
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	1,46	1,39	2,59	1,47	1,47	1,40	1,16	0,97
Ministère des Sports et des Loisirs	3,25	2,24	1,80	2,92	1,22	1,15	1,43	1,20	1,18
Ministère de la Santé	70,06	48,55	47,49	46,76	36,80	36,60	39,61	28,93	28,93
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	2,93	2,23	1,95	2,79	1,59	1,31	0,86	2,73	2,35
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,92	24,23	23,54	17,40	13,45	12,95	5,06	11,73	11,20
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	90,68	16,94	16,88	27,70	9,32	8,91	31,00	13,27	13,25
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	10,39	3,21	3,07	7,86	4,75	4,73	3,18	2,43	2,43
Ministère des Mines et des Carrières	0,00	0,02	0,02	4,34	0,00	0,00	0,48	0,27	0,11
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	54,27	59,90	56,13	88,37	46,65	44,78	38,87	33,64	32,35
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	101,20	9,59	9,15	44,49	8,31	7,45	7,57	9,34	9,27
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	3,95	4,90	3,61	2,60	2,60	2,47	6,21	4,29	3,25
Ministère des Infrastructures	628,31	92,92	92,41	134,00	81,22	80,35	20,03	51,32	51,00
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	4,50	3,06	3,02	3,46	4,05	4,05	1,66	4,61	4,57
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	0,21	0,17	17,18	4,49	4,08	7,20	7,19	6,99
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	0,00	0,13	0,13
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes	1,91	11,38	11,06	1,67	5,46	4,81	1,09	2,30	2,11
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	15,57	6,27	5,62	8,93	2,90	2,62	6,99	6,56	4,16
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	63,03	74,83	73,11	75,12	45,64	43,82	18,92	26,45	25,83
Ministère de l'Energie	149,07	12,24	12,11	98,58	9,06	8,73	34,93	9,45	9,13
Grande Chancellerie	0,21	0,21	0,21	0,00	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,03	0,03	0,50	0,05	0,03	0,40	0,10	0,10
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	1,96	1,68	1,00	0,98	0,98	1,20	1,17	1,17
Conseil Constitutionnel	5,37	1,83	1,81	32,33	2,34	2,34	na	na	na

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Cour des Comptes									
Cour de Cassation	0,06	0,06	0,00	0,11	0,00	0,00	0,16	0,11	0,11
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,04	0,04	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	33,27	33,27	12,08	17,39	17,39	9,26	14,73	14,73
Dépenses Communes Interministérielles	9,97	39,73	36,98	8,91	17,26	14,78	5,14	27,48	21,48
<b>Total</b>	<b>1 444,75</b>	<b>577,66</b>	<b>555,28</b>	<b>849,32</b>	<b>444,32</b>	<b>432,44</b>	<b>409,49</b>	<b>409,35</b>	<b>393,63</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (suite)**

	2020			2021*		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Présidence du Faso	27,41	14,71	14,51	25,75	18,67	18,63
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,10	0,10	0,04	0,21	0,26	0,20
Primature	4,95	5,93	5,93	8,83	7,24	6,91
Parlement	1,50	1,50	1,50	7,40	7,40	7,40
CES				0,10	0,10	0,10
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	0,09	0,09	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	1,77	8,30	8,28	6,67	13,56	12,88
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,82	1,14	0,82	2,69	4,20	3,45
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,34	78,64	78,64	90,46	92,00	92,00
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	2,44	2,44	2,43	8,02	7,84	6,87
Ministère de la Sécurité	19,17	21,64	21,40	22,29	23,23	22,38
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	12,89	15,39	15,24	21,04	20,84	16,66
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	0,32	0,10	0,10	1,11	1,64	1,11
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	0,46	0,44	1,78	1,07	1,03
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,06	2,36	2,36	3,08	3,08	3,08
Ministère des Sports et des Loisirs	2,28	2,10	2,07	18,61	5,58	5,36
Ministère de la Santé	20,46	40,76	36,45	33,72	52,95	50,25
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	0,14	0,59	0,48	2,03	2,50	1,83
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	7,52	8,59	7,94	10,57	11,44	9,98
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	9,62	8,90	15,41	12,13	11,33
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	0,80	1,53	1,53	1,66	1,97	1,39
Ministère des Mines et des Carrières	0,00	0,00	0,00	1,23	9,25	5,79

	2020			2021*		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	22,88	37,19	34,01	24,85	49,57	41,27
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8,37	7,89	7,86	2,00	4,15	3,39
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	3,12	4,47	3,84	3,33	4,88	4,32
Ministère des Infrastructures	57,59	56,57	54,98	20,19	60,85	58,62
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	1,55	3,27	3,22	2,92	4,27	3,36
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,50	5,85	5,84	2,72	7,33	5,32
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,21	0,21	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	0,51	1,53	1,48	1,12	3,37	2,73
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	4,87	3,72	2,61	6,17	7,02	6,48
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	14,05	23,86	22,33	19,71	36,79	35,08
Ministère de l'Energie	2,87	5,27	5,11	0,00	0,00	0,00
Grande Chancellerie	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,00	0,00	0,00	0,05	0,05	0,01
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	1,21	1,21	1,48	1,46	1,46
Conseil d'Etat	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05
Conseil Constitutionnel	na	na	na	0,05	0,04	0,03
Cour des Comptes				0,05	0,05	0,05
Cour de Cassation	0,07	0,07	0,07	0,10	0,10	0,10
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	na	na	0,05	0,05	0,05
Transferts des Ressources aux CT	9,34	14,83	14,83	7,95	18,30	6,74
Dépenses Communes Interministérielles	2,70	55,57	45,02	3,34	50,81	49,93
<b>Total</b>	<b>323,77</b>	<b>437,55</b>	<b>411,85</b>	<b>378,76</b>	<b>546,09</b>	<b>497,63</b>

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre

**Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses communes interministérielles	5,5	39,65	9,12	4,68	6,99

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)**

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo.en CP	AE	CP	Ordo.en CP	AE	CP	Ordo.en CP
Dépenses Communes Interministérielles	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

**Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite)**

	2020			2021*		
	AE	CP	Ordo.en CP	AE	CP	Ordo.en CP
Dépenses Communes Interministérielles	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires et sont celles du rapport sur l'exécution du budget, exercice 2021 à fin décembre



## **QUATRIEME PARTIE**



# **SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE**

**Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dette extérieure</b>	<b>1 290,56</b>	<b>1 295,98</b>	<b>1 412,86</b>	<b>1 615,07</b>	<b>1 766,14</b>	<b>1 742,99</b>	<b>1 909,56</b>	<b>2 188,57</b>	<b>2 464,25</b>	<b>2 852,48</b>
<b>Dette multilatérale</b>	<b>1 074,10</b>	<b>1 084,09</b>	<b>1 194,75</b>	<b>1 377,72</b>	<b>1 524,21</b>	<b>1 505,38</b>	<b>1 664,38</b>	<b>1 946,03</b>	<b>2 178,09</b>	<b>2 528,78</b>
Fonds monétaire international	105,86	102,64	107,62	122,05	129,23	109,35	106,45	134,04	213,90	199,17
Association intern. pour le développement	445,69	463,96	511,17	629,50	732,93	729,92	834,35	980,35	1082,94	1242,36
Fonds africain développement	240,70	244,06	253,20	280,42	291,20	298,44	313,72	329,21	352,74	358,94
Autres dettes extérieures	281,86	273,42	322,76	345,74	370,85	367,67	409,87	502,43	528,52	728,32
<b>Dette bilatérale</b>	<b>216,46</b>	<b>211,89</b>	<b>218,11</b>	<b>237,35</b>	<b>241,93</b>	<b>221,74</b>	<b>224,24</b>	<b>224,24</b>	<b>250,78</b>	<b>266,41</b>
Club de Paris	56,71	56,50	55,77	42,51	50,68	58,11	86,23	87,37	108,13	103,78
Hors Club de Paris	159,75	155,39	162,34	194,84	191,25	163,64	138,01	136,87	142,64	162,64
<b>Créditeurs privés</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>15,87</b>	<b>20,94</b>	<b>18,30</b>	<b>35,38</b>	<b>57,28</b>
Banques commerciales	na	na	na	na	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

## 4.1. Encours de la dette

**Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dette intérieure</b>	<b>351,69</b>	<b>437,78</b>	<b>523,10</b>	<b>573,46</b>	<b>730,97</b>	<b>1 024,20</b>	<b>1 456,39</b>	<b>1 778,96</b>	<b>2 313,42</b>	<b>3 326,23</b>
Bons du Trésor	25,75	0,00	104,14	119,89	225,00	273,76	282,68	244,43	242,01	356,46
Obligations du Trésor	214,24	306,36	297,70	340,72	416,72	683,11	971,38	1260,86	1619,37	2299,49
Dettes titrisées	62,53	50,08	47,14	29,92	5,27	4,39	160,40	148,84	136,20	41,64
Banques commerciales	49,18	81,34	74,11	82,92	62,97	49,04	35,10	123,80	315,64	537,00
Arriérés audités non-titrisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	21,01	13,90	6,83	1,02	0,20	91,64

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

## 4.2. Service de la dette publique

**Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Service de la dette extérieure</b>	<b>37,42</b>	<b>38,85</b>	<b>45,51</b>	<b>48,75</b>	<b>56,33</b>	<b>70,37</b>	<b>78,14</b>	<b>80,45</b>	<b>84,91</b>	<b>101,16</b>
Amortissement	21,84	26,03	30,81	32,88	39,38	50,21	55,08	59,58	61,37	72,53
Charges, intérêts et commissions	15,58	12,82	14,70	15,87	16,94	20,16	23,06	20,87	23,55	28,63
<b>Service de la dette intérieure</b>	<b>55,13</b>	<b>66,61</b>	<b>110,90</b>	<b>119,60</b>	<b>172,06</b>	<b>158,93</b>	<b>177,90</b>	<b>264,62</b>	<b>473,62</b>	<b>705,84</b>

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Amortissement	29,00	48,54	81,47	91,72	122,06	109,47	103,64	233,91	350,67	542,63
Charges, intérêts et commissions	26,13	18,07	29,43	27,88	50,01	49,46	74,26	30,71	122,95	163,22
<b>Total service de la dette publique</b>	<b>92,55</b>	<b>105,46</b>	<b>156,41</b>	<b>168,35</b>	<b>228,39</b>	<b>229,30</b>	<b>256,04</b>	<b>345,07</b>	<b>558,53</b>	<b>807,00</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

### 4.3. Ratios d'endettement

Tableau N° 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement

Ratios	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Ratio de viabilité</b>						
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=40	19,20	18,10	20,60	19,32	22,90
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	165,60	76,40	54,60	53,41	61,70
Valeur actualisée de la dette/Rev	<=250	251,70	92,40	96,60	93,57	92,60
<b>Ratio de soutenabilité</b>						
Service de la dette /XBS	<=15	2,56	2,89	3,34	3,49	3,36
Service de la dette /Rev	<=18	3,75	3,40	4,27	4,65	4,58
<b>Agrégats</b>						
Encours de la dette (en milliards FCFA)		1 642,25	1 733,75	1 935,94	2 188,51	2 497,11
PIB nominal (en milliards FCFA)		5 700,58	5 902,38	6 119,57	6 162,49	6 444,23

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national

Tableau N° 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement (suite)

Ratios	Norme	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Ratio de viabilité</b>						
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=40	25,00	30,90	33,60	42,50	44,30
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	57,40	70,00	138,86	67,50	39,40
Valeur actualisée de la dette/Rev	<=250	88,80	132,00	158,62	nd	nd
<b>Ratio de soutenabilité</b>						
Service de la dette /XBS	<=15	3,73	3,55	3,91	2,90	3,10
Service de la dette /Rev	<=18	5,07	5,10	4,60	3,80	6,20
<b>Agrégats</b>						
Encours de la dette (en milliards FCFA)		2 767,19	3 365,95	3 967,53	4 777,67	6 178,71
PIB nominal (en milliards FCFA)	7 177,42	7 866,31	8 260,13	10 121,95	10 802,45	

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national

## 4.4. Tirages sur emprunts

Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dettes extérieures</b>	<b>148,68</b>	<b>69,59</b>	<b>60,84</b>	<b>145,10</b>	<b>170,67</b>	<b>146,08</b>	<b>214,17</b>	<b>336,70</b>	<b>431,82</b>	<b>423,20</b>
<b>Multilatéraux</b>	<b>142,65</b>	<b>62,62</b>	<b>57,13</b>	<b>131,30</b>	<b>152,10</b>	<b>113,94</b>	<b>193,47</b>	<b>321,62</b>	<b>353,82</b>	<b>379,01</b>
Prêts programme	37,49	28,77	3,79	54,64	81,94	3,53	13,99	103,70	142,07	60,62
Prêts projets	105,16	33,85	53,34	76,66	70,16	110,41	179,48	217,92	211,75	318,39
<b>Bilatéraux</b>	<b>6,03</b>	<b>6,97</b>	<b>3,71</b>	<b>13,80</b>	<b>18,57</b>	<b>16,27</b>	<b>12,92</b>	<b>15,07</b>	<b>54,52</b>	<b>22,72</b>
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,18	31,96	0,00
Prêts projets	6,03	6,97	3,71	13,80	18,57	16,27	12,92	5,89	22,57	22,72
<b>Créditeurs privés</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>15,87</b>	<b>7,79</b>	<b>0,00</b>	<b>23,48</b>	<b>21,47</b>
Prêts programme	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	na	na	na	na	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47
<b>Dettes intérieures</b>	<b>32,35</b>	<b>121,60</b>	<b>41,68</b>	<b>96,72</b>	<b>165,00</b>	<b>351,77</b>	<b>347,19</b>	<b>362,80</b>	<b>635,77</b>	<b>933,63</b>
Emprunts obligataires intérieurs	32,35	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63
<b>Total tirages</b>	<b>181,03</b>	<b>191,19</b>	<b>102,52</b>	<b>241,82</b>	<b>335,67</b>	<b>497,86</b>	<b>561,36</b>	<b>699,50</b>	<b>1 067,59</b>	<b>1 356,83</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

## 4.5. Allègements de dette obtenus

Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	18,89	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	13,68	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95
Annulation du service FMI/ COVID 19	na	14,30	16,63							
<b>Total allègements obtenus</b>	<b>32,57</b>	<b>31,96</b>	<b>46,26</b>	<b>48,59</b>						

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique



**CINQUIEME PARTIE**



**SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE  
AU DEVELOPPEMENT**

## 5.1. Aide publique au développement par nature de financement

Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Prêts	192,34	117,84	256,73	277,97	313,74	282,25	416,46	532,16	745,55	671,88
Subventions	970,51	1 030,31	848,29	822,72	781,04	852,39	1 023,76	1 016,56	1 396,11	1 497,82
<b>Ensemble</b>	<b>1 162,85</b>	<b>1 148,14</b>	<b>1 105,02</b>	<b>1 100,69</b>	<b>1 094,78</b>	<b>1 134,65</b>	<b>1 440,22</b>	<b>1 548,72</b>	<b>2 141,66</b>	<b>2 169,70</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions \$US)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Appui programme</b>	<b>326,09</b>	<b>214,96</b>	<b>197,72</b>	<b>264,71</b>	<b>267,00</b>	<b>22,72</b>	<b>152,23</b>	<b>1,20</b>	<b>0,85</b>	<b>nd</b>
Appui budgétaire général	323,95	212,99	196,91	264,53	266,59	22,72	151,68	1,20	0,85	nd
Non attribué	2,14	1,98	0,82	0,17	0,41	0,00	0,55	0,00	0,00	nd
<b>Organisation, infrastructures et équipements administratifs</b>	<b>101,16</b>	<b>128,28</b>	<b>131,09</b>	<b>124,74</b>	<b>132,06</b>	<b>240,50</b>	<b>347,10</b>	<b>170,50</b>	<b>271,01</b>	<b>nd</b>
Cartographie	2,20	1,77	0,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Informatique	0,51	0,90	0,90	1,41	3,38	29,80	12,57	0,00	0,00	nd
Infrastructure	13,98	24,03	27,74	39,69	16,84	17,64	21,78	39,51	66,14	nd
Matériel et équipement administratif	13,37	12,89	6,84	7,70	7,90	3,71	4,36	9,28	10,11	nd
Mesures et actions institutionnelles	50,36	74,44	94,77	74,92	103,93	181,15	308,25	119,76	191,28	nd
Non attribué	20,74	14,26	0,11	1,02	0,00	8,20	0,13	1,96	3,49	nd
<b>Production</b>	<b>198,36</b>	<b>201,87</b>	<b>195,17</b>	<b>188,86</b>	<b>172,95</b>	<b>322,66</b>	<b>218,61</b>	<b>282,69</b>	<b>302,25</b>	<b>nd</b>
Agriculture	170,90	164,18	149,04	162,83	123,25	250,51	151,14	198,25	245,65	nd
Artisanat	0,24	2,35	1,19	0,80	0,00	0,23	0,20	0,00	1,73	nd
Elevage	5,83	4,69	20,42	8,81	11,85	22,01	17,62	30,80	28,16	nd
Environnement	9,14	17,45	19,15	13,21	20,21	41,66	39,20	50,54	20,59	nd
Industrie	0,12	0,00	0,13	0,16	5,32	1,55	2,88	0,69	0,30	nd
Mines	0,44	2,37	4,91	2,76	6,30	5,77	5,91	0,93	2,06	nd
Pêche	1,27	0,12	0,02	0,11	0,89	0,92	1,34	1,25	3,77	nd
Non attribué	10,42	10,70	0,31	0,17	5,14	0,00	0,32	0,24	0,00	nd
<b>Secteurs sociaux</b>	<b>334,30</b>	<b>338,81</b>	<b>301,80</b>	<b>273,60</b>	<b>245,73</b>	<b>318,42</b>	<b>414,88</b>	<b>507,30</b>	<b>705,09</b>	<b>nd</b>
Action sociale	31,34	47,41	69,88	50,80	60,53	59,13	122,43	168,86	238,96	nd
Education et formation	119,95	86,25	87,70	90,29	93,99	90,07	114,86	94,41	134,11	nd
Habitat et urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,76	2,24	7,51	24,89	1,37	44,01	nd
Information, art et culture	3,99	2,13	11,39	12,89	1,37	13,41	5,67	3,22	5,12	nd
Santé	136,34	146,27	120,42	106,17	69,55	143,19	146,81	236,10	268,07	nd
Sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	nd
VIH/SIDA	22,14	26,83	0,86	3,45	0,97	0,84	0,22	0,00	0,00	nd
Non attribué	20,54	29,91	11,55	9,24	17,08	4,20	0,00	3,34	14,83	nd
<b>Soutien à la production</b>	<b>175,43</b>	<b>225,21</b>	<b>245,56</b>	<b>237,73</b>	<b>241,00</b>	<b>229,27</b>	<b>301,90</b>	<b>325,34</b>	<b>307,94</b>	<b>nd</b>
Commerce	4,53	15,40	15,25	56,47	3,62	4,80	1,38	1,38	22,93	nd
Eau et aménagements hydro agricole	89,20	72,80	108,20	77,79	131,21	94,38	97,06	185,41	115,18	nd
Energie	29,98	46,23	60,51	52,14	38,56	66,23	84,39	73,63	79,26	nd
Tourisme et hôtellerie	0,00	0,00	0,00	0,07	0,04	0,00	0,00	0,00	0,01	nd
Transports	48,70	89,23	54,66	50,49	67,55	63,86	119,06	64,47	87,20	nd
Non attribué	3,02	1,55	6,95	0,76	0,02	0,00	0,00	0,45	3,36	nd
<b>Secteur non attribué</b>	<b>27,51</b>	<b>39,01</b>	<b>33,68</b>	<b>11,08</b>	<b>36,03</b>	<b>1,08</b>	<b>5,50</b>	<b>257,53</b>	<b>552,62</b>	<b>nd</b>
Non attribué	27,51	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62	nd

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Total</b>	<b>1 162,851</b>	<b>148,141</b>	<b>105,021</b>	<b>100,721</b>	<b>094,781</b>	<b>134,651</b>	<b>440,221</b>	<b>544,572</b>	<b>139,77</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

## 5.2. Principaux ratios de l'aide publique au développement

Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
APD/PIB (en %)	9,09	8,70	8,07	7,92	8,5	8,1	9,0	9,7	12,1	11,1
APD/tête (en \$US)	69,30	66,28	61,80	59,66	58	58	71	74	100	98
APD/tête (en milliers FCFA)	34,75	33,34	31,09	30,01	34,1	33,6	39,6	43,5	57,3	54,3

Source : Direction générale de la coopération

## 5.3. Aide publique au développement par donateur

Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Bilatérale</b>	<b>496,50</b>	<b>539,97</b>	<b>405,01</b>	<b>409,42</b>	<b>396,41</b>	<b>424,85</b>	<b>419,94</b>	<b>473,09</b>	<b>782,80</b>	<b>699,65</b>
Abu Dhabi	2,05	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	42,34	37,67	48,57	50,11	38,19	43,77	45,37	74,10	75,51	80,20
Arabie Saoudite	0,98	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00
Autriche	7,16	7,61	3,69	4,45	5,36	3,59	0,00	8,65	7,17	0,00
Banque de Chine	na	16,35	34,70	0,00						
Belgique	2,98	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	17,11	18,86	41,34	40,59
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Canada	28,22	26,82	17,75	22,33	27,32	22,55	39,59	29,43	47,46	56,35
Chine-Taiwan	23,78	25,56	26,81	15,14	26,86	20,48	0,00	0,00	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	41,47	37,71	48,41	36,31	39,38	59,39	54,90	26,93	12,46	27,24
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etats Unis	115,90	160,18	109,26	83,27	46,23	105,12	93,71	73,23	195,78	180,45
France	39,51	44,45	31,73	87,16	107,89	82,79	81,99	105,55	171,63	132,13
Inde	11,15	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00
Italie	0,00	0,00	11,95	12,56	6,64	5,81	7,06	10,69	11,89	14,32
Japon	50,03	39,29	28,07	26,61	15,03	26,58	13,44	11,05	53,31	32,38
Koweït	6,19	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98
Luxembourg	9,23	14,93	22,69	21,01	23,50	16,34	21,88	24,74	30,35	33,14
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pays-Bas	56,00	39,46	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,77	0,79	0,00	0,94	1,57	0,00	0,00
Suisse	26,42	29,61	24,76	32,28	27,73	24,50	27,85	29,43	38,18	40,75
Suède	33,08	62,84	18,71	13,75	24,44	6,16	15,48	36,35	36,43	29,58
<b>Multilatérale</b>	<b>627,42</b>	<b>574,87</b>	<b>653,84</b>	<b>636,21</b>	<b>660,66</b>	<b>643,96</b>	<b>958,65</b>	<b>999,56</b>	<b>1 276,00</b>	<b>1 383,48</b>
Banque africaine de développement	67,66	38,76	32,31	71,84	51,88	78,13	103,43	48,74	49,65	15,72
BADEA	4,40	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16
Banque islamique de développement	19,42	7,71	0,28	3,61	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02
Banque mondiale	143,53	193,93	262,28	199,35	296,79	196,63	404,36	331,90	416,79	544,09

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
BOAD	12,57	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55
CEDEAO	2,01	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00
FMI	49,02	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99
Fonds OFID	17,63	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,00	0,00
Fonds Mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53	0,00	0,00
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00	0,00
Indépendant	50,07	30,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,37	109,44
Nations Unies	150,20	130,45	104,51	108,61	97,43	108,87	85,11	179,58	163,40	142,15
UEMOA	na	1,83								
Union européen.	110,91	147,43	194,27	194,51	128,48	193,71	236,30	176,24	265,21	149,45
<b>ONG Internat.</b>	<b>38,93</b>	<b>33,30</b>	<b>41,76</b>	<b>55,06</b>	<b>37,71</b>	<b>65,84</b>	<b>61,64</b>	<b>76,07</b>	<b>82,86</b>	<b>86,57</b>
<b>Populations cibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,41</b>	<b>0,00</b>						
<b>Total</b>	<b>1 162,85</b>	<b>1 148,14</b>	<b>1 105,02</b>	<b>1 100,69</b>	<b>1 094,78</b>	<b>1 134,65</b>	<b>1 440,22</b>	<b>1 548,72</b>	<b>2 141,66</b>	<b>2 169,70</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

## 5.4. Aide publique au développement selon les instruments de financement

Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Aide projet (en millions \$US)	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94
Appui budgétaire (en millions \$US)	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09
Aide alimentaire (en millions \$US)	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63
Assistance et secours d'urgence (en millions \$US)	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04
<b>Total APD (en millions \$US)</b>	<b>1 162,85</b>	<b>1 148,14</b>	<b>1 105,02</b>	<b>1 100,69</b>	<b>1 094,78</b>	<b>1 134,65</b>	<b>1 440,22</b>	<b>1 548,72</b>	<b>2 141,66</b>	<b>2 169,70</b>
<b>Total APD (en milliards FCFA)</b>	<b>583,00</b>	<b>577,58</b>	<b>555,88</b>	<b>553,70</b>	<b>648,60</b>	<b>660,22</b>	<b>800,73</b>	<b>907,41</b>	<b>1 233,00</b>	<b>1 203,16</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions \$US)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Aide projet - Avec fonds commun</b>	<b>72,15</b>	<b>90,83</b>	<b>29,88</b>	<b>25,14</b>	<b>102,29</b>	<b>40,95</b>	<b>44,41</b>	<b>65,39</b>	<b>57,18</b>	<b>103,94</b>
Affaires Mondiales Canada	10,99	7,05	0,82	8,42	10,13	7,70	7,72	7,54	7,46	7,99
Agence danoise pour le développement international	13,54	5,02	5,58	5,34	2,93	2,59	5,99	1,00	1,59	4,77
Agence française de développement	0,17	6,33	4,02	2,20	54,90	11,79	7,61	15,34	17,22	28,68
Agence suédoise de développement international	1,49	5,76	5,91	1,75	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	8,18
Association internationale de développement	3,14	22,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,63	0,00	2,61	1,84	0,00

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Coopération néerlandaise	29,60	15,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	3,80	0,66	0,90	0,75	1,10	0,00	0,00	0,47	0,00
Coopération suédoise	0,39	2,59	0,00	0,00	16,64	2,77	2,72	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	4,78	0,00	4,18	4,93	2,18	2,15	2,03	14,61	3,22	8,01
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	2,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Européen de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,32	15,68	0,00	0,00	19,01
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	0,94	10,96	0,00	0,00	5,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations Unies pour la population	0,00	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,21	5,70	8,55
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GIZ	3,17	2,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	3,93	1,51	4,43	1,47	6,02	4,89	2,48	12,54	13,77	0,00
KfW	0,00	0,00	4,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	4,39	0,00	0,00	1,53	0,02	0,00	0,00	0,00	18,75
Organisation Mondiale de la Santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,92	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Programme des Nations unies pour le développement	0,00	0,01	0,00	0,00	-0,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,54	0,00	0,00
<b>Aide projet - Sans fonds commun</b>	<b>644,72</b>	<b>702,29</b>	<b>773,21</b>	<b>622,56</b>	<b>671,79</b>	<b>907,14</b>	<b>1090,12</b>	<b>1052,72</b>	<b>1395,14</b>	<b>1699,00</b>
ACDI/VOCA	1,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Abu Dhabi	2,05	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Africare	0,00	0,15	0,56	1,12	0,00	0,44	0,15	0,00	0,00	0,00
Affaires Mondiales Canada	17,23	19,78	16,93	13,90	17,19	14,85	31,87	21,89	39,92	36,50
Agence danoise pour le développement international	4,32	9,25	17,81	8,12	22,75	38,90	32,61	18,29	7,18	19,78
Agence française de développement	15,54	10,67	5,98	67,20	39,54	56,98	50,84	44,53	91,02	67,43
Agence Internationale de Coopération pour le Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35	0,00	0,00
Agence suédoise de développement international	2,50	8,80	6,29	4,61	5,00	0,59	0,63	3,77	18,13	18,19
Association internationale de développement	50,39	101,74	162,04	49,35	144,10	196,63	328,94	233,74	266,23	380,68
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,34
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	4,40	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16
Banque européenne d'investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	19,42	7,71	0,28	3,30	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Banque Ouest-africaine de développement	12,57	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	2,01	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00
Bornefonden	0,00	0,00	2,18	0,00	1,63	1,34	0,00	0,00	0,00	0,00
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	4,59	6,68	10,88	20,59	12,11	13,51	0,00	8,61	13,04	12,67
Centre italien d'aide à l'enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,12	8,81	1,77	18,17	0,00
Compassion Internationale	0,00	0,00	0,00	0,00	1,23	22,45	25,28	31,86	34,97	32,69
Coopération allemande	4,55	0,25	8,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,65
Coopération chinoise-taiwanaise	23,78	25,17	25,20	13,34	22,49	19,58	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération française	0,00	3,33	0,00	0,00	2,03	0,00	0,00	0,00	17,65	7,08
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	11,95	11,14	6,64	5,18	7,06	8,08	10,05	9,19
Coopération japonaise	44,82	33,07	28,07	22,24	11,91	23,69	8,12	0,77	33,09	13,83
Coopération néerlandaise	1,33	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55
Coopération autrichienne	6,00	3,20	2,96	3,55	3,97	2,50	0,00	5,04	5,22	0,00
Coopération suédoise	2,75	3,02	1,48	6,10	0,58	2,81	12,12	32,58	12,67	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	14,45	21,08	13,08	16,51	17,39	15,09	18,07	9,23	25,97	25,94
FAD/BAD	0,00	19,45	0,00	0,08	14,50	58,63	76,18	15,95	19,06	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	50,07	28,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53	60,93	107,52
Fondation Nouvelle planète	3,60	0,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	28,89	19,31	32,31	9,72	37,38	19,50	27,06	18,81	0,95	15,72
Fonds européen de développement	36,43	47,86	91,16	82,54	60,39	84,27	108,33	71,94	109,07	105,31
Fonds international de développement agricole	5,89	3,07	0,00	6,18	6,21	11,43	5,56	17,55	10,91	11,42
Fonds koweïtien	6,19	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds OPEP	17,63	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09
Fonds saoudien	0,98	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00
Fonds d'équipement des Nations unies	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de l'environnement mondial	0,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	4,78	26,29	37,45	41,04	20,99	32,77	8,85	37,89	87,37	85,47
Fonds des Nations unies pour la population	11,43	10,74	8,80	7,04	13,09	8,19	10,46	6,81	6,54	8,07
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,44	1,92
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00	0,00

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
GIZ	12,02	12,57	15,69	18,01	8,49	24,75	24,42	26,63	27,93	38,62
Grand-Duché du Luxembourg	5,30	9,04	8,70	12,44	13,50	11,43	19,39	12,19	13,09	4,35
Helen Keller International	0,03	0,08	0,13	1,18	1,93	0,75	0,51	2,18	2,47	4,14
Helvetas Burkina Faso	0,00	1,17	2,62	1,02	2,01	2,86	2,62	3,49	0,00	0,00
Hunger Project Burkina	0,60	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,49
Inde	11,15	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00
KFW	16,42	14,61	12,26	17,47	29,70	19,02	18,24	32,92	16,68	20,75
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,86	0,00	0,28	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	8,13
Millennium Challenge Account- Burkina Faso	82,43	116,73	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OCADES	0,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation mondiale de la santé	8,33	8,88	8,98	7,99	5,64	3,40	3,04	3,04	9,30	0,00
Organisation néerlandaise de développement	0,00	0,00	1,69	0,00	3,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	12,13	4,46	9,63	8,79	4,31	5,05	0,00	3,32	4,12	0,00
Oxfam Belgique	0,23	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	2,53	0,00	5,74	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Québec	0,35	0,73	0,26	0,94	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,67	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	18,82	16,76	19,35	18,49	9,22	6,09	0,00	0,00	0,00	18,37
Plan International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23	14,43	11,57	0,00
Populations cibles	0,00	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,64	0,79	0,00	0,82	1,46	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	16,47	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	20,51	14,47	18,41	14,12	11,75	6,73	11,72	14,93	28,76	28,63
RES PUBLICA	1,73	2,50	2,66	2,42	0,00	2,23	0,00	1,73	0,00	2,30
Royaume de Belgique	2,98	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	16,96	17,29	32,71	34,01
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,55	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Save The Children	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	4,51	4,84	7,51	8,08	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	11,68	15,76	15,87	15,09	4,21	2,72	9,80	5,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	33,47	43,44	102,07	78,20	46,01	97,12	83,65	58,96	95,53	125,91
Water Aid	1,70	1,39	1,57	3,36	2,36	2,63	2,34	6,13	6,65	5,67
Welt hunger hilfe	0,00	0,00	0,00	0,00	3,08	2,98	0,00	0,00	6,09	7,91
<b>Total</b>	<b>716,87</b>	<b>793,11</b>	<b>803,10</b>	<b>647,71</b>	<b>774,08</b>	<b>948,09</b>	<b>1134,53</b>	<b>1118,10</b>	<b>1452,31</b>	<b>1802,94</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

**Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions \$US)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Appui budgétaire général</b>	<b>313,80</b>	<b>210,68</b>	<b>211,93</b>	<b>266,49</b>	<b>275,58</b>	<b>74,15</b>	<b>192,42</b>	<b>251,05</b>	<b>530,87</b>	<b>240,50</b>
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence danoise pour le développement international	10,46	11,01	11,05	10,98	10,40	11,39	11,87	0,00	0,00	1,58
Agence française de développement	8,35	8,35	5,87	2,57	7,19	11,30	11,80	37,22	18,31	11,76
Agence suédoise de développement international	15,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	90,00	69,80	100,23	100,00	152,87	0,00	75,42	98,16	150,56	163,41
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	25,08	23,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,42	0,00
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	7,19	8,53	7,50	10,84	8,16	7,26	7,75	5,59	8,99	6,79
FAD/BAD	38,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,80	0,00
Fonds européen de développement	65,40	77,92	74,61	96,40	64,27	38,13	60,42	60,40	125,56	25,13
Fonds monétaire international	49,02	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99
KFW	3,60	1,98	5,14	8,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UEMOA	na	na	na	na	na	na	na	na	na	1,83
<b>Appui budgétaire sectoriel</b>	<b>34,16</b>	<b>45,45</b>	<b>57,79</b>	<b>153,53</b>	<b>7,12</b>	<b>59,32</b>	<b>50,19</b>	<b>77,81</b>	<b>44,22</b>	<b>17,58</b>
Agence danoise pour le Développement International	13,15	12,42	13,97	11,87	3,30	6,50	4,43	7,64	2,63	1,11
Agence française de développement	3,08	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	18,55	10,29
Agence suédoise de développement international	5,81	5,69	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association Internationale de Développement	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taiwanaise	0,00	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	0,00	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Africain de Développement	0,00	0,00	0,00	62,04	0,00	0,00	0,00	13,80	0,00	0,00
Fonds européen de développement	8,87	21,65	28,49	15,58	3,82	52,82	43,05	41,81	12,02	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
KFW	2,57	5,30	2,83	6,52	0,00	0,00	2,71	14,55	11,02	6,18
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Service de coopération et d'action culturelle	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>347,96</b>	<b>256,13</b>	<b>269,73</b>	<b>420,03</b>	<b>282,70</b>	<b>133,47</b>	<b>242,62</b>	<b>328,86</b>	<b>575,09</b>	<b>258,09</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

**Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US)**

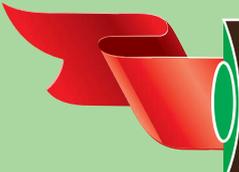
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Affaires Mondiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00
Canada										
Banque islamique de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,21	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57	6,88
Coopération japonaise	5,21	6,22	0,00	4,37	3,12	2,89	5,33	4,59	2,81	2,73
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	na	na	0,47							
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,11	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	47,55	33,29	19,54	16,71	28,54	41,14	45,48	35,73	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	0,00	0,00	2,48	4,50	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	54,54
<b>Total</b>	<b>52,97</b>	<b>39,51</b>	<b>22,02</b>	<b>25,79</b>	<b>31,66</b>	<b>52,03</b>	<b>50,92</b>	<b>40,43</b>	<b>7,46</b>	<b>64,63</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

**Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions \$US)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Affaires Mondiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,87
Canada										
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,06	0,00
Agence suédoise de Développement International	0,00	16,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,21
Catholic Relief Services	1,34	0,14	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération allemande	0,00	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	1,61	1,80	4,37	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89	0,00
Agence Italienne de Coopération	0,00	0,00	0,00	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,13
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,70	17,41	15,81
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	1,16	0,60	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	3,61	1,48	0,00
Coopération suédoise	4,22	20,92	2,07	1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	5,63	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,39	0,00
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	35,73	11,68	0,89	0,73	0,00	0,00	0,00	32,62	0,00	0,00
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,48	0,00
Helen Keller International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement										1,44
OMS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,11	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	5,14	0,76	1,01	1,93	0,16	0,00	0,00	1,66	0,00
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	0,00	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	1,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	1,25	1,08	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	1,57	8,63	6,58
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	0,00
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action Culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	2,91	0,00	0,00
United States Agency for International Development	0,00	0,00	4,71	0,58	0,04	0,00	10,06	14,27	62,72	0,00
<b>Total</b>	<b>45,05</b>	<b>59,39</b>	<b>10,17</b>	<b>7,16</b>	<b>6,34</b>	<b>1,06</b>	<b>12,15</b>	<b>61,32</b>	<b>106,80</b>	<b>44,04</b>

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide



# SIXIEME PARTIE



## **TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES**

## 6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

**Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes courantes</b>	<b>998,81</b>	<b>1 117,27</b>	<b>1 064,69</b>	<b>1 047,93</b>	<b>1 230,48</b>	<b>1 389,27</b>	<b>1 530,78</b>	<b>1 747,70</b>	<b>1 659,08</b>	<b>1 946,59</b>
Recettes fiscales	890,78	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51
Recettes non fiscales	108,04	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05	259,08
Recettes en capital	0,10	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,30	0,00
<b>Recettes totales</b>	<b>998,91</b>	<b>1 117,38</b>	<b>1 064,70</b>	<b>1 047,93</b>	<b>1 230,51</b>	<b>1 389,27</b>	<b>1 530,78</b>	<b>1 747,70</b>	<b>1 659,38</b>	<b>1 946,59</b>
<b>Dons</b>	<b>277,50</b>	<b>324,36</b>	<b>256,45</b>	<b>230,04</b>	<b>180,19</b>	<b>194,30</b>	<b>215,09</b>	<b>134,27</b>	<b>315,96</b>	<b>277,24</b>
Dons Projets	111,61	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	156,28	196,35
Dons Programmes	165,89	119,13	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38	159,68	80,89
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 276,41</b>	<b>1 441,75</b>	<b>1 321,15</b>	<b>1 277,98</b>	<b>1 410,70</b>	<b>1 583,57</b>	<b>1 745,87</b>	<b>1 881,97</b>	<b>1 975,34</b>	<b>2 223,83</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2012-2021

**Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital	256,03	277,20	262,61	234,55	285,83	323,29	375,28	448,64	457,05	572,63
Impôts sur la main d'œuvre	5,90	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,22	14,61	16,24
Impôts sur la propriété	5,77	7,15	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,65	10,29	58,90
Impôts et taxes sur les biens et services	467,46	523,44	509,61	528,90	601,62	702,88	744,88	746,85	701,19	822,54
Taxes sur la valeur ajoutée	364,39	423,26	386,89	388,48	440,58	511,93	537,72	536,74	485,01	615,54
Taxes sur les produits pétroliers	46,34	33,02	50,37	63,61	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	56,74	67,16	72,35	76,81	89,22	100,79	107,12	107,19	109,32	81,22
Impôts sur le commerce. et transactions interna. (hors TVA au cordon douanier)	148,61	168,63	143,74	142,90	159,14	181,19	202,47	195,89	185,30	215,78
Droit sur commerce extérieur	131,02	149,47	127,19	125,64	139,21	159,51	180,42	174,91	164,25	191,56
Droits et taxes à l'import.	130,41	148,83	126,51	125,04	138,79	15,38	179,97	174,48	163,91	191,25
Contribution du secteur de l'élevage	0,61	0,63	0,68	0,60	0,40	0,06	0,45	0,42	0,34	0,31
Prélèvement communautaire (UEMOA et CEDEAO)	16,62	18,30	15,76	16,34	18,94	20,59	20,53	19,72	19,70	22,09
Autres recettes sur commerce extérieur	0,97	0,86	0,79	0,92	0,99	1,09	1,16	1,09	1,34	2,13
Autres recettes fiscales	7,00	8,90	7,88	7,52	9,34	11,64	11,40	11,63	8,58	1,43
<b>Total</b>	<b>890,78</b>	<b>992,61</b>	<b>940,68</b>	<b>929,28</b>	<b>1 075,39</b>	<b>1 238,24</b>	<b>1 354,26</b>	<b>1 424,86</b>	<b>1 377,02</b>	<b>1 687,51</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2012-2021

**Tableau N°6.3 : Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)**

Type	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Droits et frais administratifs	4,67	4,67	5,17	5,15	5,66	6,34	6,55	6,61	4,74	5,78
Ventes non industrielles	33,92	46,11	27,88	29,19	34,73	35,59	29,96	151,70	83,76	70,32
Amendes et condamnations pécuniaires	2,12	3,16	4,10	6,89	17,45	1,99	2,62	2,39	3,13	2,16
Produits financiers	15,08	21,58	29,96	20,00	29,52	33,44	38,94	45,35	58,81	53,27
Autres recettes non fiscales	52,25	49,15	56,90	57,42	67,72	73,67	98,44	116,78	131,61	127,55
<b>Total</b>	<b>108,04</b>	<b>124,66</b>	<b>124,01</b>	<b>118,66</b>	<b>155,09</b>	<b>151,03</b>	<b>176,52</b>	<b>322,83</b>	<b>282,05</b>	<b>259,08</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2012-2021

## 6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

**Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 453,74</b>	<b>1 677,41</b>	<b>1 440,76</b>	<b>1 424,16</b>	<b>1 645,11</b>	<b>2 150,00</b>	<b>2 137,70</b>	<b>2 201,27</b>	<b>2 544,28</b>	<b>2 856,99</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>828,67</b>	<b>818,97</b>	<b>886,63</b>	<b>923,21</b>	<b>1 118,75</b>	<b>1 318,66</b>	<b>1 383,36</b>	<b>1 644,48</b>	<b>1 764,28</b>	<b>1 887,52</b>
Salaires	332,34	355,52	437,29	468,53	554,47	617,95	705,11	844,43	897,21	949,55
Dépenses de fonctionnement	120,57	118,60	102,37	109,44	127,98	174,08	196,22	198,43	176,29	197,54
Intérêts dus	41,81	34,76	44,01	43,75	65,35	69,52	97,24	117,07	140,58	192,55
Dette intérieure	28,81	21,93	29,31	27,88	48,54	49,35	74,14	95,56	117,03	163,93
Dette extérieure	12,99	12,82	14,70	15,87	16,81	20,16	23,10	21,51	23,55	28,62
Transferts courants	333,95	310,10	302,96	301,48	370,94	457,12	384,79	484,56	550,20	547,88
dont collectivités	11,19	3,62	12,28	13,43	11,97	0,00	0,00	10,79	11,37	11,61
dont EPE	49,91	53,67	77,19	74,49	111,67	87,79	104,40	109,97	102,17	116,53
dont subventions produits pétroliers (sociales)	13,03	16,79	10,89	18,13	9,76	35,48	0,00	0,00	0,00	0,00
dont subventions SONABEL	13,22	11,04	23,63	11,87	27,42	50,00	51,00	81,00	98,13	31,35
<b>Dépenses en capital</b>	<b>625,08</b>	<b>858,44</b>	<b>554,13</b>	<b>500,95</b>	<b>526,36</b>	<b>831,33</b>	<b>754,34</b>	<b>556,79</b>	<b>780,00</b>	<b>969,47</b>
Investissements sur ressources propres	402,45	496,98	329,29	302,47	338,55	570,38	446,95	418,99	432,92	518,66
dont chèques du Trésor	28,49	24,00	38,91	14,46	25,51	15,00	10,00	25,00	21,01	21,00
Transferts en capital et restructurations	5,50	95,76	9,12	46,92	6,99	16,52	82,23	1,31	61,69	9,55
Investissements sur ressources extérieures	217,13	265,70	215,71	151,57	180,82	244,44	225,16	136,50	285,39	441,27
Dons	111,61	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	141,93	179,30
Prêts	105,52	60,47	58,20	46,36	81,83	124,49	102,77	90,60	143,46	261,96
<b>Prêts nets</b>	<b>-0,88</b>	<b>-24,76</b>	<b>-6,13</b>	<b>-12,56</b>	<b>-8,66</b>	<b>-3,53</b>	<b>-10,10</b>	<b>-23,85</b>	<b>-4,35</b>	<b>10,24</b>
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-5,20	-1,71	-1,97	-4,00	-1,53	-8,42	-9,80	-8,77	-9,47	-8,48
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	4,33	-23,05	-4,17	-8,56	-7,14	4,90	-0,30	-15,08	5,12	18,72
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>1 452,87</b>	<b>1 652,66</b>	<b>1 434,63</b>	<b>1 411,60</b>	<b>1 636,45</b>	<b>2 146,47</b>	<b>2 127,61</b>	<b>2 177,42</b>	<b>2 539,93</b>	<b>2 867,23</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2012-2021

## 6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Principaux soldes caractéristiques</b>										
Solde courant	170,15	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21	-105,20	59,07
Solde global base engagements	-176,46	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-564,59	-643,40
Solde global hors dons (Base engagement)	-453,96	-535,27	-369,92	-363,66	-405,94	-757,20	-596,83	-429,73	-880,55	-920,64
Ajustement caisse	72,28	50,82	75,99	-89,21	87,09	74,76	-96,65	-2,59	31,76	4,24
Solde global base caisse	-104,18	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83	-639,16
Solde de base	-236,83	-269,57	-154,21	-212,09	-225,12	-512,76	-371,67	-293,23	-595,16	-479,37
Solde primaire de base	-195,02	-234,82	-110,20	-168,34	-159,77	-443,25	-274,43	-176,16	-454,58	-450,85
Solde primaire courant	211,95	333,05	222,07	168,48	177,08	140,13	244,65	220,28	35,37	251,62
<b>Financements</b>										
Financement intérieur	12,01	128,01	-9,44	131,66	31,80	408,28	394,59	196,93	379,31	408,02
Financement extérieur	85,55	34,45	51,41	89,20	105,75	74,28	75,89	97,15	152,41	235,39
Décaissement	107,28	60,47	82,22	122,08	144,80	124,49	13,99	97,15	213,77	307,68
Amortissement dette	-21,74	-26,03	-30,81	-32,88	-39,06	-50,21	-55,08	-58,95	-61,37	-72,29
<b>Financement</b>	<b>97,56</b>	<b>162,46</b>	<b>41,98</b>	<b>220,86</b>	<b>137,54</b>	<b>482,57</b>	<b>470,48</b>	<b>294,09</b>	<b>531,71</b>	<b>643,41</b>

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2012-2021



**SEPTIEME PARTIE**



**COMPTES DES COLLECTIVITES  
TERRITORIALES**

## 7.1. Compte des régions

**Tableau N°7.1 : Evolution des recettes totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
B. du Mouhoun	348,11	328,93	396,93	295,93	442,53	577,50	811,03	791,25	1 254,10	nd
Cascades	284,25	314,50	290,58	321,05	266,05	357,85	539,88	740,40	999,67	nd
Centre	3 032,18	2 551,05	2 798,37	2 752,14	2 295,94	2 715,78	2 439,59	2 242,00	2 107,37	nd
Centre-Est	345,14	418,46	441,21	864,17	587,40	585,97	295,27	818,38	683,67	nd
Centre-Nord	413,00	443,24	527,00	595,59	732,00	289,27	900,39	1 295,45	2 065,68	nd
Centre-Ouest	430,31	523,96	467,07	524,66	552,04	645,21	751,73	1 041,18	1 230,37	nd
Centre-Sud	247,38	193,80	169,48	138,54	309,66	326,12	649,52	210,14	811,33	nd
Est	480,58	432,83	602,50	581,51	744,92	758,54	563,12	1 202,00	1 611,86	nd
Hauts-Bassins	1 493,68	2 146,30	1 967,41	1 602,09	1 465,12	1 416,53	1 286,29	1 546,08	2 018,18	nd
Nord	218,33	338,82	256,65	205,16	426,94	289,27	763,26	759,42	1 197,33	nd
Plateau Central	321,78	356,52	369,88	392,57	414,29	389,49	859,58	990,32	1 135,67	nd
Sahel	350,10	339,09	297,17	274,48	395,09	605,96	1 291,21	1 155,90	3 442,99	nd
Sud-Ouest	189,43	162,90	181,23	123,50	162,91	390,47	646,94	645,28	950,71	nd
<b>Burkina Faso</b>	<b>8 154,27</b>	<b>8 550,40</b>	<b>8 765,48</b>	<b>8 671,39</b>	<b>8 794,89</b>	<b>9 347,96</b>	<b>11 97,81</b>	<b>13 437,80</b>	<b>19 508,93</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

**Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
B. du Mouhoun	305,32	237,48	281,98	291,21	294,12	483,24	503,13	655,24	708,01	nd
Cascades	175,73	176,74	206,59	250,51	100,90	144,50	102,90	309,42	409,81	nd
Centre	2 682,84	1 677,20	1 720,49	1 652,76	986,57	1 058,37	1 440,58	1 188,08	1 103,45	nd
Centre-Est	193,36	231,24	86,36	730,15	222,24	443,89	234,45	688,31	412,44	nd
Centre-Nord	197,61	168,47	152,64	326,79	678,58	279,03	337,28	281,11	919,99	nd
Centre-Ouest	226,23	317,91	166,35	247,52	233,16	442,79	515,04	512,39	759,15	nd
Centre-Sud	228,80	151,09	103,16	156,37	168,36	289,54	606,03	147,52	533,33	nd
Est	244,82	164,50	210,98	243,30	282,55	432,87	464,37	464,96	467,03	nd
Hauts-Bassins	497,88	1 165,97	1 067,87	795,64	603,88	1 036,28	498,76	1 003,60	1 394,92	nd
Nord	192,19	262,72	160,48	180,51	325,37	279,03	507,03	314,02	433,70	nd
Plateau Central	153,19	209,79	111,08	301,97	351,41	254,87	164,49	237,32	224,73	nd
Sahel	160,72	285,38	104,22	134,60	245,97	311,05	450,94	346,79	782,37	nd
Sud-Ouest	141,26	107,09	129,09	172,17	107,75	297,34	239,15	303,93	480,82	nd
<b>Burkina Faso</b>	<b>5 399,95</b>	<b>5 155,58</b>	<b>4 501,29</b>	<b>5 483,50</b>	<b>4 00,86</b>	<b>5 752,80</b>	<b>6 064,15</b>	<b>6 452,69</b>	<b>8 629,75</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

## 7.2. Comptes des communes

**Tableau N°7.3 : Evolution des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Boromo	320,66	291,38	215,66	309,60	263,95	409,68	404,58	398,45	387,11	275,94
Dédougou	447,87	398,85	396,31	476,57	477,61	760,77	958,53	965,11	948,75	810,20
Koudougou	927,62	1 275,64	1 185,13	1 470,80	1 741,04	1 471,88	1 670,80	1 371,49	1 405,78	1 133,17
Léo	339,19	363,60	344,05	484,98	451,18	637,45	706,53	725,41	nd	nd
Nouna	324,49	251,66	165,07	292,19	221,92	559,35	657,72	649,47	804,21	578,50
Toma	146,81	162,31	119,72	191,41	139,11	261,98	569,81	247,76	237,20	137,12
Tougan	365,42	368,24	242,98	296,74	317,79	628,64	624,55	562,06	663,43	417,26
Banfara	1 225,59	1 204,80	1 103,08	970,29	810,08	1 425,95	1 129,39	1 466,77	1 637,04	1 193,48
Batié	187,46	232,10	272,15	202,44	211,44	434,34	431,07	416,77	452,34	225,91
Bittou	378,17	516,86	436,60	330,61	416,59	603,48	625,19	656,01	592,53	442,29
Bobo-Dioulasso	4 876,10	5 053,37	5 550,96	6 314,62	6 212,44	8 925,44	9 736,83	8 368,64	7 838,14	7 477,01
Bogandé	457,15	258,80	257,51	362,17	261,36	688,36	627,80	739,71	649,99	404,37
Boulsa	456,08	483,91	338,70	426,68	391,11	820,12	690,88	499,56	470,47	309,32
Boussé	299,94	381,91	217,81	244,85	312,06	543,82	543,82	nd	nd	nd
Dano	238,90	262,51	195,79	239,49	199,50	403,18	265,77	324,32	450,94	409,91
Diapaga	277,74	224,66	195,95	317,89	412,20	394,09	585,59	572,36	792,19	634,88
Diébougou	341,70	354,14	282,49	324,31	315,33	666,60	552,91	550,73	505,52	447,42
Djibo	417,29	462,73	412,42	458,13	487,01	665,42	604,16	342,13	534,79	199,15
Dori	230,51	571,45	475,36	647,87	520,39	856,99	855,50	554,02	790,27	705,60
Fada-N'gourma	900,03	1 044,31	1 139,41	1 278,79	1 364,95	1 990,34	2 237,74	1 869,77	1 772,48	1 259,21
Gaoua	497,13	451,63	445,70	456,00	441,51	856,99	908,87	833,04	890,05	631,72
Garango	324,88	411,79	329,00	234,39	490,46	458,24	713,66	719,18	nd	nd
Gayéri	373,48	404,02	399,40	236,99	230,15	633,92	487,63	495,52	651,79	201,34
Gorom-Gorom	354,35	509,00	517,58	591,08	973,68	1 358,61	1 602,67	1 886,33	4 013,74	2 895,84
Gourcy	390,42	352,46	238,90	469,05	347,33	nd	858,21	1 107,03	966,38	622,31
Houndé	336,47	330,00	422,51	406,85	403,28	649,92	745,85	1 071,19	nd	nd
Kaya	688,66	868,42	800,10	971,18	1 072,44	1 261,72	1 436,20	1 850,14	1 960,65	1 169,67
Kombissiri	370,50	370,44	245,84	nd	422,46	642,69	796,06	561,48	749,86	401,37
Kongoussi	351,17	490,40	315,74	360,94	430,78	593,98	661,02	548,78	806,44	674,59
Koupéla	430,85	290,27	363,91	334,75	460,22	552,77	513,83	500,67	684,81	479,21
Manga	271,86	277,42	272,78	263,93	288,99	468,24	585,62	807,05	772,82	638,89
Niangoloko	259,52	476,97	545,60	570,28	395,01	666,04	564,68	667,37	673,09	394,11
Orodara	300,30	350,14	382,68	297,41	303,13	364,61	485,40	543,65	nd	nd
Ouagadougou	19 452,78	20 767,79	21 499,25	24 972,68	24 468,03	29 560,52	35 324,67	38 391,55	40 725,20	24 790,63
Ouahigouya	784,65	128,78	734,91	801,37	786,77	1 106,08	1 193,54	1 360,30	1 631,50	1 259,24
Ouargaye	243,32	235,58	357,35	184,49	139,27	287,47	256,38	326,02	287,30	200,42
Pama	187,82	234,27	128,18	221,05	202,49	364,16	210,83	412,40	nd	nd
Po	285,60	240,32	203,66	313,19	310,07	581,89	454,89	617,17	655,90	277,45
Pouytenga	415,50	448,12	570,26	419,55	492,98	917,66	712,80	747,89	957,72	790,60
Réo	291,45	324,15	277,17	197,81	328,08	689,10	689,10	634,17	1 097,72	317,97
Sapouy	274,63	232,12	206,95	289,40	299,53	477,79	403,86	506,86	452,87	272,54
Sebba	170,75	153,30	134,09	276,33	232,36	344,42	260,49	308,46	293,69	281,66
Sindou	140,21	513,91	191,32	153,93	125,25	205,88	179,79	172,99	241,89	122,47
Solenzo	384,23	341,58	269,31	401,54	530,72	991,51	986,74	1 091,36	994,64	725,11
Tenkodogo	659,28	789,98	677,25	965,71	1 092,97	1 442,85	1 476,14	1 408,82	1 711,87	1 084,63
Titao	234,11	329,02	288,90	355,39	333,44	478,34	318,71	566,39	531,17	476,17
Yako	593,51	521,80	555,74	389,03	475,07	769,72	920,22	858,26	1 110,74	514,44
Ziniaré	940,95	753,81	652,10	925,84	125,46	994,13	1 053,46	889,21	968,64	592,80
Zorgho	330,41	270,61	224,48	292,87	290,77	473,71	479,23	475,29	693,62	489,71
<b>Burkina Faso*</b>	<b>43 497,50</b>	<b>46 031,34</b>	<b>45 797,81</b>	<b>51 993,46</b>	<b>52 019,76</b>	<b>71 340,84</b>	<b>79 759,72</b>	<b>81 639,11</b>	<b>85 457,28</b>	<b>57 365,63</b>

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

(\*) Les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

**Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses totales par communes urbaines (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Boromo	265,68	191,96	136,23	261,43	219,85	326,71	356,44	400,24	275,94	nd
Dédougou	424,47	277,98	318,69	408,35	299,96	490,49	716,12	745,75	810,20	nd
Koudougou	787,58	759,88	726,62	977,24	1 368,06	1 001,54	1 538,37	1 128,09	1 133,17	nd
Léo	202,72	611,85	105,02	233,24	179,76	291,34	663,97	698,90	nd	nd
Nouna	239,63	158,63	98,57	234,23	155,78	219,88	384,47	352,54	578,50	nd
Toma	96,53	104,01	96,80	157,83	90,04	214,16	529,96	226,36	137,12	nd
Tougan	288,22	172,48	170,45	261,67	254,27	311,83	437,92	308,58	417,26	nd
Banfara	977,63	688,64	992,19	948,00	727,82	1 266,14	838,91	1 057,73	1 193,48	nd
Batié	91,06	180,85	193,56	108,69	79,01	190,63	275,85	236,61	225,91	nd
Bittou	256,61	258,36	377,88	248,80	337,05	265,25	500,33	531,32	442,29	nd
Bobo-Dioulasso	4 271,26	4 108,81	3 976,27	4 342,01	2 991,55	5 140,41	7 658,68	7 404,37	7 477,01	nd
Bogandé	424,80	218,58	209,88	303,22	157,21	347,32	479,66	596,20	404,37	nd
Boulsa	197,80	205,42	211,68	308,81	224,73	451,77	544,60	475,83	309,32	nd
Boussé	168,98	272,90	169,12	161,28	111,88	341,80	341,80	nd	nd	nd
Dano	198,64	169,61	224,63	213,02	176,91	343,71	316,86	241,74	409,91	nd
Diapaga	215,53	167,33	143,81	179,63	232,32	176,72	360,24	297,32	634,88	nd
Diébougou	268,25	257,86	213,35	206,51	219,82	419,31	435,06	432,53	447,42	nd
Djibo	234,36	220,02	274,77	377,83	346,39	424,80	599,39	275,43	199,15	nd
Dori	60,39	287,67	351,22	576,98	352,60	597,07	743,97	471,18	705,60	nd
Fada-N'gourma	497,41	647,46	491,54	654,48	621,41	693,48	1 580,59	1 497,88	1 259,21	nd
Gaoua	327,81	333,81	333,31	341,07	249,19	414,83	645,92	465,54	631,72	nd
Garango	182,41	185,25	247,81	171,65	438,99	230,31	507,51	593,18	nd	nd
Gayéri	229,61	298,81	288,88	164,82	153,15	359,47	354,29	195,94	201,34	nd
Gorom-Gorom	266,34	422,12	484,99	489,37	866,16	1 030,09	1 329,29	1 108,33	2 895,84	nd
Gourcy	303,82	165,58	173,46	377,76	178,28	nd	189,03	721,72	622,31	nd
Houndé	302,91	296,69	302,64	361,33	272,29	557,55	623,10	780,33	nd	nd
Kaya	520,22	573,38	439,50	705,53	756,81	705,15	735,97	807,99	1 169,67	nd
Kombissiri	263,55	386,41	211,03	nd	322,68	529,45	723,43	362,69	401,37	nd
Kongoussi	262,16	186,94	338,64	365,82	388,62	421,82	581,37	407,72	674,59	nd
Koupéla	444,86	136,46	266,28	267,30	354,64	440,98	464,86	313,78	479,21	nd
Manga	173,41	168,15	202,22	171,37	138,26	169,22	292,15	311,31	638,89	nd
Niangoloko	151,37	418,42	165,98	456,49	388,50	511,62	503,30	519,17	394,11	nd
Orodara	136,99	201,85	259,11	217,10	204,17	153,40	325,97	307,78	nd	nd
Ouagadougou 14	123,80	15 049,83	13 724,02	15 809,20	12 582,23	13 096,80	19 060,52	20 255,17	24 790,63	nd
Ouahigouya	644,74	651,11	780,92	762,78	624,34	945,18	983,80	1 216,84	1 259,24	nd
Ouargaye	167,79	948,81	304,53	165,67	95,20	175,44	180,55	251,93	200,42	nd
Pama	138,20	107,63	80,37	175,60	139,23	313,75	135,83	280,11	nd	nd
Po	267,67	100,82	223,63	248,01	186,29	520,55	268,02	465,73	277,45	nd
Pouytenga	373,44	264,98	398,68	277,99	232,79	753,28	659,78	464,35	790,60	nd
Réo	156,14	225,00	218,65	321,18	199,24	492,21	492,21	354,35	317,97	nd
Sapouy	211,86	143,68	114,51	235,22	241,02	369,66	296,28	426,41	272,54	nd
Sebba	118,85	110,00	28,94	214,84	166,26	275,51	271,23	308,29	281,66	nd
Sindou	80,39	158,75	199,13	105,81	96,02	158,41	152,78	110,08	122,47	nd
Solenzo	289,02	193,02	157,06	253,64	256,96	471,36	530,83	761,57	725,11	nd
Tenkodogo	363,41	443,15	334,47	496,16	576,52	779,48	894,03	553,55	1 084,63	nd
Titao	155,89	214,89	161,06	225,01	228,04	450,93	187,84	421,02	476,17	nd
Yako	307,49	400,27	464,15	162,26	238,38	303,18	611,49	410,88	514,44	nd
Ziniaré	812,09	607,68	381,33	729,10	66,20	475,94	766,33	533,53	592,80	nd
Zorgho	306,30	177,47	207,77	272,03	184,88	335,69	443,26	202,03	489,71	nd
<b>Burkina Faso*</b>	<b>32 250,08</b>	<b>33 531,27</b>	<b>30 975,34</b>	<b>35 707,36</b>	<b>29 971,76</b>	<b>38 955,62</b>	<b>52 514,16</b>	<b>51 289,92</b>	<b>57 365,63</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité  
 (\*) Les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

**Tableau N°7.5 : Recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Boucle du Mouhoun	4 547,90	5 484,16	5 104,20	7 052,98	7 515,46	11 464,04	13 539,39	13 660,84	17 993,38	nd
Cascades	1 763,26	1 987,87	2 204,36	2 473,42	2 649,20	3 649,32	3 216,36	3 254,38	5 054,30	nd
Centre	3 923,95	5 000,90	5 259,10	4 867,24	3 991,25	5 122,78	5 435,59	5 254,40	6 211,79	nd
Centre-Est	3 023,95	4 368,56	4 321,78	5 164,70	5 922,69	5 710,85	6 655,40	7 022,73	8 497,81	nd
Centre-Nord	3 371,35	4 668,45	4 334,02	5 999,07	5 767,77	9 152,83	10 534,65	12 259,85	13 074,18	nd
Centre-Ouest	4 667,44	5 034,04	4 421,02	6 014,98	6 341,42	9 938,97	8 648,67	9 380,25	10 988,24	nd
Centre-Sud	8 332,48	1 366,17	2 562,14	2 472,86	4 017,98	6 063,73	6 087,65	5 722,57	6 825,76	nd
Est	3 954,50	3 584,22	4 238,84	4 907,55	4 818,13	7 388,58	8 055,87	9 709,38	13 117,87	nd
Hauts-Bassins	3 650,67	3 905,31	3 829,81	5 389,94	4 988,17	7 369,49	7 445,23	7 274,28	9 900,16	nd
Nord	7 715,84	4 253,63	3 592,47	4 757,59	5 065,02	7 754,97	6 920,66	7 425,53	9 707,85	nd
Plateau Central	1 356,81	1 485,85	3 260,42	4 242,82	3 813,31	5 691,03	5 304,75	5 669,45	5 535,62	nd
Sahel	2 748,24	3 261,69	3 531,40	4 607,37	4 353,37	6 217,81	6 381,22	7 301,88	12 247,34	nd
Sud-Ouest	1 845,44	2 713,09	2 833,85	1 334,41	3 984,04	4 889,95	4 398,41	5 226,75	7 554,10	nd
<b>Burkina Faso</b>	<b>50 901,83</b>	<b>47 113,92</b>	<b>49 493,41</b>	<b>59 284,93</b>	<b>63 227,81</b>	<b>90 414,35</b>	<b>92 623,85</b>	<b>99 162,29</b>	<b>126 708,40</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

**Tableau N°7.6 : Dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Boucle du Mouhoun	3 454,12	3 458,91	2 924,05	4 951,25	4 218,99	6 090,07	8 240,89	6 590,63	10 666,71	nd
Cascades	1 127,53	1 300,37	1 647,16	2 001,10	2 553,19	2 750,76	2 474,11	1 783,28	2 531,84	nd
Centre	2 529,24	3 235,33	3 184,79	3 655,78	2 337,45	2 974,77	4 343,47	3 989,58	4 354,95	nd
Centre-Est	1 962,10	3 314,56	2 318,80	3 772,47	4 470,76	4 570,22	4 697,41	4 218,25	5 985,69	nd
Centre-Nord	2 214,78	3 438,02	2 571,53	4 902,25	4 033,02	5 797,45	6 865,01	6 132,74	8 192,05	nd
Centre-Ouest	2 930,16	2 878,20	2 586,16	3 755,81	3 626,29	6 934,97	7 343,16	7 046,75	8 501,08	nd
Centre-Sud	688,13	947,22	1 616,66	1 359,29	2 352,04	3 479,67	4 322,02	3 273,98	3 981,15	nd
Est	2 805,42	1 996,80	2 277,88	3 543,13	3 151,76	3 995,49	6 213,53	5 995,33	7 135,49	nd
Hauts-Bassins	2 601,33	2 561,70	2 426,38	3 721,63	3 530,08	5 093,69	5 529,25	4 537,32	5 613,30	nd
Nord	2 866,91	2 946,65	2 526,34	3 400,79	3 256,86	5 665,58	5 499,81	4 788,98	5 749,39	nd
Plateau Central	1 040,35	1 066,99	2 173,05	3 035,99	2 275,29	3 856,84	4 261,22	3 550,64	3 106,95	nd
Sahel	2 108,63	2 114,86	2 201,90	3 253,35	2 780,48	3 890,02	4 656,61	3 542,90	6 005,90	nd
Sud-Ouest	1 247,85	1 437,98	1 837,29	1 001,35	2 360,71	3 186,07	2 934,41	2 954,23	5 224,27	nd
<b>Burkina Faso</b>	<b>27 576,55</b>	<b>30 697,60</b>	<b>30 291,99</b>	<b>42 354,20</b>	<b>40 946,92</b>	<b>58 285,60</b>	<b>67 380,90</b>	<b>58 404,61</b>	<b>77 048,77</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

### 7.3. Recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes de fonctionnement (A)</b>	<b>46,74</b>	<b>49,98</b>	<b>47,70</b>	<b>59,73</b>	<b>62,33</b>	<b>89,80</b>	<b>111,63</b>	<b>118,07</b>	<b>126,48</b>	<b>nd</b>
Recettes fiscales	17,72	20,58	21,34	20,18	23,84	23,40	28,78	31,23	33,03	nd
Recettes non fiscales	6,96	7,66	8,71	8,41	10,30	12,83	15,28	16,05	15,61	nd
Dotations liées aux compétences transférées	6,84	9,36	2,91	12,78	6,84	28,79	29,25	28,48	28,25	nd
Appuis financiers de l'Etat (DGF, TPP, participation/Etat)	3,83	2,00	4,40	5,93	5,52	4,44	7,62	11,60	9,40	nd
Autres subventions	1,10	1,85	2,57	2,09	1,35	0,73	1,54	2,49	4,51	nd
Report de fonctionnement	10,29	8,53	7,76	10,34	14,48	19,62	29,16	28,22	35,68	nd
<b>Recettes d'investissement (B)</b>	<b>50,88</b>	<b>57,05</b>	<b>55,10</b>	<b>62,35</b>	<b>71,41</b>	<b>95,00</b>	<b>87,27</b>	<b>92,56</b>	<b>134,70</b>	<b>nd</b>
Epargne sur fonctionnement (C)	7,78	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	22,08	nd
Soutien équipement /Etat	5,36	5,39	5,04	0,91	8,99	4,87	0,89	15,41	35,09	nd
Dotations liées aux compétences transférées	11,03	14,34	6,09	10,34	7,98	27,65	11,91	10,06	9,56	nd
Autres recettes d'investissement	11,43	9,64	9,64	14,38	19,91	20,12	18,87	16,13	24,92	nd
Report investissement	15,28	19,69	26,04	28,01	25,17	30,84	40,14	31,58	43,05	nd
<b>Total recettes (A+B-C)</b>	<b>89,85</b>	<b>99,04</b>	<b>94,50</b>	<b>113,38</b>	<b>124,38</b>	<b>173,28</b>	<b>183,44</b>	<b>191,25</b>	<b>239,10</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale du développement territorial /Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dépenses de fonctionnement (A)</b>	<b>38,11</b>	<b>42,36</b>	<b>37,81</b>	<b>45,84</b>	<b>42,89</b>	<b>60,53</b>	<b>83,71</b>	<b>83,00</b>	<b>89,51</b>	<b>nd</b>
Denrées et fournitures	10,35	12,07	7,43	12,46	10,26	22,12	32,51	28,16	19,43	nd
Carburant et lubrifiant	2,44	2,95	2,64	2,70	2,95	3,35	3,72	3,94	4,70	nd
Fourniture de bureau	0,58	0,69	0,51	0,71	0,75	0,71	0,72	0,81	0,84	nd
Fournitures scolaires	6,14	6,66	2,62	6,86	4,36	6,53	7,15	6,57	6,07	nd
Autres denrées et fournitures	1,2	1,78	1,66	2,20	2,21	11,52	20,92	16,84	1,73	nd
Allocations et subventions	2,01	1,99	1,94	2,00	1,52	2,00	2,35	2,24	2,71	nd
Travaux et services extérieurs	5,72	7,03	6,10	7,57	6,86	6,95	8,56	8,13	8,30	nd
Frais de personnel	6,72	7,07	8,17	9,05	8,88	11,17	15,54	15,33	15,91	nd
Frais de gestion générale et de transport	3,86	4,16	3,39	3,07	3,63	4,21	6,58	6,76	1,61	nd
Fêtes et cérémonies	0,48	0,58	0,34	0,25	0,41	0,55	0,70	0,71	0,82	nd
Imprimés adm, reliures et autres prestations	0,59	0,59	0,44	0,54	0,60	0,49	0,55	0,63	0,62	nd
Indemnités dues aux élus	1,38	1,59	1,45	1,08	1,49	1,97	3,59	3,29	2,99	nd
Autres frais de gestion générale et de transport	1,42	1,41	1,15	1,20	1,13	1,19	1,74	2,13	0,16	nd
Frais financiers	0,69	0,78	0,78	0,90	1,33	0,98	1,08	1,16	1,07	nd
Autres dépenses de fonctionnement	0,99	1,26	1,70	2,07	1,06	1,57	1,63	1,84	0,67	nd
<b>Epargne section de fonctionnement (C)</b>	<b>7,78</b>	<b>7,99</b>	<b>8,30</b>	<b>8,70</b>	<b>9,35</b>	<b>11,52</b>	<b>15,46</b>	<b>19,38</b>	<b>21,89</b>	<b>nd</b>
<b>Dépenses d'investissement (B)</b>	<b>31,39</b>	<b>31,26</b>	<b>27,45</b>	<b>38,86</b>	<b>42,00</b>	<b>55,51</b>	<b>57,64</b>	<b>50,59</b>	<b>74,58</b>	<b>nd</b>
Frais d'études et de recherches	0,8	0,73	0,55	0,76	0,80	1,14	1,12	1,12	1,88	nd
Matériel outillage et mobilier	2,31	3,73	2,65	3,84	4,61	6,28	4,87	5,47	9,61	nd
matériel de transport	0,85	1,4	1,22	1,21	1,18	2,11	1,70	2,38	4,07	nd
Bâtiments	15,86	17,12	16,20	22,04	23,92	33,17	32,86	26,37	36,80	nd
Travaux de voies et réseaux	2,91	1,57	0,89	2,01	1,16	0,80	2,34	2,50	0,05	nd
Autres dépenses d'investissement	8,65	6,72	5,95	9,01	10,33	12,01	14,74	12,75	22,17	nd
<b>Total (A+B-C)</b>	<b>61,73</b>	<b>65,64</b>	<b>56,96</b>	<b>76,00</b>	<b>75,53</b>	<b>104,51</b>	<b>125,89</b>	<b>114,21</b>	<b>142,20</b>	<b>nd</b>

Source : Direction générale du développement territorial /Ministère de l'économie, des finances et de la prospective



# HUITIEME PARTIE



## SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR

## 8.1. Solde commercial

Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations	1 117,55	1 172,66	1 209,87	1 286,11	1 489,47	1 675,69	1 798,26	1 896,72	2 507,19	2 794,70
Importations	1 740,28	2 050,67	1 660,84	1 760,50	1 958,24	2 238,00	2 400,20	2 453,69	2 369,76	2 564,48
Solde commercial	-622,74	-878,01	-450,97	-474,39	-468,76	-562,30	-601,93	-556,98	137,43	230,22
Taux de couverture (en %)	64,2	57,2	72,8	73,1	76,1	74,9	74,9	77,3	105,8	109,0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

## 8.2. Exportations

Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Sy

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Animaux vivants et produits du règne animal	3,05	2,86	4,78	3,03	2,01	1,22	1,23	0,61	0,57	0,95
Produits du règne végétal	81,53	141,80	134,69	198,33	174,53	205,08	240,55	160,19	140,30	151,67
Graisses et huiles animales ou végétales	2,27	4,40	7,61	7,77	9,28	11,69	14,04	20,68	20,75	18,14
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	7,05	5,61	7,20	6,95	7,32	8,48	8,60	8,14	9,19	18,13
Produits minéraux	0,88	0,67	7,34	3,55	2,07	0,69	0,75	5,42	78,73	111,46
Produits des industries chimiques et connexes	3,97	2,51	3,93	8,68	13,95	4,19	12,24	7,42	7,97	7,27
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1,98	2,43	2,51	1,19	4,63	2,33	2,22	2,48	0,81	2,21
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,69	1,26	1,22	0,29	1,33	0,00	0,15	0,08	0,03	0,12
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,21	0,21	0,02	0,05	0,21	0,06	0,11	0,02	0,12	0,09
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,09	0,20	0,14	0,82	0,15	0,07	0,23	0,11	0,18	0,34
Matières textiles et ouvrages en ces matières	156,65	236,24	232,15	179,80	255,52	217,36	180,14	209,06	153,88	255,16
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,13	0,11	0,12	0,10	0,04	0,03	0,02	0,02	0,03	0,08
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments,	0,29	0,40	0,83	0,36	0,12	0,25	0,17	0,11	0,04	0,05

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
amiante, mica ou matières analogues										
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	809,75	728,91	722,37	795,50	922,24	1088,36	1192,38	1330,89	2054,59	2175,97
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3,85	16,19	48,81	38,39	60,32	101,05	115,02	100,72	10,97	12,54
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	32,12	16,64	19,79	20,10	17,29	18,97	19,89	22,11	18,96	22,75
Matériel de transport	8,88	9,05	13,68	18,53	16,16	12,81	8,20	25,51	8,12	15,74
Instrument et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	0,76	1,53	1,21	0,70	0,42	1,21	0,54	0,97	0,62	0,80
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,01	0,00	0,00	0,11	0,48	0,09	0,16	0,48	0,05	0,00
Marchandises et produits divers	1,90	1,29	1,25	1,58	1,15	1,46	1,20	1,42	1,09	1,06
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,45	0,34	0,23	0,28	0,24	0,28	0,42	0,27	0,17	0,19
<b>Total exportations</b>	<b>1117,55</b>	<b>1172,66</b>	<b>1209,87</b>	<b>1286,11</b>	<b>1489,47</b>	<b>1675,69</b>	<b>1798,26</b>	<b>1896,72</b>	<b>2507,19</b>	<b>2794,70</b>

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)**

Rang	2012		2013	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	809,60	Or et alliages d'or à usage non monétaire	728,90
2	Coton (non compris les linters) en masse	152,80	Coton (non compris les linters) en masse	230,80
3	Graines de sésame	44,20	Graines de sésame	79,60
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	16,70	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	25,70
5	Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	15,40	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	21,50
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	10,20	Zinc	12,50
7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	3,10	Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,90
8	Huile de coton	2,90	Maïs non moulu	3,70
9	Parties	2,40	Huiles végétales fixes, nda	3,50
10	Cigarettes	2,00	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	3,00
11	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes ...	2,00	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	3,00
12	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,00	Huile de coton	2,60
13	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	1,90	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, pour l'aviation	2,10
14	Huiles végétales fixes, nda	1,80	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,00
15	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,80	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	1,90

Rang	2012		2013	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
16	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	1,80	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	1,90
17	Maïs non moulu	1,80	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	1,80
18	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	1,70	Autres	1,80
19	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	1,70	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	1,80
20	Aérodynes entraines par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	1,40	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,60

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)- suite**

Rang	2014		2015	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	722,40	Or et alliages d'or à usage non monétaire	794,60
2	Coton (non compris les linters) en masse	227,40	Coton (non compris les linters) en masse	169,40
3	Graines de sésame	66,40	Graines de sésame	99,90
4	Zinc	43,10	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	51,50
5	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	24,10	Zinc	32,70
6	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	21,20	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	21,90
7	Graines de coton	6,80	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	7,20
8	Minerais de plomb, même enrichis	6,60	Maïs non moulu	7,10
9	Huiles végétales fixes, nda	6,20	Coton cardé ou peigné	6,80
10	Maïs non moulu	5,50	Graines de coton	6,30
11	Huile de coton	4,40	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	6,30
12	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	4,20	Charbons actives	5,60
13	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	4,00	Huiles végétales fixes, nda	5,40
14	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	3,70	Huile de coton	4,80
15	Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,30	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biais(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,90
16	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biais(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,00	Parties	3,80
17	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,90	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,90
18	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,80	Ciments Hydrauliques	2,80
19	Sacs	1,80	Huiles de coton	2,40
20	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,80	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,20

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) – suite**

Rang	2016		2017	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	920,40	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 085,40
2	Coton (non compris les linters) en masse	236,50	Coton (non compris les linters) en masse	195,30
3	Graines de sésame	67,40	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	99,60
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	66,90	Zinc	95,80
5	Zinc	53,70	Graines de sésame	59,00
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	22,60	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	18,00
7	Coton cardé ou peigné	15,80	Coton cardé ou peigné	18,00
8	Charbons actives	9,70	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,90
9	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,40	Maïs non moulu	7,60

Rang	2016		2017	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
10	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	8,30	Huile de coton	7,50
11	Huiles végétales fixes, nda	6,40	Huiles végétales fixes, nda	7,20
12	de coton	6,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,90
13	Autres	3,80	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ....	4,00
14	Parties	3,30	Arachides non grillées, décortiquées ou non	3,90
15	Mais non moulu	2,90	Huiles de coton	3,40
16	Fils de fer	2,60	Parties	3,30
17	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,60	Argent	2,90
18	Huiles de coton	2,40	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,70
19	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	2,20	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,50
20	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	2,10	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	2,00

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N° 8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) – suite**

Rang	2018		2019	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 190,70	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 329,20
2	Coton (non compris les linters) en masse	177,00	Coton (non compris les linters) en masse	206,10
3	Noix de cajou fraîches ou sches, même sans leurs coques ou décortiquées	117,10	Zinc	90,90
4	Zinc	103,70	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	55,80
5	Graines de sésame	71,10	Graines de sésame	41,40
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,20	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	39,00
7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,30	Huiles végétales fixes, nda	18,60
8	Huiles végétales fixes, nda	12,40	Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	15,90
9	Tomates fraîches ou réfrigérées	9,40	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,70
10	Charbons actifs	7,20	Barres	5,30
11	de coton	6,30	Explosifs préparés	4,20
12	barres	5,80	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,20
13	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,20	Graine de coton	4,10
14	Parties	2,50	Ciments hydrauliques	3,90
15	fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,20	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	3,80
16	Explosifs préparés	2,10	Mais non moulu	3,60
17	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	2,00	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	3,60
18	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	1,80	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,60

Rang	2018		2019	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
19	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,80	Fèves de soja	2,50
20	Autres	1,70	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport ...	2,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N° 8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)**

Rang	2020		2021	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 050,80	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 171,96
2	Coton (non compris les linters) en masse	150,70	Coton (non compris les linters) en masse	252,00
3	minerais de zinc, même enrichis	60,70	Minerais de zinc, même enrichis	87,68
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	39,00	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	64,37
5	Graines de sésame	36,90	Graines de sésame	34,95
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	26,20	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,60
7	Huiles végétales fixes, nda	18,60	Ciments hydrauliques	19,67
8	avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	15,70	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	17,57
9	Ciments Hydrauliques	15,50	Huiles végétales fixes, nda	15,49
10	maïs non moulu	13,00	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	12,04
11	Barres	6,30	Cigarettes	7,16
12	de coton	6,30	Barres	6,58
13	Explosifs préparés	4,90	Graine de coton	5,84
14	parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,30	Explosifs préparés	5,36
15	argent	3,80	Fèves de soja	4,52
16	Fèves de soja	3,70	Argent	4,01
17	voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,50	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	3,99
18	dolomie, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage	2,30	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,83
19	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport ....	2,10	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,52
20	autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,10	Minerais de fer, même enrichis, non agglomérés	2,50

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Union européenne</b>	<b>78,7</b>	<b>65,7</b>	<b>94,3</b>	<b>83,7</b>	<b>116,6</b>	<b>89,5</b>	<b>131,5</b>	<b>118,4</b>	<b>97,0</b>	<b>72,0</b>
dont										
France	25,8	27,1	40,7	35,2	36,4	43,1	71,9	58,6	29,3	20,6
Belgique, Luxembourg	1,5	9,1	5,0	0,8	1,8	3,7	5,2	8,2	12,5	13,1
Pays-Bas	21,3	8,0	5,7	6,0	5,9	16,4	16,0	5,1	6,2	7,4
Allemagne	1,9	3,7	3,1	4,0	6,3	5,1	7,2	8,5	11,0	7,3
Italie	0,8	1,3	1,5	0,4	1,3	0,7	0,7	1,8	1,2	3,3
Royaume-Uni	17,7	4,3	24,0	18,5	22,3	8,7	17,4	12,0	2,4	3,3

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Autres pays européens</b>	<b>721,0</b>	<b>680,1</b>	<b>701,1</b>	<b>651,5</b>	<b>889,5</b>	<b>1 000,0</b>	<b>957,0</b>	<b>1 049,3</b>	<b>1 922,4</b>	<b>2 040,6</b>
dont										
Suisse	720,7	679,4	701,1	651,4	889,5	1 000,0	957,0	1 048,9	1 921,3	2 039,9
<b>Afrique du Nord</b>	<b>0,9</b>	<b>3,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>1,1</b>
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>63,1</b>	<b>86,9</b>	<b>163,1</b>	<b>152,9</b>	<b>141,6</b>	<b>191,6</b>	<b>234,6</b>	<b>210,1</b>	<b>187,8</b>	<b>227,1</b>
dont										
Mali	8,1	9,7	17,1	16,4	10,3	14,1	9,1	13,5	23,0	42,5
Niger	6,1	11,3	15,1	17,5	7,5	10,5	9,8	17,2	29,5	18,2
Côte d'Ivoire	15,6	23,1	62,8	45,7	63,5	107,3	114,2	103,5	70,8	18,2
Ghana	19,4	24,4	27,6	30,8	35,0	26,2	55,7	51,5	33,8	27,6
Togo	7,2	7,8	20,7	32,6	16,7	20,5	34,0	15,8	20,0	19,4
Bénin	3,1	5,8	12,8	2,5	0,8	0,5	1,2	0,7	1,1	2,4
<b>Afrique centrale</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>
<b>Afrique australe</b>	<b>112,6</b>	<b>68,9</b>	<b>56,9</b>	<b>50,5</b>	<b>54,1</b>	<b>16,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>0,5</b>
dont										
Afrique du Sud	112,1	68,9	56,8	50,3	54,1	16,5	0,4	1,3	1,5	0,5
<b>Afrique orientale</b>	<b>0,4</b>	<b>4,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>3,2</b>	<b>19,5</b>	<b>17,1</b>
<b>Asie</b>	<b>118,8</b>	<b>256,9</b>	<b>188,9</b>	<b>338,1</b>	<b>274,7</b>	<b>374,0</b>	<b>460,6</b>	<b>497,5</b>	<b>272,1</b>	<b>403,7</b>
dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	37,4	64,5	15,0	38,2	24,9	5,8	7,3	8,1	1,5	11,0
Japon	1,0	27,8	14,3	9,3	9,5	16,7	2,3	4,3	4,8	2,6
Singapour	54,8	75,7	87,2	129,0	137,0	153,2	139,7	123,8	69,0	108,0
<b>Amérique</b>	<b>19,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,3</b>	<b>8,2</b>	<b>11,9</b>	<b>2,6</b>	<b>12,6</b>	<b>15,2</b>	<b>6,2</b>	<b>32,2</b>
dont										
Etats Unis	15,6	2,0	3,1	0,8	1,2	1,8	3,9	3,8	5,5	31,0
Canada	3,4	2,9	0,7	7,1	10,6	0,5	8,1	1,2	0,7	1,2
<b>Océanie</b>	<b>1,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>
<b>Autres pays</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Ensemble</b>	<b>1 117,5</b>	<b>1 172,7</b>	<b>1 209,9</b>	<b>1 286,1</b>	<b>1 489,5</b>	<b>1 675,7</b>	<b>1 798,3</b>	<b>1 896,7</b>	<b>2 507,2</b>	<b>2 794,7</b>

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

### 8.3. Importations

Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Animaux vivants et produits du règne animal	14,7	17,3	19,4	18,6	17,5	19,7	24,1	26,1	27,9	29,5
Produit du règne végétal	103,7	109,4	91,4	102,6	117,9	128,4	142,2	126,5	121,8	117,9
Graisses et huiles animales ou végétales	17,9	18,5	16,1	17,4	25,8	18,7	20,9	14,8	14,8	12,2
Produits des industries alimentaires: boissons, alcool, etc.	103,5	114,2	97,8	110,0	112,7	114,2	113,5	104,2	119,2	149,2
Produits minéraux	489,8	565,2	542,5	527,1	480,9	621,6	722,5	756,7	748,5	864,6
Produits des industries chimiques et connexes	209,8	275,5	227,0	246,6	301,1	261,6	316,5	275,6	310,1	303,8
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	67,8	75,7	61,1	58,6	71,3	73,3	92,4	87,6	86,8	101,4
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,4	1,8	1,1	0,9	1,2	0,8	3,0	1,6	2,6	3,8
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	4,5	5,1	4,7	4,5	4,5	4,5	4,0	4,0	5,2	5,4
Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	25,8	23,6	23,7	23,8	27,4	28,7	30,8	29,3	30,4	40,0
Matières textiles et ouvrages en ces matières	30,9	53,9	30,3	24,9	61,7	34,8	31,0	51,7	49,8	47,7

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Chaussures, coiffures, parapluie, cannes, etc.	5,4	7,1	7,5	3,8	8,3	5,8	6,6	5,9	5,3	7,2
Ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues	12,7	14,4	15,7	13,6	14,0	16,7	17,5	22,5	25,7	28,9
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,4	0,6	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,2	0,3	0,6
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	130,0	164,4	128,8	115,1	140,8	151,0	167,5	168,9	151,3	176,5
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties, etc.	331,0	373,3	223,8	273,2	362,8	499,5	424,6	466,9	407,0	393,5
Matériel de transport	160,3	196,7	134,0	181,0	162,1	212,1	222,6	263,4	198,7	219,0
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographique	14,9	17,4	15,3	20,3	21,3	21,5	27,8	25,6	40,5	30,9
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	2,6	1,5	2,2	2,3	4,3	3,4	6,9	2,2	2,0	1,8
Marchandises et produits divers	13,4	15,0	18,1	16,0	22,5	21,2	25,5	19,9	22,0	30,5
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total importations</b>	<b>1740,3</b>	<b>2050,7</b>	<b>1660,8</b>	<b>1760,5</b>	<b>1958,2</b>	<b>2238,0</b>	<b>2400,2</b>	<b>2453,7</b>	<b>2369,8</b>	<b>2564,5</b>

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.6 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCI de 2012 à 2019 (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	404,24	464,04	451,73	423,38	373,09	452,77	539,81	583,57
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	50,57	87,22	76,77	77,98	98,76	88,85	101,50	86,22
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes ....	48,12	54,81	51,23	47,26	45,70	63,28	74,24	77,05
Brisures de riz	32,49	30,94	25,13	29,73	35,10	39,99	50,14	62,81
Energie électrique	-	-	-	-	-	31,66	49,58	62,57
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	41,82	48,70	20,50	26,80	38,35	51,05	46,91	58,76
Ciments hydrauliques	46,64	53,76	46,92	57,98	63,55	82,91	70,93	48,18
Propane et butane liquéfiés	26,12	27,13	26,21	23,50	24,58	34,91	40,85	42,73
Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	-	-	-	15,88	-	-	0,00	37,68
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	7,25	10,33	16,76	22,74	23,94	2,98	27,70	30,74
Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gpe 7442	25,95	37,94	11,67	29,03	32,77	54,91	43,01	30,46
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	22,24	25,53	27,05	29,44	27,74	31,65	26,49	29,52
Diodes transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur.....	1,65	4,51	12,82	11,71	21,68	39,04	21,51	29,33
Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	13,19	15,09	5,85	8,75	11,64	16,72	10,32	27,41
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	36,36	34,82	27,61	30,14	34,28	40,43	29,61	27,18
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	13,02	28,06	5,79	10,04	37,04	16,65	17,73	27,17
Explosifs préparés	13,97	21,60	9,51	5,73	6,01	6,90	19,61	26,74

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	19,49	22,22	8,61	15,01	19,20	23,99	17,84	26,01
Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	9,42	9,78	12,12	9,28	17,83	19,58	30,20	24,35
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	14,33	16,62	16,92	23,28	23,94	26,00	24,74	23,25

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA)**

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	452,80	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	539,80
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	88,80	Médicament Contenant d'autres substances	101,50
3	Ciments hydrauliques	82,90	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ....	72,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ....	62,20	Ciments hydrauliques	70,90
5	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	54,80	Brisures de riz	50,10
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	51,00	Energie électrique	49,60
7	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	40,40	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	46,90
8	Brisures de riz	40,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	43,00
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	39,20	Propane et butane liquéfiés	40,90
10	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	39,00	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	31,70
11	Appareils Électriques d'éclairage Et De Signalisation Essuie-Glases	35,30	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	31,40
12	Propane et butane liquéfiés	34,90	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	30,40
13	Energie électrique	31,70	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	30,20
14	Tabacs fabriqués (à fumer, a chiquer, a priser); extrait ou sauces de tabac	31,60	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,60
15	Autre Froment (Avec l'épeautre) Et Méteil Non moulus	26,00	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	27,10
16	Cyanures simples et complexes	25,00	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	27,00
17	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	25,00	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	26,50
18	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	24,30	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	24,70
19	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	23,90	Ouvrages	24,30
20	Autres	23,00	Constructions	23,30

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)**

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	583,60	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	497,70
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	86,20	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	109,80
3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ....	77,00	Ciments Hydrauliques	96,50
4	Brisures de riz	62,80	Energie électrique	81,70
5	Energie électrique	62,60	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes ....	70,30
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	58,80	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	49,60
7	Ciments hydrauliques	48,20	Propane et butane liquéfiés	49,60
8	Propane et butane liquéfiés	42,70	Brisures de riz	44,50
9	Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	37,70	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	33,30
10	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	30,70	Cyanures simples et complexes	30,90
11	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	30,50	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,40
12	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,50	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,20
13	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	29,30	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	28,00
14	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	27,40	Explosifs préparés	27,00
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,20	Ouvrages	25,50
16	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	27,20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,80
17	Explosifs préparés	26,70	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	20,90
18	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	26,00	Préparations alimentaires, nda	18,80
19	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	24,40	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	17,40
20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,30	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	17,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)- fin**

Rang	2021	
	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	581,38
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	106,54
3	Ciments hydrauliques	105,75
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ....	84,45
5	Energie électrique	81,34
6	Propane et butane liquéfiés	64,17
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	43,90
8	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	41,63
9	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,69
10	Brisures de riz	35,68

Rang	2021	
	Produits	Valeurs
11	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	35,50
12	Ouvrages	28,24
13	Explosifs préparés	26,22
14	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	25,24
15	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	24,66
16	Cyanures simples et complexes	24,53
17	Fil manchine	23,87
18	Produits chimiques nda	22,27
19	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur....	20,88
20	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao nda	19,75

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.8 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Ensemble des importations</b>	1740,3	2050,7	1660,9	1760,5	1958,2	2238,0	2400,2	2453,7	2370,2	2564,5
Machines non électriques	239,0	283,8	139,9	181,9	245,3	298,9	269,4	310,6	272,3	232,6
Gaz oil	177,9	218,0	192,9	174,2	167,9	195,5	242,0	288,7	255,7	249,7
Autres pétroles et produits dérivés du pétrole, nda	97,4	100,2	117,5	230,4	182,8	234,2	276,6	272,4	218,7	312,4
Machines et appareils électriques	95,1	95,2	92,0	93,0	116,2	200,1	139,4	146,7	131,4	152,0
Produits médicaux pharmaceutiques	61,7	100,6	96,9	109,1	127,4	97,5	137,1	128,1	139,9	138,7
Autres combustibles minéraux, lubrifiants et connexes, nda	18,4	20,6	17,9	14,6	22,9	57,1	74,3	87,2	108,4	111,6
Voitures de tourisme	43,5	49,1	43,2	44,8	44,3	62,0	72,8	75,5	69,5	83,2
Riz	57,7	61,1	49,2	50,9	61,9	65,9	81,1	69,3	58,3	39,5
Camions, camionnettes	41,8	48,7	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8	49,6	43,9
Autres articles manufactures en métal, nda	38,0	63,4	36,8	31,9	36,2	52,6	58,7	55,0	46,3	53,6
Autres fer et acier, nda	43,6	53,2	41,2	39,2	47,5	36,6	45,4	54,3	49,6	58,7
Ciment hydraulique	46,6	53,8	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2	96,5	105,7
Autres machines et matériels de transport, nda	4,4	4,6	4,6	22,0	4,9	8,3	15,9	46,7	7,5	3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

**Tableau N°8.9 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Union européenne</b>	<b>553,7</b>	<b>708,1</b>	<b>546,2</b>	<b>593,0</b>	<b>513,2</b>	<b>667,9</b>	<b>589,7</b>	<b>617,1</b>	<b>616,1</b>	<b>619,2</b>
dont										
France	153,8	183,1	181,3	159,2	160,4	192,4	176,8	181,8	175,7	203,0
Belgique, Luxembourg	32,5	57,0	32,6	51,5	35,0	42,9	42,6	51,1	37,7	49,0
Pays-Bas	50,1	166,8	114,3	134,7	92,3	152,3	77,0	54,8	74,8	76,9
Allemagne	62,4	78,4	48,5	51,1	59,2	88,3	82,8	73,5	83,0	73,6
Italie	26,5	29,5	23,0	39,0	33,3	34,2	38,3	51,0	54,0	30,7
Royaume-Uni	134,8	78,5	57,7	31,1	25,1	23,7	29,8	47,2	45,2	51,9
<b>Autres pays européens</b>	<b>71,2</b>	<b>37,1</b>	<b>71,6</b>	<b>59,1</b>	<b>60,4</b>	<b>94,1</b>	<b>188,3</b>	<b>243,1</b>	<b>198,6</b>	<b>154,5</b>
dont										
Russie	18,9	13,3	40,0	35,6	45,2	50,3	128,8	196,0	167,9	126,9
<b>Afrique du nord</b>	<b>25,0</b>	<b>28,9</b>	<b>28,9</b>	<b>53,4</b>	<b>41,1</b>	<b>40,2</b>	<b>71,6</b>	<b>60,3</b>	<b>56,8</b>	<b>73,8</b>
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>391,8</b>	<b>439,3</b>	<b>409,4</b>	<b>337,6</b>	<b>427,7</b>	<b>489,8</b>	<b>518,0</b>	<b>525,9</b>	<b>544,1</b>	<b>556,7</b>
dont										
Sénégal	24,8	24,7	20,7	17,3	23,2	22,0	17,5	19,3	14,0	16,6
Côte d'Ivoire	159,9	161,2	164,1	147,1	170,1	227,9	271,1	255,5	195,4	217,2
Ghana	48,6	63,8	57,9	69,3	95,5	109,1	116,8	172,3	150,9	153,2
Togo	76,8	85,5	70,7	56,9	68,3	71,9	72,2	41,0	81,5	72,7
Nigeria	31,3	8,4	12,6	7,0	6,9	7,0	7,1	6,7	5,5	8,4
<b>Afrique centrale</b>	<b>15,6</b>	<b>28,9</b>	<b>10,7</b>	<b>7,9</b>	<b>15,0</b>	<b>2,9</b>	<b>1,4</b>	<b>3,4</b>	<b>11,7</b>	<b>1,2</b>
<b>Afrique australe</b>	<b>43,3</b>	<b>46,6</b>	<b>45,5</b>	<b>45,5</b>	<b>34,7</b>	<b>44,1</b>	<b>47,1</b>	<b>38,2</b>	<b>38,1</b>	<b>39,4</b>
dont										
Afrique du Sud	42,9	46,5	45,3	45,5	34,2	43,6	47,0	37,5	37,7	38,9
<b>Afrique orientale</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>
<b>Asie</b>	<b>386,5</b>	<b>525,0</b>	<b>438,9</b>	<b>470,6</b>	<b>617,5</b>	<b>650,9</b>	<b>747,3</b>	<b>689,3</b>	<b>671,7</b>	<b>869,9</b>
dont										
Chine	156,3	200,2	192,1	193,9	267,7	310,7	289,9	282,3	282,9	343,2
Japon	53,1	62,7	42,1	49,3	51,4	73,4	70,8	69,4	81,5	75,8
Thaïlande	20,5	20,0	31,7	36,2	43,3	38,8	39,9	32,0	10,7	14,3
Inde	58,0	87,2	62,6	57,5	91,1	91,5	124,6	138,4	129,9	145,3
<b>Amérique</b>	<b>223,5</b>	<b>216,5</b>	<b>102,1</b>	<b>182,0</b>	<b>225,6</b>	<b>215,9</b>	<b>203,4</b>	<b>237,5</b>	<b>210,1</b>	<b>230,6</b>
dont										
Etats Unis d'Amérique	126,1	133,6	71,0	113,9	160,6	158,2	142,1	156,2	170,4	180,5
Brésil	14,7	20,2	10,1	25,6	10,1	14,5	14,8	50,6	12,4	12,8
<b>Océanie</b>	<b>29,0</b>	<b>19,4</b>	<b>6,6</b>	<b>10,9</b>	<b>21,6</b>	<b>31,6</b>	<b>32,5</b>	<b>38,7</b>	<b>20,2</b>	<b>17,9</b>
<b>Autres pays</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Ensemble</b>	<b>1 740,3</b>	<b>2 050,7</b>	<b>1 660,8</b>	<b>1 760,5</b>	<b>1 958,2</b>	<b>2 238,0</b>	<b>2 400,2</b>	<b>2 453,7</b>	<b>2 369,8</b>	<b>2 564,5</b>

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur.



# NEUVIEME PARTIE



## BALANCE DES PAIEMENTS

**Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-82,9</b>	<b>-664,6</b>	<b>-493,2</b>	<b>-529,4</b>	<b>-462,4</b>	<b>-412,1</b>	<b>-369,3</b>	<b>-306,9</b>	<b>427,8</b>	<b>418,6</b>
<b>1- Biens et services</b>	<b>-299,1</b>	<b>-788,2</b>	<b>-551,8</b>	<b>-601,5</b>	<b>-471,7</b>	<b>-413,2</b>	<b>-364,1</b>	<b>-325,5</b>	<b>332,0</b>	<b>453,3</b>
Balance des biens	108,5	-328,8	-128,6	-142,7	-0,4	105,2	161,1	214,3	765,5	973,1
Exportations de biens FOB :	1464,3	1315,3	1362,3	1397,7	1676,4	1995,6	2196,4	2301,3	2789,9	3079,5
Dont intra-UEMOA	76,7	97,0	104,8	113,2	122,2	132,0	73,0	72,2	77,9	84,2
Réexportations	36,0	57,0	68,1	20,0	39,4	36,4	35,1	52,1	26,7	57,0
Importations de biens FOB	-1355,8	-1644,2	-1490,9	-1540,4	-1676,7	-1890,4	-2035,2	-2087,0	-2024,3	-2106,4
Importations de biens CAF dont :	-1824,0	-2156,4	-1770,4	-1821,7	-1983,5	-2268,1	-2436,0	-2495,4	-2405,3	-2502,7
Dont intra-UEMOA	-465,3	-559,8	-587,8	-617,2	-648,0	-680,4	-583,6	-552,6	-580,2	-609,2
Balance des services	-407,6	-459,4	-423,2	-458,7	-471,4	-518,5	-525,3	-539,8	-433,5	-519,8
Crédit	214,8	245,3	223,8	231,0	262,9	279,2	309,4	316,3	292,8	308,1
Dont voyage	43,0	75,6	66,7	64,7	72,2	68,1	67,2	68,2	43,1	45,3
Débit	-622,4	-704,7	-646,9	-689,8	-734,2	-797,7	-834,7	-856,1	-726,3	-827,9
Dont fret et assurances	-232,6	-345,0	-297,4	-311,0	-338,6	-381,7	-405,1	-416,9	-287,0	-303,9
<b>2- Revenu primaire</b>	<b>-39,1</b>	<b>-93,3</b>	<b>-177,5</b>	<b>-199,5</b>	<b>-231,8</b>	<b>-230,4</b>	<b>-267,0</b>	<b>-299,5</b>	<b>-319,9</b>	<b>-375,4</b>
Dont intérêts sur la dette	-13,0	-12,8	-14,7	-15,9	-16,8	-20,2	-53,5	-62,1	-75,2	-106,3
<b>3- Revenu secondaire</b>	<b>255,3</b>	<b>216,9</b>	<b>236,1</b>	<b>271,6</b>	<b>241,1</b>	<b>231,5</b>	<b>261,8</b>	<b>318,0</b>	<b>415,6</b>	<b>340,7</b>
- Administrations publiques	179,5	128,2	114,3	145,9	111,0	100,0	123,3	169,3	246,2	160,5
Dont aides budgétaires	161,4	119,1	98,9	124,8	81,2	74,4	92,7	88,5	159,7	80,9
- Autres secteurs	75,7	88,7	121,8	125,7	130,1	131,5	138,5	148,7	169,5	180,3
Dont transferts de fonds des migrants	99,3	144,3	179,7	211,5	218,1	221,3	230,2	241,7	268,3	275,0
Compte de capital	137,8	238,4	200,2	153,8	150,1	172,8	175,8	125,9	211,6	252,8
<b>4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
<b>5- Transferts de capital</b>	<b>137,7</b>	<b>238,6</b>	<b>200,2</b>	<b>153,6</b>	<b>150,0</b>	<b>172,6</b>	<b>175,6</b>	<b>125,8</b>	<b>211,4</b>	<b>252,5</b>
- Administrations publiques	111,6	205,2	157,5	105,2	99,0	119,9	122,4	71,8	156,3	196,3
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,3	16,6
Autres transferts de capital	111,6	205,2	157,5	105,2	99,0	119,9	122,4	71,8	141,9	179,7
- Autres secteurs	26,1	33,4	42,6	48,4	51,0	52,7	53,2	54,0	55,1	56,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	54,9	-426,2	-293,0	-375,6	-312,2	-239,3	-193,4	-181,0	639,4	671,4
Compte financier	61,7	-282,9	-163,5	-654,9	-554,9	-490,7	-313,2	-252,6	164,4	-53,4
<b>6- Investissement direct</b>	<b>-130,9</b>	<b>-213,4</b>	<b>-141,6</b>	<b>-128,8</b>	<b>-201,6</b>	<b>4,5</b>	<b>-111,5</b>	<b>-85,9</b>	<b>52,7</b>	<b>-104,2</b>
<b>7- Investissements de portefeuille</b>	<b>-16,7</b>	<b>-6,9</b>	<b>86,2</b>	<b>-3,0</b>	<b>-7,9</b>	<b>-112,4</b>	<b>-150,2</b>	<b>-120,0</b>	<b>-105,8</b>	<b>-440,5</b>
<b>8- Dérivés financiers</b>	<b>0,0</b>									
<b>9- Autres investissements</b>	<b>209,2</b>	<b>-62,6</b>	<b>-108,0</b>	<b>-523,1</b>	<b>-345,4</b>	<b>-382,8</b>	<b>-51,5</b>	<b>-46,7</b>	<b>217,4</b>	<b>491,3</b>
- Administrations publiques	-85,1	-35,5	-50,7	-89,2	-145,0	-77,1	-158,6	-233,7	-272,4	-387,3
- Tirages	107,3	60,5	82,2	122,1	144,8	124,5	131,0	293,0	334,1	236,8
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Amortissements	-21,7	-26,0	-30,8	-32,9	-41,9	-50,2	-55,1	-76,9	-61,4	-72,5
- Autres secteurs	294,3	-27,1	-57,3	-433,9	-200,4	-305,7	107,1	186,9	489,8	878,6
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres (financement à rechercher)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	3,4	-3,8	-3,4	4,3	-3,3	-4,5	-3,5	-4,2	-4,3	-3,5
<b>Solde global</b>	<b>-3,4</b>	<b>-147,0</b>	<b>-132,9</b>	<b>283,6</b>	<b>239,4</b>	<b>247,0</b>	<b>116,3</b>	<b>67,4</b>	<b>470,8</b>	<b>721,3</b>
g- Ecart d'évaluation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
h- Variation des avoirs extérieurs nets	3,4	147,0	132,9	-283,6	-239,4	-277,4	-116,3	-67,4	-470,8	-721,3
Banque centrale	41,4	193,3	143,9	8,2	70,9	-135,6	-311,5	233,8	-128,7	-261,9
Autres institutions de dépôts	-38,1	-46,3	-11,0	-291,8	-310,3	-141,7	195,2	-301,2	-342,0	-459,4

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

(\*) : Les données de 2020 sont des estimations et celles de 2021 sont des projections.



# DIXIEME PARTIE



## SITUATION MONETAIRE

**Tableau N°10.1 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Monnaie au sens large et ses composantes</b>										
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>230,10</b>	<b>204,72</b>	<b>227,93</b>	<b>299,17</b>	<b>280,60</b>	<b>447,89</b>	<b>577,81</b>	<b>655,88</b>	<b>697,69</b>	<b>833,54</b>
Billets et monnaies mis en circulation	282,91	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,4
Encaisses des banques (à déduire)	48,23	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,30
Encaisses des Trésors (à déduire)	4,58	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,60
<b>Dépôts transférables</b>	<b>758,86</b>	<b>863,85</b>	<b>937,55</b>	<b>1130,69</b>	<b>1333,21</b>	<b>1577,75</b>	<b>1710,97</b>	<b>1828,64</b>	<b>2300,48</b>	<b>2783,60</b>
BCEAO	0,58	0,47	0,49	0,56	0,56	0,38	0,37	2,17	2,89	1,86
Banques	674,30	770,03	803,84	968,75	1153,72	1377,24	1486,23	1576,25	2007,91	2480,19
CCP et CNE	83,97	93,35	133,22	161,38	178,93	200,12	224,37	250,22	289,69	301,60
<b>M1</b>	<b>988,96</b>	<b>1068,57</b>	<b>1165,47</b>	<b>1429,86</b>	<b>1613,81</b>	<b>2025,63</b>	<b>2288,78</b>	<b>2484,52</b>	<b>2998,17</b>	<b>3617,14</b>
<b>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)</b>	<b>705,46</b>	<b>809,74</b>	<b>919,79</b>	<b>1060,27</b>	<b>1166,82</b>	<b>1341,09</b>	<b>1429,49</b>	<b>1571,89</b>	<b>1781,05</b>	<b>1967,90</b>
BCEAO	0,00	0,00	0,00	0,27	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,30
AID	705,46	809,74	919,79	1060,00	1166,49	1340,75	1429,15	1571,55	1780,71	1967,60
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>1694,42</b>	<b>1878,32</b>	<b>2085,27</b>	<b>2490,13</b>	<b>2780,63</b>	<b>3366,72</b>	<b>3718,27</b>	<b>4056,41</b>	<b>4779,21</b>	<b>5585,10</b>
<b>Contreparties de la masse monétaire</b>										
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>773,58</b>	<b>557,72</b>	<b>455,23</b>	<b>737,75</b>	<b>1052,76</b>	<b>1330,12</b>	<b>1443,50</b>	<b>1508,53</b>	<b>1983,66</b>	<b>2636,75</b>
BCEAO	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42
Banques	543,65	518,63	578,35	873,81	1189,37	1331,09	1133,00	1431,81	1778,20	2169,34
<b>Créances intérieures</b>	<b>1161,21</b>	<b>1528,06</b>	<b>1873,60</b>	<b>2036,12</b>	<b>2055,84</b>	<b>2436,31</b>	<b>2721,90</b>	<b>3068,01</b>	<b>3380,85</b>	<b>3487,40</b>
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-101,10	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50
BCEAO	-84,57	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40
Banques	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,90
Créances sur les autres secteurs	1262,31	1562,84	1829,26	2018,25	2144,32	2370,24	2664,67	2916,17	3188,47	3553,90
BCEAO	4,64	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65
Banques	1257,67	1558,61	1826,04	2014,68	2140,09	2365,06	2658,98	2909,84	3180,58	3546,25
<b>Passifs à caractère non monétaire (2)</b>	<b>271,73</b>	<b>283,20</b>	<b>345,16</b>	<b>394,72</b>	<b>487,01</b>	<b>571,34</b>	<b>630,07</b>	<b>719,81</b>	<b>842,30</b>	<b>1020,10</b>
Actions et autres participations dans les ID	209,03	226,22	279,84	313,20	396,49	463,81	470,94	535,85	633,18	724,10
BCEAO	0,47	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50
Banques	208,56	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,60
Engagements non monétaires des ID	62,70	56,98	65,32	81,52	90,51	107,53	159,13	183,97	209,11	296,00
Dépôts exclus de M2	35,62	35,77	45,68	62,20	61,38	89,58	134,08	150,57	182,43	228,90
Emprunts	17,27	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,10
Titres autres qu'actions exclus de M2	9,82	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres postes nets (3)</b>	<b>-31,37</b>	<b>-75,73</b>	<b>-101,59</b>	<b>-110,97</b>	<b>-159,03</b>	<b>-171,64</b>	<b>-182,93</b>	<b>-199,68</b>	<b>-257,00</b>	<b>-481,10</b>
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-83,97	-93,35	-133,22	-161,38	-178,93	-200,12	-224,37	-250,22	-289,69	-301,60
<b>Total des contreparties de M2 (4)</b>	<b>1694,42</b>	<b>1878,32</b>	<b>2085,27</b>	<b>2490,13</b>	<b>2780,63</b>	<b>3366,72</b>	<b>3718,27</b>	<b>4056,41</b>	<b>4779,21</b>	<b>5585,10</b>

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial auprès des banques, dépôts rémunérés dans livres de la Banque Centrale

(2) Actions et autres participations dans les institutions de dépôt et engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

**Tableau N°10.2 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale</b>	<b>-101,10</b>	<b>-34,78</b>	<b>44,35</b>	<b>17,87</b>	<b>-88,48</b>	<b>66,06</b>	<b>57,23</b>	<b>151,84</b>	<b>192,38</b>	<b>-66,50</b>
<b>Créances nettes de la BCEAO</b>	<b>-84,57</b>	<b>-7,30</b>	<b>-17,22</b>	<b>-14,08</b>	<b>-149,77</b>	<b>-55,74</b>	<b>-66,74</b>	<b>-41,73</b>	<b>21,45</b>	<b>-95,40</b>
<b>Créances</b>	<b>138,60</b>	<b>134,35</b>	<b>128,31</b>	<b>132,08</b>	<b>135,58</b>	<b>120,85</b>	<b>111,47</b>	<b>118,59</b>	<b>214,71</b>	<b>289,98</b>
Crédits	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,61	214,71	289,98
Concours adossés aux DTS	33,37	29,18	24,71	19,93	15,00	9,93	4,70	0,59	0,20	91,63
Concours consolidés	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concours du FMI	104,24	105,17	103,60	112,16	120,58	110,92	106,76	118,02	214,51	198,35
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres crédits (créances financières) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Portefeuille de titres du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,02	0,00	0,00
<b>Engagements</b>	<b>223,17</b>	<b>141,65</b>	<b>145,53</b>	<b>146,17</b>	<b>285,36</b>	<b>176,59</b>	<b>178,20</b>	<b>160,32</b>	<b>193,26</b>	<b>385,38</b>
Encaisses du Trésor	4,58	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,57
Dépôts	218,60	135,37	139,86	139,98	277,37	168,94	168,79	154,03	184,51	378,82
Autres engagements (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Créances nettes des banques</b>	<b>-16,53</b>	<b>-27,48</b>	<b>61,57</b>	<b>31,96</b>	<b>61,30</b>	<b>121,80</b>	<b>123,96</b>	<b>193,57</b>	<b>170,93</b>	<b>28,89</b>
<b>Créances</b>	<b>139,14</b>	<b>168,85</b>	<b>263,59</b>	<b>270,68</b>	<b>345,83</b>	<b>465,07</b>	<b>464,27</b>	<b>556,59</b>	<b>744,94</b>	<b>874,08</b>
Crédits	11,70	8,46	52,22	25,76	31,19	49,97	9,44	8,60	65,12	113,69
Portefeuille de titres du Trésor	127,44	160,39	211,37	244,92	314,64	415,10	454,83	547,99	679,82	760,39
<b>Engagements</b>	<b>155,67</b>	<b>196,33</b>	<b>202,02</b>	<b>238,73</b>	<b>284,53</b>	<b>343,27</b>	<b>340,31</b>	<b>363,02</b>	<b>574,01</b>	<b>845,18</b>
dont dépôts	155,22	195,39	202,02	237,80	284,53	343,27	340,31	363,02	573,98	845,04

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par l'Etat

(2) Les dépenses pour le compte de l'Etat à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur l'Etat

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte de l'Etat

**Tableau N°10.3 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>ACTIF</b>										
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>543,65</b>	<b>518,63</b>	<b>578,35</b>	<b>873,81</b>	<b>1 189,37</b>	<b>1 331,09</b>	<b>1 133,00</b>	<b>1 431,81</b>	<b>1 778,20</b>	<b>2 169,34</b>
Créances sur les non-résidents	696,27	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,93
Engagements envers les non-résidents	-152,62	-216,61	-319,23	-330,45	-456,06	-644,53	-471,19	-343,64	-311,68	-286,60
<b>Créances sur la Banque Centrale</b>	<b>147,36</b>	<b>155,05</b>	<b>156,93</b>	<b>186,19</b>	<b>186,17</b>	<b>215,68</b>	<b>245,19</b>	<b>253,32</b>	<b>451,83</b>	<b>649,90</b>
Numéraire	48,23	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,28
Dépôts	99,13	105,09	105,33	124,63	123,56	149,67	166,55	162,73	348,46	536,62
Autres créances sur la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Créances nettes sur l'administration centrale</b>	<b>-16,53</b>	<b>-27,48</b>	<b>61,57</b>	<b>31,96</b>	<b>61,30</b>	<b>121,80</b>	<b>123,96</b>	<b>193,57</b>	<b>170,93</b>	<b>28,89</b>
Créances sur l'administration centrale	139,14	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08
Engagements envers l'administration centrale	-155,67	-196,33	-202,02	-238,73	-284,53	-343,27	-340,31	-363,02	-574,01	-845,18
<b>Créances sur les autres secteurs</b>	<b>1 257,67</b>	<b>1 558,61</b>	<b>1 826,04</b>	<b>2 014,68</b>	<b>2 140,09</b>	<b>2 365,06</b>	<b>2 658,98</b>	<b>2 909,84</b>	<b>3 180,58</b>	<b>3 546,25</b>
Créances sur les autres sociétés financières	16,62	17,82	19,53	20,03	22,11	33,22	13,33	18,46	17,66	41,43
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	21,83	4,88	0,02
Créances sur les sociétés non financières publiques	177,33	161,63	198,38	246,75	158,73	89,74	252,38	210,97	237,15	289,42
Créances sur le secteur privé	1 063,72	1 379,15	1 608,13	1 747,90	1 959,25	2 242,10	2 392,23	2 658,58	2 920,89	3 215,39
<b>PASSIF</b>										
<b>Engagements envers la banque centrale</b>	<b>219,95</b>	<b>309,36</b>	<b>520,10</b>	<b>656,52</b>	<b>778,37</b>	<b>765,42</b>	<b>548,63</b>	<b>814,98</b>	<b>903,98</b>	<b>1 088,20</b>
<b>Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large</b>	<b>674,30</b>	<b>770,03</b>	<b>803,84</b>	<b>968,75</b>	<b>1 153,72</b>	<b>1 377,24</b>	<b>1 486,23</b>	<b>1 576,25</b>	<b>2 007,91</b>	<b>2 480,19</b>
<b>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large</b>	<b>705,46</b>	<b>809,74</b>	<b>919,79</b>	<b>1 060,00</b>	<b>1 166,49</b>	<b>1 340,75</b>	<b>1 429,15</b>	<b>1 571,55</b>	<b>1 780,71</b>	<b>1 967,58</b>
<b>Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large</b>	<b>0,00</b>									
<b>Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large</b>	<b>35,35</b>	<b>34,29</b>	<b>44,79</b>	<b>61,59</b>	<b>61,15</b>	<b>81,29</b>	<b>133,72</b>	<b>149,79</b>	<b>181,82</b>	<b>228,33</b>
<b>Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large</b>	<b>9,82</b>	<b>7,69</b>	<b>5,53</b>	<b>4,08</b>	<b>2,45</b>	<b>0,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Emprunts</b>	<b>17,27</b>	<b>13,51</b>	<b>14,11</b>	<b>15,24</b>	<b>26,69</b>	<b>17,10</b>	<b>25,05</b>	<b>33,39</b>	<b>26,69</b>	<b>67,11</b>
<b>Dérivés financiers</b>	<b>0,00</b>									
<b>Réserves techniques d'assurance</b>	<b>0,00</b>									
<b>Actions et autres titres de participation</b>	<b>208,56</b>	<b>225,40</b>	<b>274,61</b>	<b>304,47</b>	<b>378,55</b>	<b>441,11</b>	<b>454,43</b>	<b>534,30</b>	<b>632,71</b>	<b>723,62</b>
<b>Autres postes (net)</b>	<b>61,45</b>	<b>34,78</b>	<b>40,11</b>	<b>36,00</b>	<b>9,50</b>	<b>9,87</b>	<b>83,92</b>	<b>108,29</b>	<b>47,74</b>	<b>-160,64</b>

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**Tableau N°10.4 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>ACTIFS</b>										
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>229,93</b>	<b>39,10</b>	<b>-123,11</b>	<b>-136,05</b>	<b>-136,60</b>	<b>-0,98</b>	<b>310,50</b>	<b>76,72</b>	<b>205,46</b>	<b>467,42</b>
Créances sur les non-résidents	505,16	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	044,101
Engagements envers les non-résidents	275,23	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,68
<b>Créances sur les autres institutions de dépôt</b>	<b>219,78</b>	<b>314,56</b>	<b>519,89</b>	<b>657,17</b>	<b>776,14</b>	<b>762,04</b>	<b>645,72</b>	<b>864,23</b>	<b>886,15</b>	<b>1 088,82</b>
<b>Créances nettes sur l'administration centrale</b>	<b>-79,99</b>	<b>-1,03</b>	<b>-11,55</b>	<b>-7,90</b>	<b>-141,79</b>	<b>-48,11</b>	<b>-57,33</b>	<b>-35,45</b>	<b>30,20</b>	<b>-88,84</b>
Créances sur l'administration centrale	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98
Engagements envers l'administration centrale	218,60	135,37	139,86	139,98	277,37	168,96	168,79	154,03	184,51	378,82
<b>Créances sur les autres secteurs</b>	<b>4,64</b>	<b>4,23</b>	<b>3,22</b>	<b>3,57</b>	<b>4,23</b>	<b>5,19</b>	<b>5,70</b>	<b>6,33</b>	<b>7,89</b>	<b>7,65</b>
Créances sur les autres sociétés financières	1,06	0,84	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,76
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Créances sur le secteur privé</b>	<b>3,58</b>	<b>3,39</b>	<b>3,22</b>	<b>3,57</b>	<b>3,63</b>	<b>4,09</b>	<b>4,03</b>	<b>4,36</b>	<b>4,49</b>	<b>4,89</b>
<b>PASSIFS</b>										
<b>Base monétaire</b>	<b>371,86</b>	<b>357,83</b>	<b>379,38</b>	<b>504,36</b>	<b>478,16</b>	<b>684,11</b>	<b>869,06</b>	<b>902,21</b>	<b>1 120,90</b>	<b>1 473,50</b>
Circulation fiduciaire	282,91	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,39
Engagements envers les autres institutions de dépôt	88,36	96,40	93,70	136,61	126,09	161,87	202,49	146,95	307,87	517,92
Engagements envers les autres secteurs	0,58	0,47	0,49	0,83	0,89	0,72	0,71	2,51	3,22	2,19
<b>Autres engagements envers autres institutions de dépôt</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire</b>	<b>0,27</b>	<b>1,48</b>	<b>0,89</b>	<b>0,62</b>	<b>0,23</b>	<b>8,30</b>	<b>0,36</b>	<b>0,79</b>	<b>0,61</b>	<b>0,55</b>
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	0,27	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Emprunts</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dérivés financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Actions et autres titres de participation</b>	<b>0,47</b>	<b>0,82</b>	<b>5,23</b>	<b>8,73</b>	<b>17,95</b>	<b>22,70</b>	<b>16,51</b>	<b>1,55</b>	<b>0,47</b>	<b>0,50</b>
<b>Autres postes (net)</b>	<b>1,75</b>	<b>-3,28</b>	<b>2,94</b>	<b>3,08</b>	<b>5,64</b>	<b>3,03</b>	<b>18,67</b>	<b>7,27</b>	<b>7,71</b>	<b>0,50</b>

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

**Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Créances des institutions de dépôts</b>	<b>1 262,31</b>	<b>1 562,84</b>	<b>1 829,26</b>	<b>2 018,25</b>	<b>2 144,32</b>
<b>Créances de la BCEAO</b>	<b>4,64</b>	<b>4,23</b>	<b>3,22</b>	<b>3,57</b>	<b>4,23</b>
Crédits	4,42	3,91	3,01	3,17	4,02
Autres secteurs résidents	3,36	3,07	3,01	3,17	3,42
Secteurs financiers non bancaires	1,06	0,84	0,00	0,00	0,60
Actions et autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Créances des banques</b>	<b>1 257,67</b>	<b>1 558,61</b>	<b>1 826,04</b>	<b>2 014,68</b>	<b>2 140,09</b>
Crédit bancaire	1 226,77	1 521,53	1 800,55	1 971,44	2 125,65
Secteur financier non bancaire	13,37	15,27	15,61	16,67	19,62
Secteur public	177,33	161,63	198,38	231,19	158,73
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières publiques	177,33	161,63	198,38	231,19	158,73
Secteur privé	1 036,07	1 344,63	1 586,56	1 723,58	1 947,30
Sociétés non financières privées	594,19	778,75	889,29	938,79	1 028,49
Ménages et ISBLSM	441,88	565,88	697,27	784,79	918,81
<b>Titres autres qu'actions</b>	<b>23,10</b>	<b>28,67</b>	<b>15,94</b>	<b>34,58</b>	<b>5,73</b>
Secteur financier non bancaire	1,45	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur public	0,00	0,00	0,00	15,56	0,00
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	15,56	0,00
Secteur privé	21,65	28,67	15,94	19,02	5,73
Sociétés non financières privées	21,65	28,67	15,94	19,02	5,73
<b>Actions et autres participations</b>	<b>4,93</b>	<b>4,86</b>	<b>4,36</b>	<b>4,22</b>	<b>5,52</b>
Secteur financier non bancaire	0,68	0,67	0,73	0,53	1,11
Secteur public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur privé	4,25	4,19	3,63	3,68	4,41
Sociétés non financières privées	4,25	4,19	3,63	3,68	4,41

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

**Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)-suite**

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Créances des institutions de dépôts</b>	<b>2 370,24</b>	<b>2 664,67</b>	<b>2 916,17</b>	<b>3 188,47</b>	<b>3 553,90</b>
<b>Créances de la BCEAO</b>	<b>5,19</b>	<b>5,70</b>	<b>6,33</b>	<b>7,89</b>	<b>7,70</b>
Crédits	4,75	5,58	6,18	7,69	6,80
Autres secteurs résidents	3,65	3,91	4,22	4,30	4,10
Secteurs financiers non bancaires	1,10	1,67	1,97	3,39	2,80
Actions et autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Créances des banques</b>	<b>2 365,06</b>	<b>2 658,98</b>	<b>2 909,84</b>	<b>3 180,58</b>	<b>3 546,20</b>
Crédit bancaire	2 354,83	2 643,05	2 900,50	3 169,38	3 532,50
Secteur financier non bancaire	28,38	8,70	11,88	11,03	36,70
Secteur public	89,74	252,23	231,91	239,87	289,00
Administration locale	0,00	0,45	21,13	3,03	0,00
Sociétés non financières publiques	89,74	251,79	210,78	236,84	289,00
Secteur privé	2 236,71	2 382,12	2 656,71	2 918,48	3 206,90

	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés non financières privées	1 157,64	1 181,80	1 367,44	1 572,61	1 717,70
Ménages et ISBLSM	1 079,07	1 200,32	1 289,27	1 345,88	1 489,20
<b>Titres autres qu'actions</b>	<b>0,00</b>	<b>8,78</b>	<b>0,70</b>	<b>3,14</b>	<b>6,40</b>
Secteur financier non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur public	0,00	0,60	0,70	2,16	0,00
Administration locale	0,00	0,60	0,70	1,85	0,00
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,31	0,00
Secteur privé	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40
Sociétés non financières privées	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40
<b>Actions et autres participations</b>	<b>6,24</b>	<b>3,77</b>	<b>3,88</b>	<b>4,71</b>	<b>4,10</b>
Secteur financier non bancaire	2,93	1,25	1,82	3,28	1,50
Secteur public	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50
Sociétés non financières publiques	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50
Secteur privé	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10
Sociétés non financières privées	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

**Tableau N°10.6 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>773,58</b>	<b>557,72</b>	<b>455,23</b>	<b>737,75</b>	<b>1 052,76</b>	<b>1 330,12</b>	<b>1 443,50</b>	<b>1 508,53</b>	<b>1 983,66</b>	<b>2 636,80</b>
<b>BCEAO</b>	<b>229,93</b>	<b>39,10</b>	<b>-123,11</b>	<b>-136,05</b>	<b>-136,60</b>	<b>-0,98</b>	<b>310,50</b>	<b>76,72</b>	<b>205,46</b>	<b>467,40</b>
Créances sur les non-résidents	505,16	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1 044,10
Avoirs officiels de réserve	43,30	40,35	47,04	40,64	33,26	22,02	24,14	31,33	134,10	240,10
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Monnaies Étrangères	0,99	0,79	0,81	2,62	2,04	1,03	1,70	1,82	2,28	0,60
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	5,50	4,28	8,55	7,07	21,16	13,53	19,82	17,08	13,34	21,90
Avoirs en DTS	36,81	35,28	37,68	30,95	10,06	7,46	2,63	12,43	118,49	217,60
Autres actifs extérieurs	461,86	251,26	302,82	517,89	588,55	875,74	905,37	1 000,64	836,07	804,00
<b>Engagements extérieurs</b>	<b>275,23</b>	<b>252,51</b>	<b>472,97</b>	<b>694,58</b>	<b>758,41</b>	<b>898,74</b>	<b>619,01</b>	<b>955,25</b>	<b>764,71</b>	<b>576,70</b>
Engagements extérieurs de court terme	105,85	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits FMI	105,85	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50
Autres engagements extérieurs	169,39	150,08	365,17	572,17	628,57	788,22	510,85	837,05	557,97	377,20
Allocation DTS	44,04	42,20	45,08	48,08	48,17	44,85	45,87	45,90	44,72	140,40
Autres	125,35	107,87	320,10	524,10	580,40	743,37	464,99	791,15	513,26	236,80
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents, Autres MN	125,25	102,43	114,82	127,31	142,94	177,02	194,45	175,05	189,76	232,10

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	0,10	0,82	0,11	3,56	1,62	0,08	8,20	15,74	4,05	4,70
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	0,00	0,00	204,42	393,23	435,55	566,27	262,33	600,35	319,44	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	0,00	4,62	0,75	0,00	0,29	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
<b>AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT</b>	<b>543,65</b>	<b>518,63</b>	<b>578,35</b>	<b>873,81</b>	<b>1 189,37</b>	<b>1 331,09</b>	<b>1 133,00</b>	<b>1 431,81</b>	<b>1 778,20</b>	<b>2 169,30</b>
Créances sur les non-résidents	696,27	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,90
Avoirs en monnaies étrangères	1,17	2,04	2,83	1,56	6,90	5,24	2,49	3,15	4,83	2,90
Dépôts	96,37	68,75	108,78	120,77	232,38	261,50	219,24	98,75	109,96	165,20
Dépôts transférables	60,67	37,71	75,36	91,78	195,21	219,43	197,15	81,42	89,04	149,76
Autres dépôts	35,70	31,05	33,42	28,99	37,17	42,07	22,09	17,34	20,92	15,47
Crédits	184,33	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	454,25	686,52	584,48	545,68
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01	147,02	68,51	76,03
Autres crédits	184,33	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	453,24	539,51	515,97	469,66
Titres autres qu'actions	406,21	455,49	541,29	736,45	1 057,14	1 084,06	912,33	935,92	1 340,06	1 694,20
Actions et autres titres de participation	8,01	10,43	12,14	13,67	20,68	16,13	10,96	48,83	48,70	45,20
Autres créances	0,17	0,27	0,73	2,23	2,08	7,01	4,92	2,29	1,86	2,70
Crédits commerciaux / avances	0,00	0,00	0,00	0,68	1,01	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir	0,17	0,27	0,73	1,55	1,06	5,95	4,92	2,29	1,86	2,67
<b>Engagements envers les non-résidents</b>	<b>152,62</b>	<b>216,61</b>	<b>319,23</b>	<b>330,45</b>	<b>456,06</b>	<b>644,53</b>	<b>471,19</b>	<b>343,64</b>	<b>311,68</b>	<b>286,60</b>
Dépôts	108,49	118,80	213,38	201,21	293,04	383,60	305,36	185,95	193,62	191,10
Dépôts transférables	78,73	83,58	167,09	147,83	237,16	290,60	255,73	120,41	128,55	107,40
Autres dépôts	29,76	35,23	46,29	53,38	55,89	92,99	49,63	65,54	65,07	83,70
Crédits	43,07	97,81	105,84	129,16	162,93	256,55	161,02	154,44	115,33	90,80
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,46	0,00	5,03	0,00	0,00
Autres crédits	43,07	97,81	105,84	129,16	162,93	237,08	161,02	149,41	115,33	90,84
Autres engagements	1,06	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,70
Autres comptes à payer	1,06	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,69

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.



# ONZIEME PARTIE



## INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

## 11.1. Critères de convergence UEMOA

Tableau N°11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA)

Critères de 1 <sup>er</sup> rang UEMOA	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥-3%	-3,6	-2,9	-1,8	-2,2	-3,6	-6,3	-4,3	-3,4	-5,2	-5,9
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,1	46,9	55,5

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2022

(\*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

Tableau N°11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA)

Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	38,4	37,1	51,1	52,3	57,9	49,3	52,2	59,2	65,0	56,2
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	13,4	14,2	12,5	12,5	13,0	15,3	15,3	15,1	13,5	15,5

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2022

(\*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

## 11.2. Critères de convergence CEDEAO

Tableau N°11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang CEDEAO)

Critères de 1 <sup>er</sup> rang CEDEAO	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB)	≤3%	3,6	2,9	1,8	2,2	3,6	6,3	4,3	3,4	5,2	5,9
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤5%	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	≥3 mois d'importations	6,5	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,7	5,9	5,5

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2022

(\*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021

Tableau N°11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang CEDEAO)

Critères de 2 <sup>ème</sup> rang CEDEAO	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Ratio dette / PIB	≤70%	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,1	46,9	55,5
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/- 10%)	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8	1,0	1,4

Source : Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2022

(\*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021



**DOUZIEME PARTIE**

**AUTRES STATISTIQUES DU  
SECTEUR DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

## 12.1. Statistiques des passations de marchés publics

**Tableau N°12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Appels d'offres ouverts	902	395	236	243	164	228	368	309	689	413
Demandes de prix	616	135	13	51	48	119	298	268	446	353
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	172	78	77	89	66	60	102	124	83	185
Appels d'offres restreints	80	49	66	21	5	5	16	63	72	145
Entente directe	114	66	57	97	53	62	164	127	258	165
<b>Total</b>	<b>1 884</b>	<b>723</b>	<b>449</b>	<b>501</b>	<b>336</b>	<b>474</b>	<b>948</b>	<b>891</b>	<b>1 548</b>	<b>1 261</b>

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

**NB** : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

**Tableau N°12.2 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes en 2020 (en nombre)**

Mode de passation	2020
Appels d'offres ouverts	2 525
Demandes de prix	3 890
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	42
Demandes de propositions allégées	186
Appels d'offres restreints	84
Entente directe avec avis technique	1 193
Entente directe sans avis technique	2 859
Demande de cotation formelle	10 184
Demande de cotation non formelle	3 857
consultations restreintes	39
consultations de consultants	2 354
<b>Total</b>	<b>27 213</b>

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

**Tableau N°12.3 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Appels d'offres ouverts	182	116,69	244,91	118,51	106,14	37,76	122,01	132,39	222,97	42,27
Demandes de prix	3,53	1,42	0,12	0,44	0,46	2,1	5,12	4,84	25,04	6,47
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	16,39	6,89	11,2	15,29	16,67	4,19	10,85	11,19	11,55	11,91
Appels d'offres restreints	19,43	17,21	29,75	6,31	0,54	0,48	8,38	97,80	15,38	52,51
Entente directe	26,18	16,93	10,62	53,71	13,27	19,94	12,32	36,15	52,18	37,40
<b>Total</b>	<b>247,53</b>	<b>159,15</b>	<b>296,6</b>	<b>194,26</b>	<b>137,09</b>	<b>64,46</b>	<b>158,68</b>	<b>282,36</b>	<b>327,11</b>	<b>150,56</b>

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

**NB** : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

**Tableau N°12.4 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes (en milliards FCFA)**

	2020
Appels d'offres ouverts	577,48
Demandes de prix	104,71
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	9,24
Demandes de propositions allégées	10,72
Appels d'offres restreints	16,75
Entente directe avec avis technique	77,65
Entente directe sans avis technique	84,78
Demande de cotation formelle	62,01
Demande de cotation non formelle	5,20
consultations restreintes	1,22
consultations de consultants	21,57
<b>Total</b>	<b>971,32</b>

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

## 12.2. Statistiques de l'inclusion financière

**Tableau N°12.5 : Nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés et répartition du membership**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Nombre de SFD	154	154	151	134	133	125	125	132	135	135
<b>Membres/ clients</b>	<b>1 388 526</b>	<b>1 501 898</b>	<b>1 603 915</b>	<b>1 746 160</b>	<b>1 858 806</b>	<b>1 889 641</b>	<b>2 020 346</b>	<b>1 419 136</b>	<b>1 560 347</b>	<b>1 665 843</b>
Hommes	721 395	871 540	940 253	980 569	1 057 107	1 079 217	1 150 301	748 538	802 894	863 114
Femmes	357 637	414 848	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901	529 089	562 259
Groupements	309 494	215 510	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697	228 364	240 470

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

(\*) Les données de 2021 sont provisoires

**Tableau N°12.6 : Données d'intermédiation financière (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours de l'épargne	121,36	158,77	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14	305,53	350,59
Encours du crédit	80,12	103,45	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34	227,70	285,63
Créances en souffrance	3,49	4,46	5,80	7,92	5,90	6,28	4,74	8,97	14,51	14,02
Portefeuille à risque de plus de 90 jours (en %)	4,09	4,64	5,60	6,55	5,60	4,00	2,83	4,44	5,11	3,86

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

**Tableau N°12.7 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Région de la Boucle du Mouhoun</b>	<b>122</b>	<b>105</b>	<b>118</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>92</b>	<b>106</b>	<b>100</b>
Balé	22	24	26	30	30	30	6	6	13
Banwa	11	12	14	14	14	14			
Kossi	6	7	6	6	6	6			
Mouhoun	42	26	29	29	29	29	86	73	67
Nayala	11	12	12	12	12	12		24	14
Sourou	30	24	31	31	31	31		3	6
<b>Région des Cascades</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>23</b>	<b>15</b>	<b>17</b>
Comoé	7	13	7	7	7	7	23	15	17
Léraba	4	4	4	4	4	4			
<b>Région du Centre</b>	<b>145</b>	<b>93</b>	<b>102</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>202</b>	<b>301</b>	<b>308</b>
Kadiogo	145	93	102	122	122	127	202	301	308
<b>Région du Centre-Est</b>	<b>27</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Boulgou	19	18	23	26	26	26	6	6	6
Koulpélogo	3	7	6	6	6	6			
Kouritenga	5	11	8	8	8	8	3	3	3
<b>Région du Centre-Nord</b>	<b>33</b>	<b>44</b>	<b>39</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>18</b>
Bam	17	23	21	23	23	23	6	6	6
Namentenga	7	9	7	7	7	7	7	7	7
Sanmatenga	9	12	11	11	11	11	6	6	5
<b>Région du Centre-Ouest</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>23</b>
Boulkiemdé	30	26	35	34	34	34	13	23	22
Sanguié	6	7	6	6	6	6			
Sissili	9	8	10	10	10	10	1	0	1
Ziro	3	7	5	6	6	6			
<b>Région de Centre-Sud</b>	<b>30</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>38</b>	<b>32</b>
Bazèga	6	7	7	9	9	9	7	7	8
Nahouri	7	6	8	8	8	8	3	3	3
Zoundwéogo	17	12	13	14	14	14	19	28	21
<b>Région de l'Est</b>	<b>29</b>	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>23</b>	<b>17</b>	<b>20</b>
Gnagna	7	10	7	7	7	7	5	4	4
Gourma	8	13	17	18	18	18	12	12	12
Komandjari	4	3	4	4	4	4			
Kompienga	3	3	3	3	3	3			
Tapoa	7	7	7	7	7	7	6	1	4
<b>Région des Hauts-Bassins</b>	<b>76</b>	<b>67</b>	<b>72</b>	<b>82</b>	<b>82</b>	<b>83</b>	<b>41</b>	<b>44</b>	<b>56</b>
Houet	60	48	53	63	63	64	36	44	51
Kéné Dougou	8	9	8	8	8	8	5	0	5
Tuy	8	10	11	11	11	11			
<b>Région du Nord</b>	<b>50</b>	<b>51</b>	<b>54</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>41</b>	<b>25</b>	<b>45</b>
Loroum	4	4	4	4	4	4	1	1	1
Passoré	8	9	8	8	8	8	6	4	6
Yatenga	31	30	34	38	38	38	22	8	17
Zonoma	7	8	8	9	9	9	12	12	21
<b>Région du Plateau Central</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>12</b>
Ganzourgou	6	5	6	6	6	6			
Kourwéogo	4	5	4	4	4	4	1		
Oubritenga	5	5	5	5	5	5	5	4	7
<b>Région du Sahel</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>57</b>	<b>57</b>	<b>57</b>	<b>57</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>18</b>
Oudalan	8	9	8	9	9	9		10	10
Séno	9	10	11	13	13	13	9	9	8
Soum	36	34	36	37	37	37			
Yagha	2	2	2	2	2	2			
<b>Région du Sud-Ouest</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>10</b>
Bougouriba	4	6	5	5	5	5			
Ioba	4	6	4	4	4	4	6	6	6
Noumbiel	1	2	1	1	1	1			
Poni	4	4	6	6	6	6	4		4
<b>Total</b>	<b>654</b>	<b>610</b>	<b>643</b>	<b>691</b>	<b>691</b>	<b>697</b>	<b>518</b>	<b>626</b>	<b>668</b>

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

**Tableau N° 12.8: Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers**

	2017	2018	2019	2020	2021*
Taux de bancarisation strict (TBS)	21,36	22,29	20,4	20,63	21,25
Taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM)	21,00	21,3	20,22	13,24	14,5
Taux de bancarisation élargi (TBE)	40,29	43,26	40,00	33,90	35,75
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME)	38,52	57,12	64,39	78,54	nd
Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)	67,79	69,31	70,86	75,44	81,42
taux d'intérêt nominal des crédits (TINC)* en %	7,21	7,44	7,27	6,93	7,47
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TIND)*	5,67	5,7	5,87	5,79	5,11

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

(\*) Les données de 2021 sont provisoires

**Tableau N° 12.9: Situation des indicateurs des banques**

	2017	2018	2019	2020	2021*
Nombre de banques	14	15	15	15	15
Nombre d'Établissements financiers	4	4	4	4	4
Nombre d'agences	295	317	326	323	342
Nombre de GAB/DAB	431	476	492	526	541
Nombre de comptes bancaires	1 832 403	1 851 211	2 043 700	2 256 609	2 502 494
Encours de crédits (en milliards)	2 633,82	2 885,40	3 227,12	3 461,24	3 781,50
Encours d'épargne (en milliards)	3 286,91	3 528,22	3 890,27	4 703,71	5 595,37

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

(\*) Les données de 2021 sont provisoires

**Tableau N° 12.10: Evolution du nombre de compagnies d'assurances**

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Compagnies d'assurance</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
Non-vie (IARD)	8	9	8	8	8
Vie	8	8	8	7	7

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

**Tableau N° 12.11: Evolution du nombre des intermédiaires**

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Intermédiaires agréés</b>	<b>96</b>	<b>114</b>	<b>112</b>	<b>144</b>	<b>170</b>
Courtiers	22	28	27	40	46
Agences générales	74	86	85	104	124
<b>Sous agences</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>22</b>	<b>29</b>
<b>Bureaux directs</b>	<b>23</b>	<b>26</b>	<b>21</b>	<b>29</b>	<b>20</b>

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

**Tableau N° 12.12: Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)**

	2018	2019	2020	2021*
Comptes de monnaie électronique ouverts	9 582 115	11 795 896	15 031 318	17 928 218
Comptes de monnaie électronique actifs <sup>3</sup>	5 771 847	7 377 347	9 193 629	nd
Titulaires de comptes adultes (15 ans et plus)	9 452 939	11 070 844	12 229 548	nd
Titulaires femmes (15 ans et plus)	1 999 960	2 024 126	2 663 826	nd
Titulaires hommes (5 ans et plus)	7 452 979	9 046 718	9 565 722	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

(\*) Les données de 2021 sont provisoires

<sup>1</sup>Comptes ayant eu au moins une transaction au cours des 90 derniers jours

## 12.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

**Tableau N°12.13 : Evolution des nombres de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	50	15	59	0	48	61	34	35	20	28
<b>Nombre de baux administratifs conclus</b>	<b>30</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>21</b>	<b>12</b>	<b>26</b>	<b>26</b>

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

**Tableau N°12.14: Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépense de consommation en eau-électricité-téléphone	27,31	27,56	28,27	28,41	29,28	29,71	32,63	33,32	34,19	35,71
Dépense de consommation en eau des services de l'Etat	7,13	7,32	7,30	7,04	7,57	7,13	8,17	8,71	8,52	8,92
Dépense de consommation en électricité des services de l'Etat	15,23	15,99	16,60	16,86	17,37	18,29	19,11	18,71	19,51	20,84
Dépense de consommation en téléphone des services de l'Etat	4,95	4,25	4,38	4,50	4,34	4,29	5,36	5,91	6,16	5,96
Budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs	1,00	1,50	2,50	1,00	1,00	2,50	1,20	1,52	1,00	1,31
Prévision budgétaire pour la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	4,86	4,60	4,06	5,04	6,34	5,50	5,50	7,00	5,99	6,64
Dépenses relatives à la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	3,74	4,02	3,55	4,99	6,02	5,46	5,50	6,97	5,71	6,57
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,66	0,36	0,51	0,63	1,65	0,82	0,94	0,47	1,03	1,47
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,36	0,18	0,26	0,34	0,99	0,57	0,57	0,22	0,71	0,91
Valeur du patrimoine non financier de l'Etat (*)	na	1 885,16	1 908,91							

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

(\*) La valeur du patrimoine non financier de 2020 résulte de l'intégration des données sur les infrastructures routières, (routes nationales, régionales et départementales à l'exclusion du réseau intra urbain) des immobilisations incorporelles (logiciels et progiciel des ministères et institutions), du patrimoine roulant (Cf. section 248 du compte central) et des données du recensement géo référencé et valorisé de quatre régions (Centre, Hauts Bassins, Sud-Ouest, Centre-Sud) (terrains et bâtiments). Celle de 2021, en plus de la valeur de 2020, intègre les données du recensement géo référencé et valorisé des régions du Centre-Ouest et du Centre-Est (terrains et bâtiments).

## 12.4 Statistiques sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant (BSGDE)

**Tableau N°12.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)**

	2019				2020			
	CP int	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	57,69	56,83	98,52	5,70	82,11	74,93	91,26	6,44
Droits de l'enfant	41,18	39,91	96,91	4,00	89,40	88,47	98,96	7,61
<b>Total BSGDE</b>	<b>98,87</b>	<b>96,75</b>	<b>97,85</b>	<b>9,70</b>	<b>171,51</b>	<b>163,40</b>	<b>95,27</b>	<b>14,05</b>
<b>TOTAL BE</b>	<b>1 065,08</b>	<b>997,25</b>	<b>93,63</b>	<b>nd</b>	<b>1 677,06</b>	<b>1 163,21</b>	<b>69,36</b>	<b>nd</b>

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE 2021, CID, Analyse et traitement des données

**Tableau N°12.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)-suite**

	2021			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	115,20	108,43	94,13	5,76
Droits de l'enfant	103,32	96,04	92,96	5,10
<b>Total BSGDE</b>	<b>218,52</b>	<b>204,48</b>	<b>93,58</b>	<b>10,86</b>
<b>TOTAL BE</b>	<b>2 023,61</b>	<b>1 882,65</b>	<b>93,03</b>	<b>nd</b>

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE 2021, CID, Analyse et traitement des données

# GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
<b>Aide alimentaire</b>	L'aide alimentaire, selon la FAO, est la fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
<b>Aide projet</b>	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome.
<b>Aide publique au développement</b>	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral).
<b>Appel d'offres ouvert</b>	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disant, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
<b>Appel d'offres restreint</b>	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises.
<b>Appui budgétaire</b>	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
<b>Appui financier de l'Etat aux collectivités</b>	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Elle est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'Etat et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
<b>Autorisation d'engagement (AE)</b>	Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction. Pour les contrats de partenariats publics-privés, contrats par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les autorisations d'engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'engagement juridique.
<b>Autres droits d'enregistrement (ADE)</b>	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
<b>Actifs extérieurs nets (AEN)</b>	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des Autres Institutions de Dépôt (AID) avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
<b>Autorité contractante</b>	Personne morale de droit public ou de droit privé à savoir, les ministères et institutions, les autorités administratives indépendantes, le Parlement, les missions diplomatiques et consulaires, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les établissements

Concepts	Définitions
	publics de l'Etat, les agences d'exécution et les personnes morales ayant la qualité d'organisme de droit public ou assimilé, les sociétés d'Etat, les sociétés à participation financière publique majoritaire, les associations formées par une ou plusieurs de ces personnes morales de droit public, signataire d'un marché public ou d'une délégation de service public.
<b>Balance commerciale</b>	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire. Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
<b>Balance des biens et services</b>	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
<b>Balance des paiements</b>	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
<b>Balance des revenus primaires</b>	Le solde du compte de revenu primaire est la différence entre les flux de revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes et ceux versés aux unités non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les revenus liés au processus de production</b> (la rémunération des salariés qui est le revenu de la contribution du facteur travail à la production et les impôts et les subventions sur les produits et la production qui constituent également un revenu en rapport avec la production) ;</li> <li>- <b>Les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits</b> (le revenu de la propriété est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et la location de ressources naturelles ; le revenu des investissements est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts).</li> </ul>
<b>Balance des revenus secondaires</b>	Le compte de revenu secondaire retrace les flux sans contreparties entre unités résidentes d'une économie et celles non-résidentes. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants. Il est composé des transferts personnels et des autres transferts courants (impôts courants sur le revenu ou le patrimoine, cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale, prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale, primes nettes d'assurance-dommages et garanties, indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties, coopération internationale courante comprenant notamment l'aide budgétaire, aides humanitaires en nature ou en espèce, etc.). Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents.
<b>Consultation de consultants</b>	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est strictement inférieur à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC.
<b>Compte de capital</b>	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
<b>Compte de transactions courantes</b>	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus primaires et la balance des revenus secondaires.
<b>Compte financier</b>	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les Investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
<b>Comptes courants postaux (CCP)</b>	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
<b>Consommation finale des administrations publiques</b>	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre

Concepts	Définitions
	de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'Etat, qui font partie de la formation de capital par l'Etat.
<b>Créances sur l'économie (CE)</b>	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation.
<b>Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)</b>	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
<b>Crédits de paiement (CP)</b>	Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.
<b>Demande de cotations non formelle</b>	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est inférieur à un million (1 000 000) de FCFA.
<b>Demande de cotations formelle</b>	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est supérieur ou égal à un million (1 000 000) de FCFA et strictement inférieur à dix millions (10 000 000) de FCFA.
<b>Demande de prix</b>	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprise n'excédant pas les seuils suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Pour les marchés de travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ;</li> <li>- Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat.</li> </ul> </li> <li>b. Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ;</li> <li>- Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Demande de propositions allégées</b>	Procédure de mise en concurrence simplifiée pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est supérieur ou égal à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC et strictement inférieur à trente millions (30.000.000) de FCFA TTC
<b>Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt</b>	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
<b>Dépenses</b>	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et en dépenses en capital.
<b>Dépenses communes interministérielles</b>	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institutions, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA, etc.).
<b>Dépenses en capital</b>	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
<b>Dépenses ordinaires</b>	Somme des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes.
<b>Dette</b>	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou

Concepts	Définitions
	plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
<b>Dettes avalisées</b>	Dettes pour lesquelles l'Etat ou ses démembrements est (sont) constitué(s) aval (garant personnel).
<b>Dettes bilatérales</b>	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un Etat auprès d'un autre Etat.
<b>Dettes extérieures</b>	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
<b>Dettes intérieures (ou domestiques)</b>	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
<b>Dettes intérieures contractuelles</b>	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents. Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes irisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale.
<b>Dettes intérieures flottantes</b>	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
<b>Dettes multilatérales</b>	Ensemble des dettes contractées par un Etat auprès d'un groupe d'Etats ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
<b>Dettes publiques</b>	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
<b>Dettes publiques extérieures</b>	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs.
<b>Différé de remboursement</b>	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
<b>Document de prévision budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)</b>	C'est un instrument de programmation triennal qui permet, sur la base d'un cadrage macroéconomique, d'évaluer le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et de taxes et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.
<b>Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)</b>	Le DPPD est un Instrument budgétaire sectoriel pluriannuel glissant établi en référence au DPBEP. Il présente l'évolution budgétaire des programmes sur une période de trois ans. Tous les ministères, budgets annexes et comptes spéciaux présentent chacun un DPPD qui regroupe les programmes qui leur sont associés.
<b>Droits fixes</b>	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
<b>Elément don</b>	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de confessionnalité du prêt.
<b>Emprunt d'Etat</b>	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
<b>Encours de la dette</b>	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.
<b>Endettement public</b>	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette.
<b>Epargne de fonctionnement</b>	Encore appelé prélèvement sur les dépenses de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les dépenses de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
<b>Exportations de biens et services</b>	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
<b>Exportations Free on Board (FOB)</b>	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
<b>Financement</b>	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les

Concepts	Définitions
	remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.
<b>Fonds communs ou paniers communs</b>	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement.
<b>Formation brute de capital fixe (FBCF)</b>	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ».
<b>Entente directe</b>	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déchaînement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
<b>Importations de biens et services</b>	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
<b>Importations Free On Board (FOB)</b>	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
<b>Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques</b>	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
<b>Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)</b>	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires.
<b>Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)</b>	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
<b>Impôt sur les sociétés (IS)</b>	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
<b>Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)</b>	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie

Concepts	Définitions
	d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
<b>Impôts sur les revenus fonciers (IRF)</b>	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
<b>Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)</b>	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
<b>Investissements de portefeuille</b>	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
<b>Investissements directs étrangers (IDE)</b>	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc).
<b>Loi de finances initiale (LFI)</b>	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier. Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
<b>Loi de finances rectificative (LFR)</b>	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
<b>Loi de règlement (LR)</b>	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives.
<b>Marché public</b>	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
<b>Masse monétaire (M2)</b>	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné. Elle est constituée de la circulation fiduciaire, des dépôts transférables et des autres dépôts qui ne peuvent être utilisés immédiatement et sans coût comme moyen de paiement.
<b>Minimum forfaitaire de perception (MFP)</b>	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
<b>Obligations cautionnées (OC)</b>	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
<b>Participation de l'Etat</b>	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée d'un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
<b>Prélèvement communautaire (PC)</b>	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
<b>Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)</b>	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (0,8% de la valeur en douane de la marchandise importée).
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : le PIB selon l'optique production est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activités, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activités) ;

Concepts	Définitions
	<p>le PIB selon l'optique dépense est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;</p> <p>le PIB selon l'optique revenu est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.</p>
<b>Programmation triennal d'investissements publics glissant</b>	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
<b>Programme</b>	Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.
<b>Ratio du service de la dette par rapport aux revenus</b>	Montant du service de la dette extérieure en fin d'année rapporté aux recettes propres. Il sert à évaluer la charge du service de la dette extérieure par rapport aux recettes.
<b>Recettes</b>	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels que les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
<b>Recettes en capital</b>	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectués à des fins de formation de capital) provenant de sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
<b>Recettes fiscales</b>	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
<b>Recettes non fiscales</b>	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
<b>Redevance informatique (RI)</b>	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
<b>Redevance statistique</b>	Taxe inscrite au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
<b>Remise spéciale (RSP)</b>	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1/1000 sur le montant des droits et taxes liquidés).
<b>Ressources financières transférées</b>	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
<b>Retenues à la source</b>	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'Etat par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
<b>Retenues extérieures (RET/EXT)</b>	Idem aux retenues à la source.
<b>Retenues intérieures (RET/INT)</b>	Idem aux retenues à la source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
<b>Royalties ou redevances proportionnelles</b>	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
<b>Secteur primaire</b>	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.

Concepts	Définitions
<b>Secteur secondaire</b>	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
<b>Secteur tertiaire</b>	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
<b>Sections</b>	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations/prévisions budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
<b>Service de la dette</b>	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
<b>Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)</b>	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
<b>Solde budgétaire global</b>	Capacité/besoin de financement, corrigé de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
<b>Solde courant</b>	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public.
<b>Solde de base</b>	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
<b>Solde global</b>	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers.
<b>Solde global base engagement (déficit ou excédent)</b>	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
<b>Solde global hors dons</b>	Il est égal à la différence entre les Recettes Totales et les Dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
<b>Solde primaire</b>	Solde représentant la Capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
<b>Solde de base</b>	Solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. C'est un indicateur qui permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
<b>Solde primaire de base</b>	Solde primaire hors investissements financés par l'extérieur. C'est un indicateur qui permet de mesurer la capacité du pays à assurer le service de sa dette.
<b>Solde primaire courant</b>	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée.
<b>Soutenabilité de la dette</b>	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
<b>Soutenabilité des finances publiques</b>	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
<b>Stock de la dette</b>	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
<b>Stratégie d'endettement public</b>	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
<b>Taxe sur les activités financières (TAF)</b>	C'est un impôt spécifique applicable aux activités bancaires et financières. La taxe est acquittée par la personne bénéficiaire d'une prestation à caractère bancaire ou financier et d'une manière générale aux commerces des valeurs et de l'argent à l'exception des opérations de crédit-bail. Les opérations imposables à la TAF sont ainsi exonérées de la TVA. La loi a fixé le taux de la taxe à 17%. Ce taux de droit commun, s'applique à toute personne redevable de la TAF.
<b>Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)</b>	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
<b>Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)</b>	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.

Concepts	Définitions
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)</b>	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
<b>Taxes superficielles</b>	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme due est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
<b>Tirages sur emprunts</b>	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
<b>Titre minier</b>	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
<b>Titre1</b>	Jusqu'en 2003, il était intitulé « charge de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes ». A partir de 2017, il s'intitule « Charges financières de la dette ».
<b>Titre2</b>	Dépenses de personnel
<b>Titre3</b>	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dépenses de matériels ». Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement ». A partir de 2017, il s'intitule « dépenses d'acquisition de biens et services ».
<b>Titre4</b>	Transferts courants. A partir de 2017, il s'intitule « dépenses de transferts courants ».
<b>Titre5</b>	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dotation aux amortissements de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat ».
<b>Titre6</b>	Jusqu'en 2003, il était intitulé « Equipement-investissement et transferts en capital ». Depuis 2004, il s'intitule « Transfert en capital ».
<b>Transferts</b>	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
<b>Valeur ajoutée</b>	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
<b>Variations des stocks</b>	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
<b>Inclusion financière</b>	Ensemble de mécanismes permettant à tous d'accéder et d'utiliser efficacement une gamme de produits et services financiers à des coûts abordables offerts par des institutions saines.
<b>Taux de Bancarisation Elargi (TBE)</b>	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) titulaire de comptes dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor, auquel s'ajoute celui des détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance.
<b>Taux de Bancarisation Strict (TBS)</b>	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor Public.
<b>Taux Global d'Utilisation des Services Financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière :</b>	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor Public et les institutions de microfinance, auquel s'ajoute celui des titulaires de comptes de monnaie électronique.
<b>Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd)</b>	Moyenne des Rémunération des dépôts des épargnants au niveau des banques.
<b>Taux d'intérêt nominal des crédits (TINc)</b>	Moyenne des Coûts supportés par les clients pour accéder aux crédits octroyés par les banques.
<b>Viabilité de la dette</b>	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services, le PIB nominal et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

# METADONNEES

## 1. Taux d'inflation (en %)

<b>Objectif</b> : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.			
<b>Définition</b> : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) entre deux années consécutives.			
$\text{Taux d'inflation} = \frac{IHPC_t - IHPC_{t-1}}{IHPC_{t-1}} \times 100$			
<b>Référence de l'indicateur</b> : Critère de convergence de l'UEMOA	<b>Producteur</b> : INSD.	<b>Désagrégation</b> : Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.	<b>Périodicité</b> : Mensuelle, Annuelle
<b>Sources</b> : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaire statistique de l'INSD. Site Internet : <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a>			

## 2. Produit intérieur brut (PIB) par tête en FCFA

<b>Objectif</b> : Mesurer la création de richesses.			
<b>Définition</b> : Le produit intérieur brut nominal (PIB nominal) correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique à une période donnée, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel. Il est le rapport entre la valeur de PIB nominal et la population de l'année concernée.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}} \text{ (en FCFA)}$			
<b>Référence de l'indicateur</b> :	<b>Producteur</b> : INSD, DGEP.	<b>Désagrégation</b> : Non désagrégé.	<b>Périodicité</b> : Annuelle.
<b>Sources</b> : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a> ; <a href="http://www.dgеп.gov.bf">www.dgеп.gov.bf</a>			

## 3. Taux de croissance du PIB réel (en %)

<b>Objectif</b> : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année par rapport à une autre.			
<b>Définition</b> : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens i produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t <sub>0</sub> , est 2015.			
$\text{PIB réel}_t = \sum_{i=1}^n P_i^{t_0} * Q_i^t \text{ avec}$ <ul style="list-style-type: none"> <li>● P<sub>i</sub><sup>t<sub>0</sub></sup> = Prix (P<sub>i</sub>) à la période de base t<sub>0</sub></li> <li>● Q<sub>i</sub><sup>t</sup> = Quantité (Q<sub>i</sub>) à la période t</li> </ul>			
$\text{Variation annuelle du PIB réel} = \frac{\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{t-1}}{\text{PIB réel}_{t-1}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur</b> : PNDES	<b>Producteur</b> : INSD, DGEP	<b>Désagrégation</b> : Non désagrégé.	<b>Périodicité</b> : Trimestrielle, Annuelle.
<b>Sources</b> : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a> ; <a href="http://www.dgеп.gov.bf">www.dgеп.gov.bf</a>			

## 4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

<b>Objectif</b> : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
<b>Définition</b> : La balance commerciale en pourcentage du PIB est la différence entre le montant des exportations et celui des importations, rapportée au PIB nominal et exprimé en pourcentage.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Exportations} - \text{Importations}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur</b> :	<b>Producteur</b> : INSD, DGEP.	<b>Désagrégation</b> : Non désagrégé.	<b>Périodicité</b> : Trimestrielle, Annuelle.
<b>Sources</b> : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a> ; <a href="http://www.dgеп.gov.bf">www.dgеп.gov.bf</a>			

## 5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

<b>Objectif :</b> Mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de sa dette.			
<b>Définition :</b> L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur :</b> Critère de convergence de l'UEMOA.	<b>Producteur :</b> DGTCP, DGEP, INSD, SP-CNPE	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé.	<b>Périodicité :</b> Annuelle.
<b>Source :</b> Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévion ; Site Internet : <a href="http://www.tresor.bf">www.tresor.bf</a> , <a href="http://www.dgcp.gov.bf">www.dgcp.gov.bf</a> , <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a>			

## 6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

<b>Objectif :</b> Mesurer la viabilité de la dette			
<b>Définition :</b> La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur :</b> Initiative PPTE	<b>Producteur :</b> DGTCP, DGEP, INSD	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé.	<b>Périodicité :</b> Annuelle.
<b>Sources :</b> Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévion ; Site Internet : <a href="http://www.tresor.gov.bf">www.tresor.gov.bf</a> , <a href="http://www.dgcp.gov.bf">www.dgcp.gov.bf</a> , <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a>			

## 7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

<b>Objectif :</b> Mesurer la soutenabilité de la dette			
<b>Définition :</b> Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur :</b> Initiative PPTE	<b>Producteurs :</b> DGTCP, DGEP, INSD	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé.	<b>Périodicité :</b> Annuelle.
<b>Sources :</b> Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévion ; Site Internet : <a href="http://www.tresor.gov.bf">www.tresor.gov.bf</a> , <a href="http://www.dgcp.gov.bf">www.dgcp.gov.bf</a> , <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a>			

## 8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

<b>Objectif :</b> Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.			
<b>Définition :</b> C'est le ratio entre le montant total de l'APD et le PIB nominal de l'année concernée.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur :</b>	<b>Producteur :</b> DGCOOP ; DGEP ; INSD	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé.	<b>Périodicité :</b> Annuelle.
<b>Sources :</b> Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévion ; Sites Internet : <a href="http://www.insd.bf">www.insd.bf</a> ; <a href="http://www.dgcoop.gov.bf">www.dgcoop.gov.bf</a> ; <a href="http://www.dgcp.gov.bf">www.dgcp.gov.bf</a>			

### 9. Taux de pression fiscale

<b>Objectif</b> : Critère de second rang du pacte de convergence de l'UEMOA, il vise entre autre à renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres. Ce ratio se veut supérieur ou égal à 20%.			
<b>Définition</b> : Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal			
$\text{Taux de pression fiscale} = \frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB nominal}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur</b> : ODD, PNDES	<b>Producteur</b> : CNPE.	<b>Désagrégation</b> : Non désagrégé.	<b>Périodicité</b> : Trimestrielle ; Annuelle.
<b>Source</b> : Rapports trimestriels sur la situation économique et financière			

### 10. Incidence de la pauvreté (P<sub>0</sub>)

<b>Objectif</b> : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.			
<b>Définition</b> : Proportion d'individus considérés comme pauvres dans une population donnée. Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum « raisonnable » selon des critères spécifiés.			
$\text{Indicateur}(P_0) = \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} * 100$			
<b>Référence de l'indicateur</b> : ODD, PNDES	<b>Producteur</b> : INSD.	<b>Désagrégation</b> : Région, milieu de résidence.	<b>Périodicité</b> : Triennale.
<b>Source</b> : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf.			

### 11. Profondeur de la pauvreté (P<sub>1</sub>)

<b>Objectif</b> : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.			
<b>Définition</b> : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.			
Indicateur (P <sub>1</sub> ) = $\frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z-y_i}{z}$ avec q=nombre d'individus considérés comme pauvres			
n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y <sub>i</sub> =dépense moyenne par individu pauvre			
<b>Référence de l'indicateur</b> : ODD, PNDES	<b>Producteur</b> : INSD.	<b>Désagrégation</b> : Région, milieu de résidence.	<b>Périodicité</b> : Triennale.
<b>Source</b> : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf.			

### 12. Sévérité de la pauvreté (P<sub>2</sub>)

<b>Objectif</b> : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.			
<b>Définition</b> : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres.			
Indicateur (P <sub>2</sub> ) = $\frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z-y_i}{z}\right)^2$ avec q=nombre d'individus considérés comme pauvres			
n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y <sub>i</sub> =dépense moyenne par individu pauvre			
<b>Référence de l'indicateur</b> : ODD, PNDES	<b>Producteur</b> : INSD.	<b>Désagrégation</b> : Région, milieu de résidence.	<b>Périodicité</b> : Triennale.
<b>Source</b> : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf.			

### 13. Indice du développement humain

<b>Objectif</b> : Mesurer le développement humain.			
<b>Définition</b> : Le calcul de l'IDH est basé sur trois dimensions essentielles du développement humain à savoir la santé / longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et les conditions de vie mesurées par le logarithme du Revenu National Brut (RNB) par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).			
$IDH = \sqrt[3]{\text{Indice de longévité} * \text{Indice d'instruction} * \text{Indice de revenu}}$			
La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante : $\frac{\text{Valeur constatée} - \text{Valeur min}}{\text{Valeur max} - \text{Valeur min}}$			
avec :			
Indice	Mesure	Valeur maximale	Valeur minimale
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	83,4 ans	20 ans
Instruction	Durée moyenne de scolarisation pour les adultes	13,1 ans	0
	Durée attendue de scolarisation	20,6	0
Condition de vie	Log RNB par habitant (en PPA)	107721	100
<b>Référence de l'indicateur</b> :	<b>Producteur</b> : PNUD.	<b>Désagrégation</b> : Non désagrégé.	<b>Périodicité</b> : Annuelle.
<b>Sources</b> : Institut National de la Statistique Sites Internet : www.undp.org; www.insd.bf			

## EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénom(s)	Structure
SANE/CONGO Aissata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NANEMA Marcellin	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Franck Edouard	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GANSONRE Ismaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAYALA Bouboualé	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DARGA Raymond Bernard	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Mahamadi	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NIKIEMA Joseph	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO A. Guéllilou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZONGO Alexis	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO R. Jean	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
MALO Pascaline	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ILBOUDO Inoussa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
KABORE Guétarim	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZIBA Didier Arnaud	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TOGO Drahamane	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DIALLO Assane	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
VALIAN/ZERBO S Yasmine	Direction générale du Budget
ZOMODO Vincent	Direction générale du développement territoriale
NANA Souleymane	Direction générale de la coopération
KI/OUEDRAOGO Fatoumata	Secrétariat permanent de la promotion de l'inclusion financière
SAWADOGO Lassinin	Direction générale des douanes
SOULAMA Tiakoumbié	Direction générale des impôts
SEGUEDA P. N. Théophile	Institut national de la statistique et de la démographie
SENI Yves Innocent	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/RG
KABORE Roland	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DSOFE
ZALLE Hamadé	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DDP
YAMEOGO Juste	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
OUEDRAOGO W. Claver	Direction générale des collectivités territoriales
BAMOGO Jean Paul	Direction de l'administration et des finances
OUEDRAOGO W. P. Justin	Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
LOUGUE Théodore	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'état
OUEDRAOGO Kadiatou R.	Direction des ressources humaines
BOUDA/YAMEOGO T. Odette	Secrétariat permanent du comité national de politique économique

© Direction Générale des études et des Statistiques Sectorielles (DGESS)  
**Ministère de l'économie, des finances et de la prospective**

**Burkina Faso**

